



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

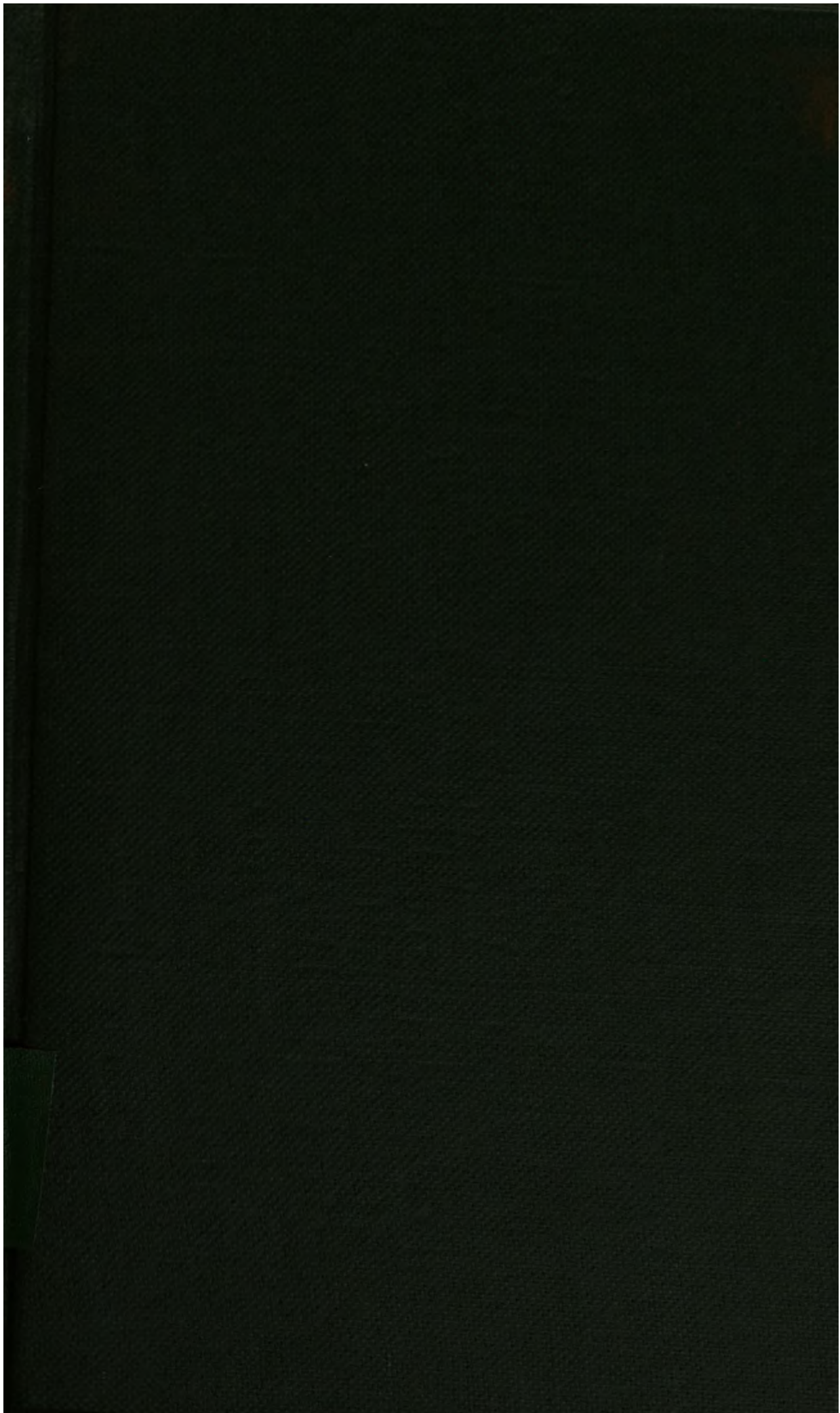
This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.



REP. F. 8607



—

—

—

—

0010



N/O 82.4.14 A.I

La petite table

La petite table

*Il a été tiré de cet ouvrage
vingt exemplaires sur papier de Hollande
tous numérotés
et paraphés par l'éditeur*

ROBERT DE FLERS

de l'Académie française

La petite table

« On traite trop volontiers les petites puissances comme des enfants auxquels on n'interdit point complètement l'accès de la salle à manger un jour de grand dîner, mais qui ne sont invités à y venir qu'à l'heure du dessert, et autour de la petite table. »

R. DE F.



PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous les pays

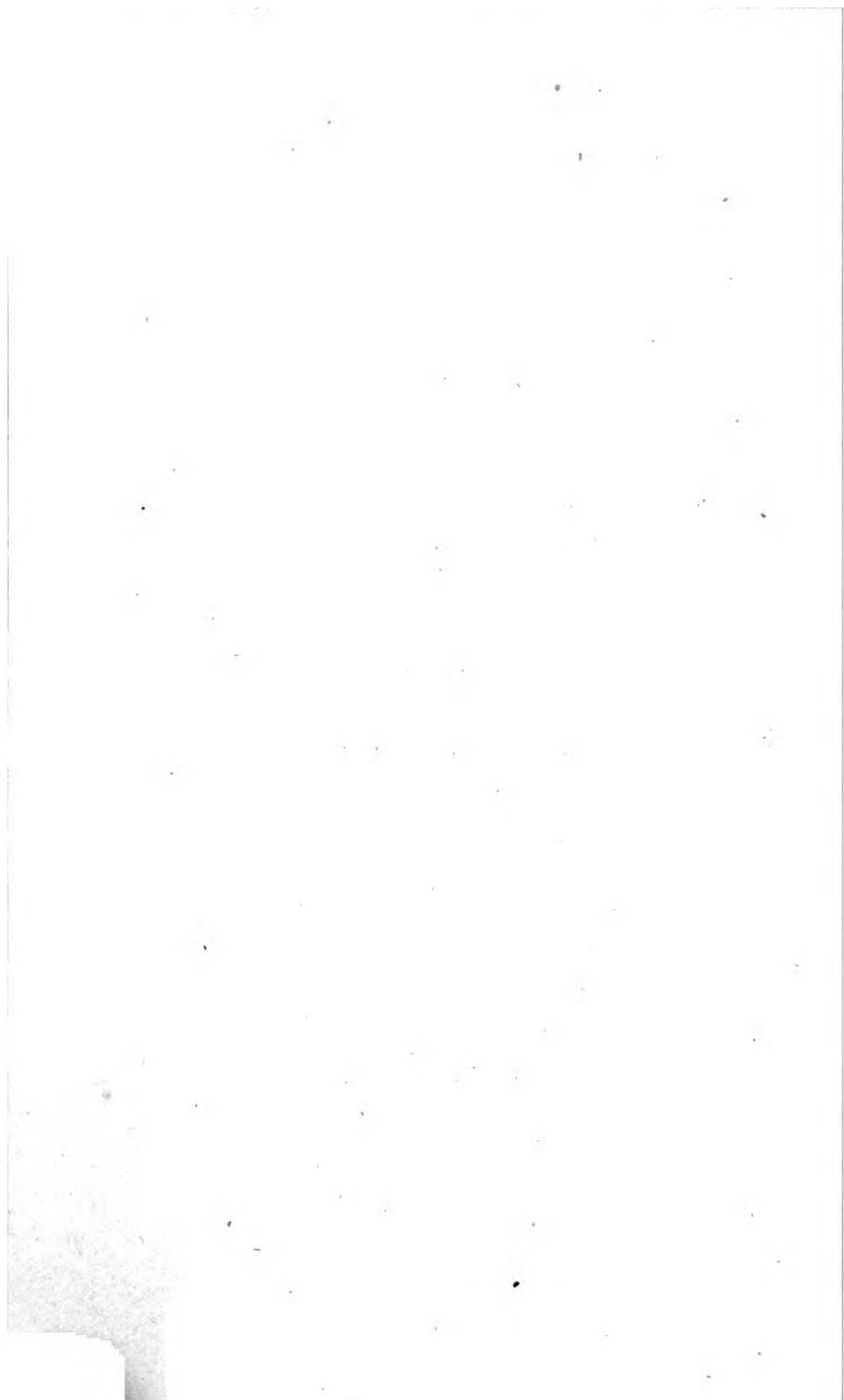


**Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays
Copyright 1920
by ERNEST FLAMMARION**

Au Professeur
JEAN CANTACUZÈNE

*En témoignage de mes
sentiments d'admiration et
d'amitié.*

R. DE F.

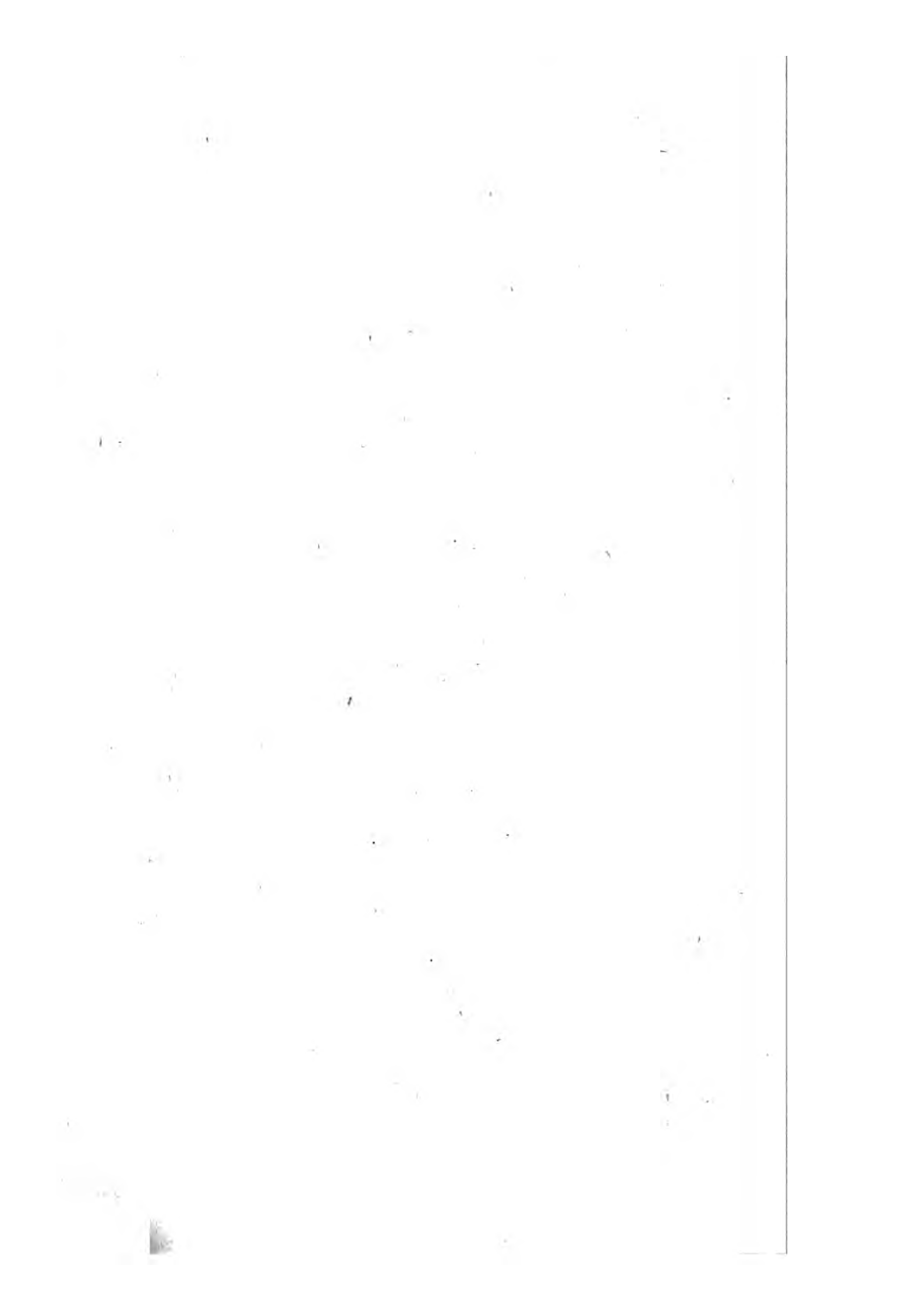


NOTE PRÉLIMINAIRE

Je n'ai mis à contribution pour écrire ces pages de bonne foi que mes notes personnelles, les faits et les propos qu'il m'a été permis de juger et d'entendre à titre privé de 1917 à 1919.

Ayant eu l'honneur fort inattendu d'être pendant quelque temps, après l'armistice, chargé d'affaires de France en Roumanie, j'ai eu connaissance de nombreux actes et documents officiels. J'ai estimé que si j'avais le droit de m'en inspirer je n'avais pas celui d'en faire un usage plus explicite. Il m'a semblé en effet que mon passage dans la « carrière » avait été trop rapide pour qu'il me fut possible de violer avec une autorité suffisante le secret professionnel.

R. DE F.



La petite table

Mardi 22 avril 1919.

LA GUERRE N'EST PAS FINIE LA-BAS

Je voudrais essayer en quelques chapitres, qui n'étant inspirés par aucun parti pris n'aboutiront à aucune doctrine, de résumer les impressions et les informations, sur le front oriental, d'un Français qui est certain d'être de bonne volonté et qui espère être de libre jugement.

C'est beaucoup d'audace. Nous avions, avant la guerre, un petit travers qui autrefois était plaisant et qui depuis quatre années est devenu un peu plus dange-

reux : j'entends celui d'accorder moins de créance à ceux qui sont sur place qu'à ceux qui, étant éloignés, parlent et discutent avec cette sérénité avantageuse que procurent volontiers l'ignorance et un bon fauteuil. Avoir été le témoin des faits est évidemment un handicap pour en parler.

J'ai peur que les gouvernements de l'Entente ne se soient dit souvent en lisant les rapports et les dépêches de leurs agents civils ou militaires envoyés dans les postes éloignés : « Que diable tous ces gens-là peuvent-ils bien y connaître ! Ils y sont ! » Je ne crois pas exagérer...

— Ne craignez-vous pas, me disait avant-hier un interlocuteur sans doute plus niais que narquois, ne craignez-vous pas d'être un peu influencé par ce que vous avez vu ?

— Mais, mon bon monsieur, par quoi pourrais-je bien être influencé si ce n'est par ce que j'ai vu ? Vous me rappelez cette boutade de Théophile Gautier, critique littéraire, qui déclarait ne pas vouloir lire

les livres dont il avait à rendre compte afin de ne pas être influencé par eux et de conserver toute son impartialité.

Seulement, voilà, la boutade de l'homme de lettres chez un fonctionnaire devient automatiquement une sottise.

Passant outre aux sots et aux sottises et ayant pris ces quelques précautions liminaires, je ne me préoccuperais plus que de dire ce que j'ai vu et ce que j'ai su.

* * *

Ce qui frappe avant tout lorsque l'on vient d'Orient, c'est le sentiment que l'on semble éprouver assez généralement en France que la guerre est finie. Si désobligeant qu'il soit de troubler une telle confiance, il n'y a pas moyen de se dérober à cette certitude : la guerre n'est pas finie. L'incomparable gloire de la France et de ses alliés, la plus formidable victoire que les hommes aient remportée sur les hom-

mes, le plus magnifique épanouissement de délivrance et de liberté dont se soient jamais enivrés les peuples, les délibérations de messieurs considérables, parlant beaucoup, parlant énormément autour de grandes tables de choses plus considérables encore, tout cela ne change rien à cette vérité : la guerre n'est pas finie.

Lorsqu'on se promène à Bender, sur le chemin de ronde de la forteresse qui abrita Charles XII, on entend le canon ; lorsqu'on longe le Dniester de Soroca à Mohilew, on entend le canon ; lorsqu'on s'avance vers Czernowitz ou Kamenetz-Podolsk, on entend le canon ; lorsqu'on se dirige vers l'Ouest, dans la direction de la ligne Arad-Oradia-Mare, Sat-Mare, on entend le canon ; dans les plaines de Lemberg, dans les marais de Libau, on entend le canon. Et je vous jure que ce ne sont là ni des grandes manœuvres ni des salves d'honneur ; ce canon tue. Il y a encore là-bas dans tant de hameaux, dans tant de ravins, dans tant de

bois, des postes de secours, des ambulances, des hôpitaux où circulent des brancards sanglants, où l'on coupe des bras et des jambes, où l'on panse des plaies, où l'on ferme des yeux. Il y a encore dans le flottement des lignes d'occupation des villages entiers qui fuient dans l'épouvante devant de sauvages agressions dirigées parfois par des troupes régulières.

Sait-on que les Magyars, en unités constituées, ont attaqué à dix reprises les troupes roumaines? Sait-on qu'en plus d'un bourg ils ont massacré, torturé, pendu de paisibles habitants? Sait-on que dans le cimetière de Siria repose, à côté des corps mutilés de ses enfants, le corps sans mains de Mme Hotaranu, parce que les Magyars, après l'avoir assommée, les ont coupées, car elles étaient chargées de bagues? Sait-on que de pareils faits peuvent être recueillis par centaines? Sait-on que la Roumanie, dernier refuge de l'ordre et du bon sens en Orient, est forcée sur toutes ses frontiè-

res d'être encore en état de guerre? On en douterait à voir la lenteur du secours qu'on lui porte, et la circonspection avec laquelle on accueille ses appels, qui pourtant ne sont pas des plaintes! Sait-on tout cela?

Mais quel est donc cet ennemi nouveau, agissant, multiplé, sournois, qui est assez mal élevé pour ne pas tenir compte que des messieurs considérables, autour de grandes tables, parlent beaucoup, parlent énormément de choses plus considérables encore?... Quel est donc cet ennemi?

Le même, toujours le même, qui n'a pas renoncé, en dépit de sa défaite, qui n'a pas désarmé en dépit des armistices, et qui continue à poursuivre par d'autres voies et sur un autre terrain son rêve d'impérialisme et de domination : l'Allemagne.

Il y a trois mois, un espion prussien arrêté en Bessarabie déclarait, avec jactance, à l'officier qui l'interrogeait : « Au fond, on ne peut pas dire que nous soyons vaincus. Nous avons été écrasés sur le front

occidental, c'est vrai. Mais ce n'est pas pour l'Occident, c'est pour l'Orient que nous avons engagé la lutte — et, de ce côté, tous les espoirs nous restent permis. Ça ne va pas mal, ça ne va pas mal du tout. Nous avons perdu la bataille, mais nous n'avons peut-être pas perdu la guerre. »

Ce n'était pas une phrase, c'était un programme parfaitement étudié, parfaitement établi — et dont l'exécution a déjà commencé — et aurait pu réussir. Ce programme, auquel Ludendorff n'a pas été étranger, a été conçu par un double état-major de généraux allemands et de révolutionnaires internationaux ; il devait être réalisé par l'armée germano-bolcheviste, dont l'Ukraine a été et est encore le camp retranché, et qui, si l'on n'y prend pas garde, rendra toutes nos victoires inutiles. Ce ne sont point là des menaces, des hypothèses ; elles sont déjà passées dans l'ordre des faits.

* * *

Nous avons été avertis avec précision, dès les derniers jours de février, que les Allemands ourdissaient un vaste plan de révolte dans différents pays entre lesquels leurs officiers de liaison circulaient avec activité. Les corps d'armées sans doute n'étaient plus numérotés, et les états-majors étaient remplacés par les clubs révolutionnaires, mais l'Allemagne savait qu'elle possédait là un moyen d'action qu'elle pouvait substituer à ses armées défaillantes afin d'inquiéter encore l'Europe. D'après ce plan, les bolchevistes dans la Russie méridionale devaient prendre l'offensive contre les armées d'occupation en même temps qu'une révolte, appuyée par des unités régulières hongroises, éclaterait dans le Banat et en Transylvanie et que des troubles en Bulgarie retiendraient sur le Danube une ou deux divisions. Ces événements devaient se produire simultanément entre le 20 mars

et le 10 avril. L'exactitude de ces renseignements ne tarda pas à être vérifiée. En même temps que des forces bolcheviques considérables obligeaient nos troupes à se retirer de Kherson et de Nicolaïeff dans la périphérie d'Odessa, les Hongrois attaquèrent les régiments roumains qui gardaient dans l'Ardéal les lignes qu'il leur avait été permis d'occuper. En Bulgarie le soulèvement avorta; la concentration de quelques forces fut bien tentée dans la région de Varna, mais l'énergie de nos chefs y mit bon ordre et contraignit les Bulgares à la stricte observation des conditions de l'armistice. Il n'en reste pas moins certain que l'Allemagne avait combiné et dirigé tous ces événements dont elle pensait assurer le synchronisme et le succès, grâce auquel elle ne désespérait pas d'arriver à une nouvelle occupation de la Valachie. Je sais pertinemment qu'à Bucarest ce plan fut connu d'un des derniers partisans de l'influence allemande, — qui fut amené à le dénoncer

pour des raisons qu'il ne m'est pas permis de révéler. Les faits qui se passèrent dans la suite en ont d'ailleurs surabondamment prouvé l'existence.

A-t-on demandé compte à l'Allemagne de ces troubles simultanés, qui ne peuvent avoir été suscités que par elle ? Je l'ignore. Est-on disposé à lui faire expier cette nouvelle guerre qu'elle n'a pas fini de poursuivre et qui fait tous les jours des victimes ? Je l'espère. Est-on prêt, surtout, à lui imposer une loi si dure et si fermement appliquée qu'elle ne puisse plus songer au but qu'elle n'a pas encore renoncé à atteindre ? Il le faudrait. Les bolchevistes, les Ruthènes, les Magyars ne sont que des pantins dont les Allemands tirent les ficelles — et le canon. A la faveur de ces désordres, de ces violences, de ces tueries, de ces exécutions, — car la méthode allemande de l'intimidation par l'atrocité reste en usage, — l'Allemagne espère entretenir un état d'anarchie qu'elle s'efforcera de maî-

triser au moment qu'elle jugera opportun, afin d'établir la grande voie de pénétration qui relierait les Empires centraux et l'Orient, et de jalonner de ses postes et de ses comptoirs la route Hambourg-golfe Persique, dont André Chéradame nous a indiqué naguère toutes les étapes, et dont les espions allemands, dans leurs heures de bière et d'abandon, avouent que le projet n'est pas abandonné. Voilà les certitudes en présence desquelles nous nous trouvons et qui ne semblent pas nous inspirer toujours une anxiété suffisante.

Mais ces vastes projets, ces sourdes menées du pangermanisme impénitent ne sont point seulement articulés par la main allemande ; la visière tombe parfois, montrant à découvert le visage du Boche. Ils le savent bien, nos officiers, qui, à la tête de nos poilus, ont livré le combat de Berezowska. Au fait, sait-on, en France, ce que fut la bataille de Berezowska ?

* * *

Berezowska est une petite ville de plusieurs milliers d'habitants située à soixante kilomètres environ au nord-est d'Odessa, au fond d'une sorte de cuvette entourée de plateaux. Un petit chemin de fer, une petite gare qui a l'air d'un joujou, des maisons basses aux façades peinturlurées, disséminées de-ci de-là ; — cette petite ville sait qu'elle a de la place ; elle en profite ; — des moujiks qui labourent à peine une terre féconde en pensant à autre chose ou peut-être à rien ; des popes à la barbe et aux idées mal peignées, un pont de fer sur le Tiligul, une petite rivière lente, incertaine, qui n'a pas l'air de savoir où elle va, — c'est une rivière russe. — Voilà Berezowska.

En se retirant de l'ouest sur Odessa, une partie de nos contingents — de ces contingents dérisoires qui étaient voués dès le premier jour à un échec certain —

se trouva, à Berezowska, dans la nécessité d'arrêter des forces bolcheviques dix fois supérieures aux nôtres, qui marchaient vers le Sud. Nous avons pour nous appuyer plusieurs bataillons grecs, de l'artillerie, et, pour comble de luxe, une section de chars d'assaut. Nos troupes luttèrent pendant dix heures avec un courage et une ténacité admirables. On prétendit ensuite qu'il s'était produit parmi elles des défaillances. C'est faux. Seulement elles se trouvèrent en présence de régiments parfaitement organisés, dont chaque compagnie avait à sa tête un ou plusieurs officiers allemands qui dirigèrent le combat avec toutes les ressources de la stratégie et de la tactique germaniques : tirs de préparation avec toute la gamme des calibres, depuis l'artillerie lourde jusqu'à l'artillerie légère, manœuvre progressive d'encercllement, assauts en formations serrées, etc. Devant la formidable supériorité du nombre, après avoir défendu pied

à pied la position, nos hommes durent se retirer en abandonnant leurs canons et les fameux tanks, et tandis qu'ils battaient en retraite en se frayant un passage à la baïonnette, nos poilus entendaient de tous côtés les brefs et rauques commandements allemands de ceux qui, dans la petite mesure où ils le pouvaient, s'efforçaient de prendre une modeste revanche de la Marne et de Saint-Quentin !

Est-ce là un hasard ? Est-ce là un fait isolé ? Non. N'est-ce pas un officier supérieur allemand, le colonel Hauffmann, qui dirigeait, quelques jours plus tard, le bombardement de Lemberg ? Ne sont-ce pas des officiers allemands qui, hier encore, après avoir assassiné, le 6 mars, le colonel Kolpak, organisaient l'insurrection en Lettonie et forçaient le président du gouvernement provisoire à se réfugier auprès de la mission anglaise ?

* * *

Dans de telles conditions comment ne pas éprouver un profond malaise et une sorte de stupeur à la pensée que nous traitons, que nous parlementons, et que nous sommes à la veille de signer des préliminaires de paix avec un ennemi qui de la Baltique à la mer Noire continue avec un incroyable acharnement non seulement une guerre d'intrigues, mais une guerre ouverte et armée contre nos alliés, c'est-à-dire contre nous-mêmes.

Est-ce que la gravité de cette situation doit nous incliner au pessimisme ? Certes non, mais à condition que nous nous armions de clairvoyance et d'énergie : que nous ne nous laissions pas aveugler par les considérations spécieuses d'une fausse humanité — qui deviendrait immédiatement le pseudonyme de notre faiblesse — et que, dans le chaos des intérêts en puissance et des armées en marche, nous conservions

la ferme volonté — après les avoir nettement distingués les uns des autres — de ne négliger ni nos ennemis, ni nos amis. Cela nous ne le devons pas seulement à l'avenir, nous le devons aussi au passé, à nos morts, à tous les morts, de tous les pays, de toutes les races, pour qui le nom de la France a été le mot du ralliement suprême. Chaque goutte de leur sang doit faire lever un épi de la moisson nouvelle.

Non, la guerre n'est pas finie.

Dimanche 27 avril 1919.

« QUI DONC EST FOL ICI ? »

Dans la prolongation de l'état de guerre que l'Allemagne s'efforce, non sans succès, d'entretenir sur le front oriental, ses deux plus puissants auxiliaires sont assurément le magyarisme et le bolchevisme.

Le bolchevisme est une maladie russe dont l'Allemagne a méthodiquement organisé la contagion. Ce n'est point le lieu d'en indiquer les différentes phases et de discuter le traitement que l'on eût pu efficacement appliquer au mal.

Dans la crainte alternée tantôt de ne point trop congestionner nos socialistes, tantôt de ne pas rendre impossibles nos rapports éventuels avec un tsarisme plus

ou moins constitutionnel, si d'aventure ce régime était restauré, nous nous sommes arrêtés avec énergie et loquacité au parti de n'en prendre aucun. Nous avons même paru en éprouver quelque orgueil. Il semblait parfois que les dirigeants du monde s'écriassent avec satisfaction : « Faut-il que nous soyons des politiques supérieurs, profonds, définitifs pour parvenir à ne pas choisir une ligne politique quelle qu'elle soit !... Faut-il que nous ayons de l'initiative pour nous résoudre à l'inaction avec une pareille activité ! Faut-il que nous soyons audacieux pour nous refuser, dans la crainte que notre malade n'expire, à lui octroyer aucun remède ! » C'est ainsi que nous avons eu longtemps et que nous avons peut-être encore l'état d'âme du grand chirurgien qui ne se décide pas à opérer son client parce qu'il est trop illustre et qu'il peut en avoir des ennuis.

Mais il y a des « clients » qui s'en tirent quand même, surtout lorsque ce client est

un pays indispensable à l'équilibre de l'Europe, laquelle ne saurait disparaître. C'est, sans doute, la meilleure raison qui puisse nous assurer que la Russie, après tant d'épreuves, redeviendra un grand pays.

L'on peut déjà se rendre compte que le bolchevisme est menacé. Les uniformes bleus des Polonais — bleu du même horizon que les nôtres — sont entrés à Vilna et à Novogrodek. Pendant cinq jours et cinq nuits de lutte et d'assauts, après s'être couverts de sang et de gloire, ils ont conquis Baranoviczi, son nœud de chemin de fer, ses wagons, ses locomotives. Ils se sont emparés un à un de chaque rail, de chaque aiguille, de chaque disque. Ils avancent dans la direction de Minsk. Pour la première fois depuis cent ans, à Varsovie, les cloches de Pâques ont sonné, avec celle du Christ, la résurrection de la Victoire et de la Liberté.

Dans la région mourmane, les opérations

semblent avoir repris une heureuse activité. Les complots bolcheviques de Mourmansk, de Kandalashka et de Chiem ont avorté. Lorsqu'on connaît ces régions pour les avoir parcourues, on s'étonne sans doute que l'on puisse y conspirer (jusqu'à quel degré au-dessous de zéro une conspiration est-elle possible, il y aurait là une curieuse loi à établir), mais on admire surtout nos alliés qui conquièrent pied à pied, glaçon à glaçon, une terre qui probablement existe, mais que sous la neige on n'aperçoit jamais, et dont chaque verste est exactement pareille à celle qui précède et à celle qui suit. Il y a du sang sur cette neige, mais toujours plus au sud : il indique le chemin de la victoire.

Enfin les troupes sibériennes remportent depuis quinze jours des succès importants, menacent Viatka, occupent Bouyouerslane — et progressent vers Samara et Orenbourg. Les rouges reculent partout, et sur plusieurs points s'enfuient en désordre. Ils

ont disputé avec acharnement Itjevsk, et son usine de guerre, mais ils ont dû l'abandonner. Ceux qui veulent l'ordre, la paix, la vie avancent. Ils ont pour vaincre la discipline, la volonté, le courage, et un chef : Koltchak.

* * *

J'ai vu pour la première fois l'amiral Koltchak vers la fin d'août 1915, dans la petite ville de Medjidia, à égale distance du Danube et de Costanza.

C'est là que se trouvait alors le quartier général de l'armée russo-roumaine, sous les ordres du général Zaiontchkowsky qui, aujourd'hui, agonise dans un cul de basse-fosse à Moscou. Le général, un matin, penché sur ses cartes, nous donnait ses ordres, lorsque entra son officier d'ordonnance, le lieutenant Lissanievith, un enfant de vingt ans, blessé grièvement dès les premiers jours de la guerre, et qui pour récompense a été fusillé par les bolchevistes, il y a



quelques mois, après avoir eu les oreilles coupées.

— Mon général, dit Lissanievitch, c'est Sa Haute Excellence l'amiral Koltchak.

Le général se retourna vers le commandant de Luynes et vers moi, et nous dit, avec une jolie expression d'orgueil national :

— Messieurs les Français, vous allez voir un grand Russe.

Le grand Russe entra. C'était un petit homme qui, dans son uniforme sombre étoilé de la croix blanche de Saint-Georges, semblait avoir des petits bras et des petites jambes en fil de fer. La tête, tout en os, était complètement rasée comme celle d'un forçat. Chaque détail y était puissant, énergique : le menton têtu, les pommettes saillantes, les lèvres minces collées aux dents, le regard clair, précis, — sans bonté mais sans détours. Cette tête semblait être une boule de volonté. Les bras, les jambes et le corps ne faisaient

que les mouvements indispensables ; pas de paroles, pas de gestes inutiles. Pas de temps à perdre. La guerre : rien qu'elle.

L'amiral et le général discutèrent quelque temps, penchés sur la carte. Je vois encore les petits doigts nerveux de Koltchak glissant sur le Danube — ou descendant le long de la côte — en avant vers l'ennemi. Puis, simplement, il conclut : « On se trompe ; on considère ce front comme un front secondaire. C'est ici que l'ennemi veut percer d'abord. C'est donc ici qu'il faut le vaincre en premier. On nous refuse des divisions. Deux ou trois nous assureraient l'avantage ; nous pourrions être à Razgrad en huit jours, et désorganiser l'armée bulgare. Nous pouvons vaincre. C'est facile. Mais il faut vouloir. Veut-on ? je n'en sais rien, je ne comprends pas..., je ne comprends pas... »

Nous avons compris plus tard. Vouloir... vouloir. Koltchak ne prononçait que ce

mot-là. En ce moment, il veut, il veut terriblement. Il veut la Volga, il veut le Don, il veut la Russie grande, la Russie forte, il veut rendre sa patrie à son pays. Comment ne pas espérer qu'il puisse y parvenir, quand on songe à quels périls quotidiens, à quelles effroyables menaces il a échappé sans jamais faillir, sans jamais détourner la tête, gardant face au danger le regard d'acier de son petit œil gris ?

Le jour où, dans la mer Noire, les matelots du vaisseau qu'il commandait se mutinèrent pour la première fois, Koltchak ne broncha point. Bien qu'ils ne fussent plus exécutés, de sa voix sèche, coupante, il continua à donner ses ordres. Il n'avait plus à sa disposition que quelques officiers, que quelques hommes restés fidèles. Il leur interdit de se presser autour de lui. Plus seul, il se sentait plus fort. Les rebelles l'entourèrent, le menacèrent. Il les regarda, et comme l'un d'eux voulait le désarmer et lui enjoignait de lui remettre le sabre d'hon-

neur qu'il portait au côté et qu'il avait conquis dans l'une des batailles navales de la guerre russo-japonaise, Koltchak le repoussa et s'écria :

— Pas à toi. Je ne le rendrai qu'à celle à qui je le dois.

Et dégainant, il lança son sabre dans la mer.

Comment l'amiral Koltchak échappa-t-il à la fureur révolutionnaire ? Nous le saurons un jour. Il est en route pour nous l'apprendre.

* * *

Attaqué au nord, à l'est ou à l'ouest, il suffirait actuellement, pour que le bolchevisme fût à la veille de capituler, que nous eussions au sud les douze divisions alliées que réclament depuis de longs mois tous ceux qui, étant au seuil de la Russie, se sont rendu compte de l'effort qu'exigeait sa pacification. Si de tels effectifs avaient été réunis à Odessa même au lendemain de

l'armistice, nous tiendrions à cette heure Kief, Kharkoff et tout le Donetz, gage incomparable dont il nous était permis sans doute de nous emparer, étant donnés les intérêts considérables que nous avons à y protéger.

Dans l'impossibilité où l'Entente se trouva de fournir un pareil nombre de baïonnettes et sans que l'on distingue parfaitement ce que l'on pouvait bien attendre des trois ou quatre divisions anémiques que l'on consentit tardivement à expédier en Ukraine, il ne nous restait qu'un espoir, celui de voir la Russie elle-même se rendre compte de sa folie, reprendre conscience de sa grandeur et de sa dignité et se débarrasser enfin du régime abominable qui devait forcément l'acculer à toutes les détresses, et d'abord à la pire d'entre elles : la famine. Cet espoir, sous la poussée des baïonnettes polonaises, sibériennes et roumaines, était en train de s'affirmer et de se préciser, et c'est le moment que l'on choi-

sit pour parler sérieusement — mais oui, il me paraît que c'est sérieusement — de quoi ? Du ravitaillement de la Russie. — Et par qui ? — Par l'Entente. — Comment ! nous disons aux Polonais : « Battez-vous ». Nous crions aux troupes anglo-américaines du Nord : « En avant ! » Nous applaudissons aux succès de Koltchak, nous exhortons les Roumains qui chaque jour luttent vaillamment et victorieusement sur le Dniester pour une cause qui est moins roumaine qu'européenne, et tandis que nous soutenons tous ces bataillons de nos encouragements, nous parlons de venir au secours de ceux qu'ils attaquent ! Nous poussons nos alliés à faire le siège de la place forte du bolchevisme et nous ne leur cachons pas que, pendant ce temps-là, nous songeons à ravitailler ceux qui sont dedans ! « Ah ! ça, qui donc est fol ici ? », comme dit le prince Hamlet. Mais, m'objectera-t-on, il ne faut point mener tant de bruit ; ce n'est pas chose faite. Mais c'est bien trop

déjà d'en parler. En parler suffit à ragaillardir le banditisme des uns et à encourager la veulerie des autres. Ah ! Trotsky et Lénine, s'ils ont pour deux roubles de gaieté — je sais bien que cela ne met pas leur gaieté à un prix bien élevé — doivent rire très fort.

Tenez pour certain qu'ils répandent avec habileté la bonne nouvelle, et qu'ils rassurent les « tavarish » hésitants, et rassemblent des troupes nouvelles en leur promettant à bref délai le secours de cette bonne, de cette brave Entente, qui s'apprête à leur envoyer de la belle farine, qui leur procurera la force physique nécessaire au massacre de leurs compatriotes et la possibilité de ravitailler leurs troupes engagées contre nos alliés. Il est fort évident, d'autre part, que tous ceux qui conservent en Russie l'espoir et la volonté de sauver leur patrie ne recevront pas un grain de blé. Alors on se demande avec effroi comment un pareil projet a pu même un moment être pris en considération.

* * *

C'est le célèbre explorateur Nansen, dont on connaît même en dehors des régions arctiques le grand esprit et le grand cœur, qui a eu, je crois, l'initiative de cette proposition. Je ne sais comment la qualifier. Mettons, si vous le voulez bien, que c'est une proposition polaire. Elle prouve simplement que M. Nansen n'a pas exploré la Russie, et que s'il connaît les mœurs des pingouins, des phoques et des ours blancs, il ignore celles des bolchevistes, qui sont des animaux infiniment plus dangereux. Que M. Nansen soit enchanté de son idée, c'est fort bien. Quand un explorateur, même illustre, a une idée, il y tient. C'est très naturel. Les idées, ça ne court pas les banquises. Mais la réponse des quatre chefs d'Etat est peut-être moins facile à accepter. Ces messieurs ont paru très touchés de la requête de M. Nansen, et ils y ont répondu par une petite lettre très polie, où ils lui

disaient, en d'autres termes : « Comme c'est aimable à vous, cher monsieur, d'avoir bien voulu songer à ces pauvres Russes qui ont tant d'ennuis ! Comme il est touchant que l'on puisse avoir dans des pays aussi froids que le vôtre des pensées aussi chaleureuses. Nous verrons... Nous examinerons... » Mais non, que diable ! Il ne faut ni voir, ni examiner, ni encourager les bourreaux, ni leurrer les victimes, ni nous moquer de nos alliés.

Au lieu de rester dans de vagues formules protocolaires, il faut au contraire dire avec netteté et avec vigueur à MM. Lénine, Trotsky et à leurs soviets : « Nous ne viendrons à votre secours que lorsque vous aurez cessé de tuer, de torturer et de fusiller. Nous ne vous donnerons le pain que lorsque vous aurez cessé de répandre le sang. Et comme vous avez prouvé abondamment que vous entendiez perpétuer le régime de la terreur, du meurtre et du pillage, nous n'aiderons la Russie que lors-

qu'elle aura le bonheur trop attendu d'être débarrassée de vous. » Alors, tous ceux qui par faiblesse ou par peur, et dont le nombre est très grand, obéissent à ce régime de boue, qui au fond les écoëure, reprendront quelque courage et l'on pourra entrevoir le jour de la libération.

Enfin, il y a une chose que nous ne devons, que nous ne pouvons pas négliger. C'est que dans les pays alliés, en Transylvanie, en Valachie, en Moldavie, en Bukovine, en Bohême il y a des milliers d'enfants dont les pères sont tombés pour notre pays et pour le vôtre, monsieur Wilson, et pour le vôtre, monsieur Lloyd George, — et qui pleurent parce qu'ils ont faim. Songeons à ceux-ci avant de songer à ceux-là. Dans les circonstances actuelles, ravitailler la Russie au nom de l'humanité, serait au fond agir contre l'humanité. Ne nous faudra-t-il pas bientôt transformer le grand mot révolutionnaire et nous écrier : « Humanité, que de crimes on commet en ton nom!... »

Mme Roland n'avait parlé que de la liberté. Il faut bien avoir fait quelques progrès.

Lundi 5 mai 1919.

LES MARIONNETTES DE BERLIN

I

Il est de toute évidence que depuis plusieurs mois le projet d'une expédition interalliée en Russie, afin d'y rétablir l'ordre et la paix, n'est rien moins que populaire. L'Angleterre et l'Amérique, notamment, opposèrent, dit-on, à cette initiative, un refus embelli des plus nobles arguments empruntés au droit imprescriptible qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes. Les bolchevistes, il est vrai, en profitèrent par-dessus le marché pour disposer de la vie de tous ceux de leurs compatriotes dont les opinions ne leur plaisaient pas, mais

dont les propriétés leur plaisaient beaucoup. Les excès abominables qui en résultèrent et qui auraient entraîné de notre part une expédition humanitaire s'ils s'étaient produits chez les nègres de la Côte d'Ivoire ne provoquèrent chez nous qu'une réprobation en paroles. Après tout, les bolchevistes n'avaient-ils pas, comme vous et moi, le droit au bonheur — et si leur bonheur consiste précisément à massacrer et à torturer leurs contemporains, pourquoi diable les en empêcher ? C'eût été vraiment trop peu démocratique. Quelques-uns de nos unifiés en eussent éprouvé une peine sensible. Or chacun sait qu'il ne faut faire aux unifiés nulle peine, même légère.

Il est d'ailleurs très curieux de remarquer que malgré la mauvaise volonté avec laquelle l'Amérique et l'Angleterre accueillirent l'idée d'une expédition en Russie, ce sont surtout des bataillons américains et anglais qui luttent actuellement contre les

bolchevistes, soit dans la région mourmane, soit en Géorgie. Pourquoi ? On ne sait vraiment que répondre. Mais comment se défendre d'éprouver un grand étonnement et une plus grande tristesse en constatant que dans l'œuvre de résurrection de la Russie, qui nous intéresse plus qu'aucune autre nation, la France est loin de jouer le premier rôle ?

L'opinion publique des peuples de l'Entente, répondra-t-on, n'était pas favorable à cette intervention. Soit. Mais s'il en est ainsi, je ne doute pas que ce soit parce que cette opinion publique a été mal renseignée. Il aurait fallu lui montrer la Vérité, qui en temps de guerre, ne peut vraiment pas sortir toute nue et qui elle aussi porte un uniforme. Il aurait fallu dire à nos soldats : « Il ne s'agit pas de combattre le peuple russe, ni d'étouffer ses libertés, ni d'arrêter son évolution, ni de museler sa révolution, ni même de l'empêcher de faire toutes les sottises du monde si bon

lui semble ; il s'agit tout simplement de combattre les mêmes ennemis qu'à Soissons, qu'à Saint-Quentin ou qu'à Verdun : les Allemands, qui, sous le couvert des soviets et sous les capotes de l'armée rouge, continuent traîtreusement la guerre contre nous. Si vous ne marchez pas résolument contre eux, vous renoncez à la victoire totale indispensable à la paix du monde et vous rendez inutile le sacrifice de vos frères tombés en Lorraine, en Champagne ou en Artois. Vous n'en avez pas le droit ». Tenez pour certain que nos soldats eussent compris et obéi sur l'heure avec cet admirable bon sens qui a été depuis quatre ans le meilleur compagnon de leur courage. Au lieu de cela, on a perdu beaucoup de temps et davantage de paroles. On a mêlé des susceptibilités politiques à des exigences militaires. On a invoqué des principes là où il ne fallait se préoccuper que des nécessités. On a compté des voix au lieu de compter des baïonnettes et l'on a pré-

paré des majorités au lieu de préparer des effectifs.

* * *

Ce sera une histoire singulièrement intéressante à écrire que celle de l'action austro-allemande en Russie depuis deux ans, action puissante, diverse, acharnée. Les documents et les faits abondent déjà. Malgré tous ceux que nous ignorons encore, ils n'auront pas de peine à établir que les bolchevistes n'ont été à tous moments que des marionnettes dont tous les fils aboutissent à Berlin. On aperçoit facilement les deux grandes phases de cette campagne : celle où l'Allemagne, qui a encore foi dans sa victoire, veut embrigader et discipliner le bolchevisme ; puis celle où, se sachant vaincue, elle s'applique à le déchaîner dans toute sa violence, avec l'espoir abominable d'ensevelir sous des ruines l'Europe tout entière, en jetant à terre les colonnes du temple. Mais le Boche est un Samson qui

n'a pas connu Dalila. La haine, même pour détruire, ne remplace pas la passion.

C'est donc une véritable guerre — qui cesse d'être une guerre d'espoir pour devenir une guerre de désespoir — que l'Allemagne décida de perpétuer en Orient. Elle affirma cette intention le jour même de l'armistice. Les documents attesteront que dès ce grand jour, tandis que le canon, pour la première fois depuis quatre ans, tonnait sans tuer et que toutes les cloches de France sonnaient l'allégresse de la victoire, les agents allemands retrouvaient en Russie une activité nouvelle, se répandaient dans tous les soviets et dans tous les clubs, essayant tantôt d'unir, tantôt d'exaspérer les uns contre les autres les grands chefs bolchevistes des différentes Russies ; les milliers d'officiers et de sous-officiers demeurés en Ukraine se livraient à une propagande anarchiste incroyable, formant les bandes, organisant les pillages, indiquant les isbas et les granges à incendier — et les

bourgeois à supprimer. Pendant ce temps, Ludendorff, au château de Laufen, travaillait autant qu'à la veille de la Marne, dépêchant ses officiers d'ordonnance à ses nouvelles relations, Lénine, Trotski et Bela-Kuhn — que voulez-vous, on ne peut pas tous les jours aller dans le monde — et Falkenhayn, plus spécialisé dans les affaires roumaines, donnait l'ordre à ses espions de redoubler d'efforts en Moldavie et en Valachie. Beaucoup d'entre eux avaient abandonné leurs postes au moment de nos victoires décisives, dans la crainte des brusques représailles. Nous les avons vus revenir, un à un, à Cernovitz, à Kitchineff, à Botosani, à Jassy. Et, pour comble d'impertinence, c'étaient parfois les mêmes — on n'avait même pas pris soin de les changer, — oui, les mêmes visages, seulement avec le nez un peu plus long, voilà tout. Pendant ce temps-là, la Bulgarie et la Hongrie correspondaient par émissaires secrets. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés sur les

bords du Danube, porteurs de papiers établissant le but de leur mission : provoquer autour de la Roumanie le désordre et l'émeute afin de l'investir par l'insurrection, comme on avait essayé de l'investir par la stratégie.

Depuis lors, chaque jour nous montra dans les affaires de Russie la main de l'Allemagne, sans cesse plus exigeante et plus crispée. Dans le réseau des mille intrigues ourdies par Berlin et par Budapest, et acceptées par Vienne, les Empires centraux en débris espéraient encore étouffer ces pays latins qui sont le bastion de l'influence et de la culture françaises en Orient, et qui par leur volonté d'ordre et leur fidélité à notre alliance restent les empêcheurs d'assassiner en rond.

Le but de l'Allemagne, depuis trois mois, est facile à apercevoir : réaliser la fusion et l'union du bolchevisme russe, du bolchevisme hongrois et du bolchevisme bavarois, et grâce à cette opération rendre

toutepaix et même toute pacification impossible. Les dépêches de Lénine et de Bela-Kuhn sont là pour en témoigner. L'on démontrera sans doute quelque jour que « notre bon ami » le comte Karolyi n'a pas été étranger à cette combinaison et qu'il passa la main au moment précis où il allait falloir la tremper dans le sang. Dans un certain monde, il n'est permis d'avoir une conscience sale que si l'on conserve les mains propres.

Tout ce plan fut réduit à néant par la résistance victorieuse des troupes roumaines sur le Dniester et par l'avance décisive de la même armée en Hongrie. Dès lors, il ne pouvait plus être question de la collaboration des excellents camarades de Kief et de Moscou, avec les non moins excellents camarades de Pesth, d'Arad et de Szege-din. La présence de quelques milliers de petits soldats bleus vaillants et décidés a suffi à empêcher ces deux courants de boue de se fondre en un même cloaque.

En même temps, Koltchak, les Finlandais, les Polonais remportent des succès importants. Le bolchevisme est sérieusement menacé. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Berlin permet à Bela-Kuhn de se rendre, et les armées alliées sont aux portes de Budapest où, si on leur en avait laissé le loisir, elles se fussent si aisément installées il y a cinq mois, épargnant ainsi combien d'existences humaines!.. Pensez-vous pour cela que l'Allemagne désarme et soit au bout de ses desseins? Non pas. Elle jouera toutes les cartes de son vilain jeu. Elle a abattu la dernière pas plus tard qu'hier.

Ayant renoncé, et pour cause, à opérer la jonction du bolchevisme hongrois et du bolchevisme russe, elle tente dans une suprême manœuvre de réussir celle du bolchevisme russe et du bolchevisme ukrainien, et de jeter toutes leurs forces réunies, sous la conduite de ses officiers, contre la Roumanie, dont la fidélité à notre cause a fait en Orient sa plus grande ennemie. Il ne

faut pas chercher ailleurs l'origine du traité d'alliance entre Kief et Moscou, dont le texte nous est parvenu, et qui est signé des deux noms de Tchitcherine et de Rakovski. Je tâcherai demain de prouver comment l'Allemagne espère encore nous atteindre par cette dernière manœuvre, tandis que M. le comte de Brockdorff-Rantzau avec le sourire de Gretchen respire les roses des jardins de Bagatelle.

Mardi 6 mai 1919.

LES DERNIÈRES FICELLES

II

L'Allemagne, déçue dans tous les espoirs qu'elle avait fondés sur l'action destructive simultanée du bolchevisme russe et du bolchevisme hongrois, devait fatalement, méthodiquement, songer à offrir un autre terrain de manœuvres à la bonne volonté de MM. Lénine, Trotsky et consorts, et tirer les dernières ficelles de ces abominables pantins.

Le bolchevisme, encerclé de toutes parts, ne respirant plus que par le Sud depuis la retraite de nos pauvres effectifs, c'est de ce côté que, logiquement, Berlin devait diriger

l'effort de ses tristes alliés. Fort bien, mais comme il s'agissait d'une entreprise méridionale, il fallait, pour que la menace eût quelque vigueur et quelque consistance, que les bolchevistes d'Ukraine et ceux de Moscou, qui n'avaient pas toujours été en parfaite communauté de banditisme, — la discorde sévit parfois chez les assassins comme chez les simples braves gens, — consentissent à s'unir pour une action commune. C'est cette union que révéla un radioen date du 2 mai, proclamant l'alliance de la République socialiste-fédérative-soviétiste russe, et de la République socialiste-soviétiste ukrainienne, qu'il ne faut pas confondre d'ailleurs avec la République de l'Ukraine, dont M. Choulguine est le représentant à Paris. Ce sont là des noms évidemment un peu compliqués, mais rien n'est plus flatteur pour un gouvernement insurrectionnel. D'ailleurs ce mot de république vous a pris un air si réactionnaire, qu'il convient de le ragailarder par quelques

épithètes bien choisies. Nous vivons à une époque où les femmes raccourcissent leurs robes mais où les républiques allongent leurs noms. Il faut bien suivre la mode.

* * *

Pour être assuré que l'Allemagne a présidé à cette alliance, il suffit de remarquer d'abord la date à laquelle elle est conclue : au lendemain de l'effondrement du gouvernement communiste de Budapest, à l'instant précis où pour inquiéter l'Occident et pour empêcher les Alliés de reprendre confiance dans l'apaisement et la canalisation de la révolution russe, il est indispensable de donner un ressort nouveau au croquemitaine bolcheviste.

Il convient aussi de prêter une attention particulière aux deux commissaires du peuple qui ont signé le traité d'alliance, l'un pour la Russie, l'autre pour l'Ukraine : Tchitcherine et Rakovski.

Tchitcherine n'est pas un personnage sans valeur. Il a de la culture, de l'ambition, de l'adresse, et il y ajoute avec opportunisme de la violence et de la cruauté. Avant la guerre, il obtint au club communiste de Londres, devant un parterre de socialistes russes et anglais, les succès les plus flatteurs en traînant les Alliés dans la boue et dans le whisky. Mais il se grisa vite, il en mit trop et on l'invita, en 1917, à aller se rafraîchir en prison. Le bon camarade Trotsky voulut bien penser à lui, et les bons Anglais voulurent bien le remettre en liberté. Tchitcherine, qui n'est pourtant pas trop mal peigné, arriva en Russie avec quelques brins de la paille humide des cachots dans sa chevelure. Il n'en fallut point davantage pour qu'il fût élu adjoint au commissaire du peuple aux affaires étrangères. En plusieurs circonstances, il fit preuve d'un sens diplomatique remarquable auquel il n'a manqué que de s'exercer dans des occasions moins sinistres.

M. Tchitcherine se contente de celles que le destin lui fournit. Il n'est pas difficile. Il médite et négocie entre des poteaux d'exécution. Quand il le faut, il n'hésite pas à arroser avec du sang la poussière vénérable des chancelleries. Il n'a pas d'uniforme et je suis sûr qu'il le regrette. Les diplomates du passé parvenaient quelquefois — lorsqu'ils faisaient une belle carrière — à déchaîner des guerres européennes, M. Tchitcherine doit se contenter de déchaîner des guerres civiles. Les temps sont durs. Tout augmente.

M. Rakovski, lui, n'est qu'un agent allemand, turbulent, véhément et congestionné, qui affecte les allures d'un apôtre, parce que l'apostolat est, de tous les travestissements, celui dont la vénalité s'accommode avec le plus d'avantages. Bulgare de naissance, il a fait ses études à Sofia, à Heidelberg et à Paris. Médecin, nul ne s'entend mieux que lui à envenimer une cause ou à gangrener un milieu. Il excelle

à pêcher en eau trouble. Il nourrit contre les Roumains une fureur spéciale, parce que c'est dans ce pays qu'il a donné son plus grand effort, et que c'est peut-être là pourtant qu'il a fait le moins de mal. Le terrain n'était pas propice. N'importe, il s'acharne, il continue ; il court après sa haine comme un joueur court après son argent. Longtemps agent bulgare en Dobroudja, il a essayé en 1907 d'exploiter la révolte paysanne.

Expulsé à la suite de ces agissements, il parvint, en 1910, à se faire naturaliser Roumain, grâce à la bienveillance d'un ministère germanophile. A la veille de l'intervention roumaine aux côtés de l'Entente, Rakovski se déchaîne. Il parle, il hurle, il vocifère. Il arrache la bande rouge du drapeau national et la promène à travers les rues, pour la plus grande gloire des empires centraux. Interné au lendemain de l'entrée en action, il est délivré quelques mois plus tard par les bolchevistes. Depuis lors, tour



à tour Russe, Polonais, Finlandais, il épouse toutes les causes pour les abandonner aussitôt; il mange et trahit à tous les râteliers — toujours, bien entendu, pour le compte de Berlin. Il est actuellement Ukrainien. Il sera demain ce que vous voudrez, Cafre ou bien Patagon. La grandeur des événements ne le hausse que dans l'infamie, et si peu ! Il voudrait bien être un grand bandit; ce n'est qu'un médiocre coquin. Il serait déplorable que nos socialistes, parmi lesquels je ne veux point douter qu'il se trouve beaucoup de gens de bonne foi, consentissent à accorder le moindre crédit à cette pauvre marionnette bariolée de nationalités et de sang, et la moindre sympathie à ses entreprises.

* * *

Voilà donc avec le double paraphe de Tchitcherine et de Rakovski l'alliance bolcheviste de Kief et de Moscou consommée. Dans quelle direction devait-elle lancer ses

premières menaces ? Il était facile de le deviner, — et là encore on aperçoit l'Allemagne dans la coulisse : la Roumanie devait forcément être le but désigné de ces efforts malfaisants et combinés. Tchitcherine y saisissait l'occasion d'exploiter les sentiments hostiles du Russe pour le Roumain et de rappeler à beaucoup d'anciens soldats les bonnes prises et les riches butins qu'ils avaient réalisés en Moldavie et en Valachie pendant l'hiver 1916-1917. Rakovski en profitait pour se rapprocher du pays qu'il déteste — et pour le haïr de plus près. Ce n'est point pour une autre raison qu'il s'était fait Ukraïnen peu de temps auparavant. Enfin l'Allemagne trouvait dans ce projet la dernière chance d'entretenir le désordre et l'insurrection en Orient et de faire sentir sa menace sur le Dniester dont la rive droite est jalonnée par les contingents français, roumains et grecs. Il lui était agréable d'avoir affaire aux troupes qu'elle avait forcé de se retirer de Kherson,

de Nicolaïef et d'Odessa, — succès faciles étant donnée la disproportion formidable des effectifs, mais autour desquels, depuis un mois, elle mène grand bruit pour essayer de faire oublier la défaite de ses alliés sur tous les autres fronts. « Nous avons vaincu les Français, proclamait un placard bolcheviste affiché sur le port d'Odessa, — les Français qui ont vaincu les Allemands qui sont le plus grand peuple du monde. » Cela ne sent-il pas son Boche à cent verstes ?

D'ailleurs, dans toutes ces opérations, l'Allemagne ne se contente pas d'inspirer et de suggérer, elle se montre à l'occasion. J'ai déjà indiqué dans un précédent article le rôle des officiers allemands pendant le combat de Berezowska. Ces messieurs ne se sont pas arrêtés en si beau chemin, et ils sont entrés à Odessa en tête de l'armée rouge. « J'ai vu, m'écrit un correspondant de Kitchineff, j'ai vu par le soupirail de la cave où j'étais caché, un lieutenant allemand en uniforme, qui commandait une

section de mitrailleuses. Le lendemain, j'ai rencontré, devant la statue de la grande Catherine, quatre soldats allemands que conduisait un feldwebel. Il y en a encore partout ». Mais il ne s'agit pas seulement de personnes isolées. Les contingents allemands qui se trouvaient à Nicolaïef, et qui comptent plusieurs milliers de fusils, se battent aussi contre nous, ou plutôt contre nos alliés, ce qui revient, ou du moins ce qui devrait revenir au même. Et vous voulez que l'on considère la guerre comme finie ? Et vous voulez que nous ne nous étonnions pas que, pendant ce temps-là, les plénipotentiaires allemands se promènent paisiblement dans les allées de Trianon ! sans qu'un compte terrible leur soit demandé du rôle que l'Allemagne continue à jouer de la Baltique à la mer Noire ?

Il est fort vraisemblable que le traité d'alliance de Tchitchérine et de Rakovski a été non seulement inspiré mais dicté par Berlin. D'abord la question de la Bessarabie y

est soulevée avec cette perfidie grossière qui est demeurée la manière favorite de la Wilhelmstrasse, et, d'autre part, dès la première ligne, éclate la haine et la rage de l'Allemagne contre la Roumanie : « Le gouvernement féodal roumain s'efforce de raffermir sa position aux prix de nouveaux crimes... »

Et la formule d'ultimatum qui termine le document n'est pas moins boche : « Nous attendrons quarante-huit heures à partir du 1^{er} mai, 22 heures, une réponse nette et précise de la Roumanie, sinon nous nous réservons toute liberté d'action à son égard. » C'est une véritable déclaration de guerre. Comment ne pas y reconnaître l'accent de l'Allemagne qui n'a pas oublié le coup redoutable que fut pour elle l'entrée en guerre de la Roumanie, interrompant brusquement la concentration des forces qu'elle préparait contre Salonique et grâce auxquelles elle espérait jeter à la mer l'armée des Alliés ?...

Nous pouvons certes espérer que l'alliance

des bolchevistes de Russie et d'Ukraine n'aura point de grandes conséquences. Mais ce n'est pas une raison pour méconnaître comme nous l'avons déjà fait un adversaire certes méprisable, mais non négligeable. Si nous savions le compte exact des officiers allemands, et de mitrailleuses allemandes, au service de l'armée rouge du général Parky, nous aurions peut-être un plus juste sentiment des réalités. Que ne l'avons-nous eu plus tôt ! Le bolchevisme serait à cette heure complètement jugulé si des forces alliées suffisantes, et dont le total n'aurait pas eu besoin de dépasser dix divisions, occupaient en ce moment le sud de la Russie. Nous tiendrions Kief et Kharkoff, et M. Trostky, chassé par ses derniers fidèles, serait sur le point d'aller demander asile aux Anglais de Mourmansk. C'est d'ailleurs le seul point commun qu'il aurait eu l'occasion d'avoir avec Napoléon — bien que devant ses intimes il ne dédaigne pas, dit-on, de comparer leurs deux destinées.

Vendredi 16 mai 1919.

LA ROUTE DU PAIN

« Les Alliés peuvent surtout nous aider en resserrant le blocus autour de la Russie des Soviets. »

[Amiral KOLTCHAK (*Petit Parisien* du 12 mai.)]

La Conférence politique russe, dans une note communiquée mardi à la presse, m'a fait l'honneur de reprendre dans des termes excellents les conclusions de mon récent article sur le ravitaillement de la Russie. Le prince Lvof, et MM. Sazonow, Tchaikowsky et Maklakoff estiment, avec nous, qu'il ne convient de procéder à cette opération qu'avec une extrême prudence et de

telle sorte que les bourreaux n'en profitent pas à la place des victimes.

L'idée de ravitailler la Russie continue à travailler les esprits généreux et les cœurs sensibles. J'ai reçu plusieurs lettres qui manifestent vivement cette préoccupation. L'une d'elles, qui est signée « une véritable Américaine », commence par une expression dont on m'a assuré que la traduction exacte est : « espèce de monsieur sans entrailles ». Je voudrais essayer de prouver à cette « véritable Américaine » que sa touchante volonté de donner la pâture aux petits de tous les Russes a les plus grandes chances du monde de ne satisfaire que l'appétit de M. Trotzky — lequel est considérable — et que, somme toute, c'est elle qui est une « espèce de dame sans entrailles ».

Oh ! sans doute, il est affreux de songer que dans cette immense Russie, vague, inorganique, contradictoire, incompréhensible, et qu'on pourrait appeler le pays de

la quatrième dimension, il y a à cette heure des vieillards, des femmes et des enfants qui meurent de faim. Hélas ! les dictionnaires mentent qui énoncent : « mourir de faim veut dire, par exagération, avoir très faim ». Depuis quatre ans cette expression s'est regonflée de son sens le plus cruel. Aujourd'hui, mourir de faim veut exactement dire : « mourir à force d'avoir faim ». Tous ceux qui, pendant l'hiver de 1916-1917, ont parcouru la campagne roumaine, ont vu cette horreur : des hommes mourir de faim, alors que ce malheureux pays, dont on a trop ignoré les abominables souffrances, était bloqué au Sud et à l'Ouest par les armées bulgares et austro-allemandes et ravagé par les hordes russes en retraite vers le Nord, qui n'abandonnaient un village qu'après l'avoir vidé de son dernier sac de blé et de sa dernière botte de fourrage. La Mort, elle, s'abreuvait à toutes les sources, et si j'ose dire, mangeait à tous les rateliers ; le canon, le typhus, le choléra,

la famine, tout lui était bon. Jamais elle n'avait été à pareille fête.

Vous souvenez-vous, mon cher docteur Le Play, de la baraque d'épouillage de Jassy, à l'entrée de la ville ? Chaque jour venaient s'abattre là, sans un cri, sans un gémissement — pour crier et pour gémir il faut encore un reste de force — des spectres humains aux yeux fixes, aux mains raides, aux lèvres sèches, et dont le visage était gris comme la boue où ils s'étaient traînés, gris comme la terre avec laquelle, pour la plupart, ils allaient bientôt se confondre.

Oh ! ces misérables êtres écroulés ! Ces pauvres uniformes en haillons gisant sur le sol et qui semblaient presque vides tant les malheureux qu'ils contenaient étaient devenus peu de chose ! Dans ce cadre d'horreur, le docteur Le Play, un jour, fut témoin d'un fait plus horrible encore. Il vit un homme, un soldat encore jeune, les mains crispées sur l'épigastre qui, au moment où on l'apportait sur un brancard,

commençait d'agoniser. En vain, on essaya de le rappeler à la vie. Il expira bientôt. Après examen, on s'aperçut que cet homme était mort de faim. Or, il avait un pain de quatre livres sous le bras, et il le serrait si fort contre lui, même après avoir rendu le dernier soupir, qu'on hésitait à le lui arracher. Il avait, pendant des jours et des jours, marché à travers les champs, à travers les bois, exténué de fatigue et de besoin, cherchant en vain la moindre subsistance. Lorsqu'elle lui fut accordée, il était trop tard ; le délire s'était emparé de son pauvre cerveau, et il était mort de faim avec un pain sous le bras, — parce qu'il avait oublié que cela se mangeait ! Lorsqu'on a assisté à de pareilles scènes, l'on peut juger toute l'atrocité de cette détresse d'entre les détresses : la famine. Eh bien ! à l'heure qu'il est, si ce fléau a presque partout diminué de violence, il y a encore dans plus d'un village des Carpathes, en Transylvanie ou en Moldavie, des hommes

et des femmes qui ont faim, et qui se nourrissent d'herbes et d'écorces. Il y a encore des milliers de tout petits enfants qui ne pourront vivre au delà de quelques jours, parce que leur mère affamée ne peut pas les allaiter plus longtemps. Eh bien ! il faut que ceux-là, que tous ceux-là qui ont lutté avec nous et pour nous, que tous ceux-là qui ont nourri leur esprit et leur cœur de l'immense et mystérieux espoir qui se résumait pour eux en un seul mot : « la France », soient secourus d'abord. Quand ils seront sauvés, l'on pourra songer à sauver les autres ; pas avant.

* * *

Mais, dira-t-on, il y a, en Russie, des vieillards, des femmes, des enfants qui souffrent aussi — et qui meurent — et qui n'ont massacré ni dépouillé personne ? L'on parle d'instituer une commission — cela ne ferait qu'une commission de plus — qui serait

chargée de cette besogne humanitaire. Les neutres la composeraient. La Suède, qui commence à admettre la possibilité de la défaite germanique, propose son intermédiaire. Un certain M. Martens, ingénieur, envoyé extraordinaire — oh ! combien extraordinaire — du gouvernement des Soviets auprès du gouvernement des Etats-Unis s'entremet actuellement pour obtenir la reprise directe des relations économiques de Moscou avec Washington. Oh ! le brave homme ! — Lui aussi demande l'envoi d'une commission. — Et de deux ! Bref, on s'inquiète, on s'agite, et on hésite encore à renoncer à ce crime contre l'humanité : le ravitaillement du bolchevisme.

* * *

Voulez-vous que nous suivions par la pensée un convoi de blé — aux différentes étapes qu'il serait forcément obligé de parcourir ? Les bateaux sauveurs arrivent à

quai dans un port, Arkhangel ou Mourmansk, Nicolaïeff ou Odessa. Des autorités interalliées les reçoivent avec force égards, respects, uniformes et lettres de crédit : le pain est une Majesté. On lui doit cela. Sous la surveillance des patrouilles de l'Entente, — et avec l'autorisation des comités soviétistes des gares, qui, dans les grandes villes, s'embourgeoisent volontiers — ils n'autorisent pas le pillage quotidien ; il y a des jours pour cela — on débarque le blé ; — on le transporte dans les trains. Oh ! il n'y arrive pas intact. Mais il n'y a pas de moissons sans glaneuses. Un jour ou l'autre — plutôt l'autre — le train part, il ne se dépêche pas. Il a le temps. En Russie, on a toujours tout le temps devant soi et tout l'espace. Cela décourage toute idée de vitesse. Et puis la lenteur est démocratique. L'on m'a raconté à Swanka que le soviet de la ligne avait pris avant toute autre cette décision, destinée à marquer avec éclat l'arrivée du peuple non affairé, « il n'y aura

plus d'express ! » Un express est forcément réactionnaire. Omnibus, au contraire, ne veut-il pas dire, « pour tout le monde ? »

Donc notre convoi s'en va son petit train de bonhomme. Parfois il s'arrête lorsqu'il croise un groupe de travailleurs de la voie. Il ne serait pas convenable que le mécanicien n'adressât point à ces braves gens quelques paroles de solidarité sociale. Que diable, on est « tavarish » ou on ne l'est pas. Et puis l'on peut apprendre des nouvelles, savoir quel est le dernier village dévasté et le dernier chef promu grande vedette de la terreur. C'est intéressant. Le blé attend. Evidemment, en cours de route, sous prétexte d'inspecter le chargement et de s'assurer qu'il n'a rien de contre-révolutionnaire, des chefs de poste, ici ou là, prélèvent bien un petit sac plus ou moins grand, selon l'importance de leurs besoins et celle de la gare dont ils sont chargés d'assurer le désordre. Mais tout de même, le train repart. Certaines nuits, il stoppe jusqu'au jour.

Des flammes d'incendies à l'horizon, des coups de feu, des cris lui ont conseillé cette prudence. Au jour, il reprend sa route. Le jour arrange tant de choses ! Le blé traverse ainsi les régions où règne un calme relatif — celles où l'assassinat, certes, n'est pas puni, mais est encore désigné sous le nom d'imprudence lorsqu'on parle de la victime, d'exaltation lorsqu'on parle du meurtrier, ou de malentendu quand il s'agit des deux à la fois. Mais le convoi arrive enfin dans une zone agitée. Là, les gares sont occupées par de gros détachements. Les soldats dorment par centaines, les uns contre les autres, ou bien assis autour du « tipiatok » auquel ils puisent de l'eau chaude dans leur tasse d'étain ; ils préparent leur « tchaï », ce thé qui national sous l'Empire l'est resté sous la Révolution. Les régimes s'écroulent, les usages demeurent. Quelques paroles d'un meneur, un coup de revolver, le chant forcené d'un ivrogne suffisent parfois, subitement, à ensanglanter ce paisible tableau

et à éclabousser de rouge le trottoir de planches. Puis tout retombe, en un instant aussi, dans une sorte de sommeil, de résignation, d'indifférence qu'expriment les physionomies, les attitudes, le silence, les gens, les choses. N'importe, ceux-là sont tout de même de bonnes gens en dehors de leurs minutes d'égarement. Ils sentent obscurément que ce blé est destiné à de plus malheureux qu'eux.

Alors, ils convoquent le soviet des soldats d'un côté et, de l'autre, le soviet de la gare. Et puis les deux soviets se réunissent en un seul soviet. De longs discours se succèdent, interminablement. On y invoque les plus grands principes, les Saintes Ecritures, l'Humanité, la Justice, le Droit — M. Lénine, le vol des corbeaux et M. Wilson. On force le pope, qui aimerait mieux ne rien dire, à donner son avis, la main étendue sur l'icône qui, dans le mur en bois de la gare, disparaît sous une croûte de fumée et de poussière que n'éclairent plus les

cires allumées par les fidèles. On fait aussi parler une mère, et puis une sœur. La mère crie, la sœur gémit, un enfant pleure. Le pope prie, marmone, et subitement hurle. On le chasse à coups de pied avec des paroles de respect afin qu'un nouvel orateur puisse parler, parler encore, parler toujours. En fin de compte, après plusieurs heures d'un débat tour à tour nasillard et véhément, la bonté triomphe — car les Russes ne sont pas méchants — et l'on décide, au nom du Christ, de M. Lénine et du chef de la station, que le blé repartira. Et le blé repart.

Mais à la gare suivante, l'aspect n'est plus le même. Tous les hommes sont debout, le revolver au poing, ou le fusil sous le bras; les faces sont congestionnées; les yeux brillent au fond des barbes rousses; les cheveux gras pendent en désordre sous les bonnets de fourrure. Ici, ce n'est pas le thé qui coule, c'est la wodka. On parle encore — où ne parle-t-on pas en Russie! — mais les homélies, vaguement humanitaires,

font place aux paroles de vengeance et de meurtre. Pas de cris ; des commandements, qui n'arrêtent point le désordre, mais qui à l'instant utile dirigeront son déchaînement. Le pope ne bénit plus. Les manches retroussées de sa lévite crasseuse, annoncent que lui aussi est prêt à « travailler ». Le train s'arrête. En un instant il est envahi, dévasté, pillé ; le toit des wagons disparaît sous des grappes d'hommes aux uniformes gris. Le fourgon le mieux plombé ne résiste guère. C'est le blé, c'est du pain ! Ces hommes n'ont plus soif, mais ils ont faim. Si des convoyeurs courageux s'interposent, ils sont en un instant massacrés, écharpés ; et on jette leurs lambeaux sanglants au pope, pour qu'il prie sur eux. Les sacs sont lancés pêle-mêle sur le quai, chacun veut le sien. Les mains se tendent et deviennent poings, pour conquérir leur proie. Mais il n'y en a pas pour tous ; alors, les retardataires, exigeant au moins une poignée, crèvent la toile à coups de poignard ou

de baïonnette ; le blé coule avec le sang. Il se dégage de cette ruée une odeur de sueur, de farine, et de blessure, et le tumulte ne s'apaise que lorsque le train, allégé de son dernier grain, n'est plus qu'une suite de fourgons béants aux portes arrachées. Oui, tous ces hommes-là mangeront demain jusqu'à la satiété. Ils seront après-demain joyeux, repus, en belle forme pour quelque nouvelle tuerie. Voilà ce qu'il adviendra du train de ravitaillement des alliés dont les pauvres gens, auxquels il était destiné, ne recevront pour tout bienfait qu'un redoublement de cruauté et de sauvagerie de la part de leurs oppresseurs.

Ce petit récit ne doit rien à l'imagination. Tous ceux qui ont connu ces régions dans ces derniers mois ne peuvent manquer de reconnaître que les choses, forcément, mécaniquement, se passeront de la sorte, à un détail près, et encore j'en doute, tant en Russie toutes choses sont uniformes même dans la violence. Ce sera peut-être cent

verstes plus loin ou cent verstes plus près. Mais, ici ou là, les pires soldats du pire bolchevisme seront les seuls bénéficiaires de notre initiative humanitaire. Ils en tireront une force nouvelle pour piller et un crédit nouveau pour terroriser. Tel serait infailliblement le résultat de notre jobardise, si nous étions assez niais pour ne pas abandonner ce projet désastreux.

D'ailleurs, avons-nous le droit de négliger l'avis de l'homme qui connaît le mieux la Russie, et sur lequel se fonde le plus solidement l'espoir de la sauver. L'amiral Koltchak, qui ne semble point trop tenir à ce que l'Entente se mêle de ses affaires, disait hier encore : « Les Alliés peuvent surtout m'aider en resserrant le blocus autour de la Russie des soviets ».

* * *

Est-ce à dire que nous ne puissions, que nous ne devions rien faire pour ces mal-

heureux Russes, parmi lesquels il en est tant qui sont dignes de notre pitié, et tant aussi qui méritent notre estime ? Certes, non.

Il est pour le pain d'autres routes, et si des commissions sont à la veille de naître — quelle natalité ! — elles pourraient utilement s'occuper de les lui faire prendre. Notre ravitaillement serait, pour les troupes de diverses nationalités qui ont entrepris la tâche formidable d'assiéger le bolchevisme, le secours le plus efficace que nous puissions leur prêter. Il leur assurerait, tout d'abord, pour elles-mêmes la ration de chaque jour. Il leur fournirait ensuite l'arme la plus utile pour progresser et pour pacifier. C'est aux armées roumaines, polonaises, sibériennes et lettonnes que nous devons envoyer notre blé — accompagné des commissaires de l'Entente. — Le blé avancera avec elles en première ligne. Ce sera l'offensive du Pain. Les contrées dans lesquelles les ennemis de l'armée rouge

poursuivront leur marche, comprendront par cela même que les Alliés n'obéissent pas à un désir de domination et d'impérialisme, mais, qu'au contraire, fidèles à leur premier dessein, ils entendent achever de terrasser la misère et la barbarie — dont le bolchevisme est le dernier repaire. Le Pain, le Pain bienfaisant, qui est le symbole de la Paix et de la Bonté, connaîtra cette gloire, et ceux-là qui, inconsciemment, poursuivaient la coupable chimère de ravitailler les bataillons de Trotzky, pourront collaborer à l'effort singulièrement plus haut et plus noble, grâce auquel on verra des armées remporter la victoire, non plus en semant la Mort, mais en distribuant la Vie.

Mercredi 21 mai 1919.

NE PLEURONS PAS OU LA ROUTE
DE BUCAREST A VERSAILLES

Il me semble que beaucoup d'excellentes gens, dont la pitié est oisive depuis l'armistice, menacent d'en faire un bien mauvais emploi. En compagnie de femmes charmantes, d'idéologues sans idées et d'intellectuels pas très intelligents, ces cœurs innocents et ces cerveaux fragiles sont en train de créer petit à petit, — peut-être à leur insu, — par des propos indulgents et des bienveillances d'après-dîner, une sorte d'atmosphère de demi-attendrissement autour de la délégation allemande.

« Savez-vous que le comte de Brockdorff-Rantzau est tout de même très distingué d'aspect ? — Mais oui. D'ailleurs, il porte la moustache à l'américaine et il fume du tabac anglais. — Au fond, il n'est pas aussi mal qu'il pourrait l'être. — D'ailleurs, il était à *du* et à *dicb* avec le prince Max de Bade, qui n'est pas le premier Boche venu. — Tout de même il avait un peu plus que flirté avec les socialistes. — Mais cela aussi est assez grand seigneur. — Il l'est. J'ai des amis à Copenhague qui étaient en relations avec lui. Il rendait toujours dans les vingt-quatre heures les cartes qu'on lui mettait. — Il paraît qu'il est très musicien... Vous rappelez-vous Bayreuth?... Comme c'est loin... Ah oui... tout de même... Wagner. — Moi j'aime mieux Schumann... Ah ! la valse noble du *Carnaval* !... Schumann... Je n'ai jamais pu rompre avec lui. — Moi si... Mais j'ai renoué dès le lendemain de l'armistice. — Et puis vous savez que M. de Brock-

dorff-Rantzau a vraiment beaucoup de chagrin. On assure qu'il a des insomnies terribles. — Et à Versailles !... la ville où l'on dort le plus facilement — il a trois dactylographes qui ont de bien jolis yeux... — Gretchen, Dorothee et Charlotte. — Oui, mais elles n'ont pas l'air gai, les pauvres petites. — Il faut bien reconnaître que c'est assez dur de les obliger à rester à Versailles. — Voyez-vous, j'ai bien peur que tous ces gens-là n'emportent pas un bien bon souvenir de chez nous. — C'est vrai. Au fond, c'est toujours la même chose. Nous ne savons pas faire notre propagande ».

Et l'on s'apitoie tout doucement. Et l'on savonne petit à petit la pente vers l'oubli.

* * *

Il est grand temps que nous nous débarrassions de ces coupables indulgences et que nous nous remettions brutalement en

face de la réalité. Si elle est dure, cette réalité, il faut s'en prendre à ceux qui l'ont faite telle. Il faut surtout par la pensée songer à la paix que les Allemands nous auraient imposée s'ils avaient été vainqueurs. Nous avons une façon bien simple de nous en rendre compte : c'est de lire avec attention le texte du traité de Bucarest, de cette effroyable paix qui anéantissait la Roumanie vaincue, qui la mutilait, la ruinait, la spoliait pour des siècles, avec un singulier mélange d'hypocrisie et de brutalité. M. Clemenceau éclairerait utilement le jugement de la Conférence en distribuant à chacun de ses membres un exemplaire du traité de Bucarest. Rien n'est plus instructif et plus saisissant que de confronter ses clauses avec les notes-lamentations du comte de Brockdorff-Rantzau.

L'Allemagne se plaint aujourd'hui qu'on lui impose les cessions territoriales de la Sarre, du Moresnet, de Malmédy.

L'Allemagne, le 7 mai 1918 (chapitre III), après avoir déclaré par la voix aigrette du maréchal Mackensen — celui de tous les Germains qui étranglait avec le meilleur sourire et la main la mieux gantée — que la paix consentie par les Empires centraux à la Roumanie serait une paix « sans annexions et sans indemnités », lui arrache sur toute sa frontière occidentale une large bande de terre depuis toujours roumaine, et qui fait du royaume entier une puissance, ou plutôt une impuissance vassale, et s'approprie en outre non seulement la nouvelle mais encore l'ancienne Dobroudja.

L'Allemagne se plaint aujourd'hui de l'accès à la mer que vont obtenir les Polonais à Dantzig.

L'Allemagne le 7 mai 1918 enlève à la Roumanie tout accès utile à la mer Noire.

L'Allemagne se plaint aujourd'hui de la réduction d'effectifs qu'on lui impose.

L'Allemagne le 7 mai 1918 (chapitre II) ne permet à la Roumanie de conserver

que 32.000 hommes sous les armes — en indiquant expressément que si elle se montre aussi généreuse sur ce point, c'est parce que le bolchevisme est menaçant au nord.

L'Allemagne se plaint aujourd'hui des délais d'occupation que les Alliés réclament pour leurs troupes.

L'Allemagne, le 7 mai 1918 (chapitre V), stipule que ses armées occuperont la Roumanie *jusqu'à une époque qui sera fixée ultérieurement à son gré*. En d'autres termes, *l'occupation pourra être indéfinie puisque la fixation de sa DURÉE EST LAISSÉE AU BON PLAISIR DE L'ALLEMAGNE*. Tant que durera cette occupation sans délai, *l'Allemagne aura un représentant auprès de chaque ministère roumain*; les autorités roumaines seront obligées d'exécuter toutes les décisions du commandement allemand et les chemins de fer, les postes et télégraphes seront administrés par ledit commandement allemand. Pendant cette même

période d'occupation toujours illimitée, la juridiction allemande, tant civile que militaire et policière, restera en vigueur, l'entretien des troupes sera à la charge de la Roumanie et les réquisitions faites pour leurs besoins ne seront pas payées. Dans toutes les sociétés, propriétés, usines, ateliers *les séquestres et liquidateurs nommés par les Allemands ne pourront pas être poursuivis même pour abus.*

Est-il possible d'affirmer avec plus de cynisme brutal une volonté non pas de domination, mais d'étranglement? Pourtant ceci n'est rien encore.

Le comte de Brockdorff-Rantzau a eu l'audace, dans sa note du 9 mai, destinée à arracher à M. Longuet toutes les larmes que celui-ci a dû mettre de côté pendant la guerre, de réclamer une charte internationale du travail selon les prescriptions de la justice sociale, « afin que toute l'humanité y trouve des avantages pratiques ».

Or, en mai 1918, *l'Allemagne prétendait*

astreindre tous les Roumains, de 14 à 60 ans, à travailler pour elle, sous peine des sanctions du Code militaire allant jusqu'à la peine de mort ! — Cette disposition était, en effet, tout à fait capable de procurer des avantages politiques, sinon à l'humanité, du moins, à l'Allemagne.

Le 15 de ce mois, c'est sur la situation économique faite à l'Allemagne par le traité de paix que le comte de Brockdorff-Rantzau versait ses pleurs et sa morphine. A-t-il oublié l'état définitif d'anéantissement économique, industriel et commercial auquel la paix de Bucarest réduisait la Roumanie ? Il serait fastidieux pour nos lecteurs de lire tout au long les nombreuses clauses de ce traité de vengeance et de haine, grâce auquel les Empires centraux espéraient — c'était fort exactement leur dessein — faire disparaître la Roumanie de la carte d'Europe et la punir d'avoir tout sacrifié à l'honneur de sa race et à la gloire de sa destinée.

Je passe sous silence les chapitres où le traité de Bucarest fait du Danube un fleuve uniquement austro-allemand et ceux où, grâce à un contrôle arbitraire, il met au service de l'Allemagne toutes les céréales de Valachie et de Moldavie. Je me bornerai simplement, à l'instant où M. de Brockdorff-Rantzau se désolé de voir son pays privé d'une partie de sa houille et de sa potasse, de rappeler la spoliation formidable et totale que l'Allemagne se proposait de réaliser à propos des pétroles roumains en mai 1918. Cela dépasse l'entendement. Vous allez en juger.

Droit exclusif pendant trente ans, au profit d'une Société allemande, d'exploiter le pétrole de tous les terrains de l'Etat roumain, avec faculté d'utiliser les chemins de fer, les chaussées, les postes et télégraphes, les magasins et autres installations. L'Etat roumain devra en outre fournir tout le bois nécessaire à l'exploitation. Ladite Société allemande, une fois ce délai de

trente ans écoulé, *aura le droit de prolonger la concession pour deux autres périodes de trente ans chacune, c'est-à-dire pour quatre-vingt-dix ans.* Toutes les contestations, pendant cette période, seront soumises non pas à la justice, mais à des arbitres dont chaque partie choisit le sien, *et à un surarbitre qui, en cas de désaccord, doit être désigné par le président du tribunal de Leipzig!* Le gouvernement roumain reconnaît en outre la personnalité morale à la Société et confirme toutes les conventions et opérations faites par elle sous le régime de l'occupation.

L'Etat roumain crée un monopole commercial d'Etat pour les pétroles bruts et en concède l'exercice à une Société allemande à constituer. Il sera offert à l'Etat roumain de prendre pour lui et ses ressortissants un quart du capital de fondation dénommé parts de fondateur, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie gardant les autres trois quarts, ainsi que la totalité des parts dites

de préférence. La Société aura le droit d'utiliser les chemins de fer. Le prix de vente du pétrole est fixé par la Société, qui a le droit exclusif d'exportation du pétrole et de ses dérivés, sans que l'Etat puisse jamais l'interdire. La Société est exemptée de tous impôts et contributions. L'importation est interdite...

Est-il possible d'imaginer une manière plus radicale de dévaliser un pays et de répartir avec plus de cynisme sur la durée d'un siècle les profits d'un vol légal pour lequel un Herr Doctor aurait certainement inventé un mot juridique nouveau tel, par exemple, que celui de « cambriolage emphytéotique » ?

Lorsqu'on porte quelque attention à de telles monstruosité, on ne tarde pas à perdre toute espèce de commisération à l'égard de ces pauvres Allemands, et l'on s'affermite dans la saine volonté de leur enlever non pas la vie, mais les griffes.



N'allez point penser, d'ailleurs que les Empires centraux aient estimé avoir traité durement la Roumanie lors de la paix de Bucarest. C'était pour eux une paix exorable et bienveillante. Ils préparaient pour nous quelque chose d'autrement soigné. Ce n'est pas une hypothèse, c'est une certitude à laquelle je puis apporter une petite contribution, grâce à une anecdote dont je garantis la parfaite authenticité.

C'était pendant les pourparlers douloureux qui devaient aboutir à la paix de Bucarest. La ville frémissait sous un joug chaque jour plus pesant. Le général Koch, une sorte de brute, bien digne de la besogne qui lui était confiée, faisait arrêter, emprisonner, frapper ou expulser largement parmi une population restée ardemment fidèle à notre destin. La terreur régnait sur la ville de la bonne grâce et du bon accueil. Un jour qu'il sortait d'une séance de la Conférence où les délégués allemands avaient exigé, arraché, spolié avec plus de

brutalité encore que de coutume, M. Pierre Missir, délégué juridique roumain et avocat éminent, à bout de forces et de patience, ne put empêcher les larmes de lui venir aux yeux. M. Kriege, délégué juridique allemand, une lumière ou plutôt une veilleuse du droit germanique, qui avait un cœur sensible, s'en aperçut et, lui tapant sur l'épaule, lui dit :

— Mais, qu'avez-vous, mon cher collègue ?

— J'ai, répondit M. Pierre Missir, que je souffre cruellement d'être contraint à chercher les formules du traité par lequel vous allez réduire mon pays à l'état d'esclavage.

Alors le cœur de M. Kriege se fendit et cet homme excellent se fit consolateur.

— Mais non, mon cher, continua-t-il, vous vous méprenez. Réfléchissez bien et vous verrez que, tout bien pesé, nous vous faisons une paix d'amis. Vous vous en rendrez compte un jour.

— Quand cela ? interrogea M. Pierre Missir.

— Eh bien, acheva M. Kriege, quand vous verrez le traité que nous avons préparé pour la France et pour l'Angleterre. Alors vous verrez ce que l'on peut appeler véritablement une paix dure.

Voilà une petite histoire qu'il ne sera peut-être pas inutile de méditer, pour résister comme il convient à la dernière offensive que les Allemands préparent : l'offensive de la pitié.

Jeudi 5 juin 1919.

LA PETITE TABLE

« Les grands empires ont
commencé par des hameaux
et les puissances maritimes
par des barques de pêcheurs. »

(VOLTAIRE.)

Les petites puissances ne paraissent pas extrêmement contentes. Il faut reconnaître qu'elles n'ont point tout lieu de l'être. Certes, les grandes puissances entendent assurer leur indépendance, et favoriser leur prospérité. Mais elles ne leur manifestent pas toujours ces excellentes intentions de la façon la plus gracieuse du monde. On les traite volontiers comme des enfants auxquels on n'interdit point complètement

l'accès de la salle à manger un jour de grand dîner, mais qui ne sont invités à y venir qu'à l'heure du dessert, et autour de la petite table.

C'est fort gentil évidemment, mais il y a des estomacs adolescents qui sont en droit d'avoir un peu plus d'appétit que cela. Il convient d'ajouter que la fierté et la susceptibilité d'un pays sont le plus souvent en raison inverse de ses dimensions, et que rien n'est plus fâcheux que de froisser un amour-propre national. C'est pour cela qu'il eût été peut-être opportun d'admettre les petites puissances à une discussion plus effective et plus ouverte des diverses clauses des traités qui les concernent directement ou indirectement, et de ne point se contenter d'une rapide consultation, certes amicale dans la forme, mais tout de même un peu négligente dans le fond. Au lieu de cela, les grandes puissances semblent dire à tous moments à leurs cadettes : « Mes petites puissances, nous vous aimons beau-

coup ; nous sommes disposées à tout faire pour vous, à soigner votre éducation, à surveiller votre croissance et au besoin à vous marier honorablement. Dites-nous si vous êtes contentes, — mais que ce soit très vite fait et en très peu de mots, car vous êtes à l'âge où il n'est pas convenable de parler beaucoup et où il est mieux élevé de remercier que de réclamer. Après quoi vous irez vous replacer bien sagement autour de votre petite table ».

* * *

Il est certain que les Alliés souhaitent faire le bonheur de la Belgique, de la Pologne, de la Roumanie, de la Serbie, de la Grèce et de la Tchéco-Slovaquie. Mais, pour être heureux, il faut croire à son bonheur, et pour y croire, il faut l'avoir fait soi-même. Cela est aussi vrai pour les pays que pour les hommes.

L'histoire des grands peuples est toute

pleine du souci qu'ils ont eu de protéger l'existence des petits peuples. Mais ils ont eu parfois de singulières façons de s'y appliquer. Le plus grand bienfait qu'ils leur aient apporté est celui de la neutralité. On a pu juger combien il était fragile. Il est même permis de se demander si cette trouvaille du droit international est autre chose qu'une vénérable sottise, et s'il n'eût pas été plus intelligent d'en inverser complètement les termes. Au lieu de reconnaître que les petits pays étaient trop faibles pour pouvoir se battre, n'eût-il pas été plus judicieux de proclamer que les grands pays étaient trop forts pour pouvoir en venir aux mains ? Il est bien évident en effet que les grands pays seront toujours capables de déclarer la guerre à propos des petits, tandis que les petits pays ne le feront jamais à propos des grands. La paix du monde aurait peut-être trouvé dans cette combinaison un bénéfice de solidité et de durée. Je ne prétends point que cette pro-

position soit exempte de tout paradoxe, mais il est désormais certain que le principe de la neutralité a perdu toute valeur pratique et qu'il faut songer à d'autres procédés pour collaborer à la félicité des petites puissances.

La Conférence de la paix, dans ses dernières séances a semblé chercher une nouvelle méthode dans une voie bien dangereuse. Elle prétend vouloir réserver aux grandes puissances le droit d'intervenir dans les petits pays lorsque l'occasion leur semblera propice pour régler les destinées « des minorités ethniques et religieuses ». Ces messieurs de la Conférence ont cédé là fort évidemment à la satisfaction irrésistible que l'on éprouve à se mêler des choses qui ne vous regardent pas. Mais se sont-ils préoccupés un instant des résultats désastreux, des complications formidables que l'usage d'un tel droit ne peut manquer de déterminer ? Ils ont cru prendre une décision d'une humanité supérieure, et

capable à l'occasion d'apaiser bien des conflits. Comment ne se sont-ils pas rendu compte, au contraire, qu'ils allaient susciter des luttes de parti et des conflits d'influence qui troubleraient perpétuellement la paix de chaque petit Etat? Je sais fort bien que ce droit d'intervention ne doit être qu'un « droit de conseil ». Mais n'est-ce pas bien dire? Si le conseil est suivi, nous en prenons la responsabilité. S'il ne l'est pas, nous reconnaissons par cela même notre erreur et nous subissons de ce fait une diminution de prestige et d'autorité.

Et voyez, dans la réalité, comment les choses ne peuvent manquer de se passer : si ce fameux droit de conseil subsistait pour nous, tel parti politique dans chaque petit pays le solliciterait dans un sens et tel autre parti dans le sens contraire. A qui donnerons-nous raison? A personne. Nous avons l'air de maladroits qui ont réclamé une arme dont ils ont peur de se servir. Si nous accordons gain de cause au parti A,

nous retirons le pouvoir au parti B ; si nous approuvons le parti B, nous jetons à terre le parti A. Dans tous les cas, nous nous mêlons de la façon la plus directe, la plus intime, à la politique intérieure de nations dont nous ne connaissons jamais qu'imparfaitement les conditions sociales et politiques. Nous nous mettons dans l'obligation fréquente de renverser des monarchies, des républiques — ou même des bolchevismes — ce qui ferait tant de peine à un certain nombre de nos parlementaires. Nous nous plaçons dans la nécessité quotidienne de faire et de défaire des ministères à l'étranger. C'est une volupté que nous savons si bien trouver chez nous ! Que nous lavions nos affaires politiques en famille. Soit. Mais que nous voulions aussi aller laver celles des autres, quelle lessive ! « Il faut faire aimer notre démocratie », disent les interventionnistes à tout prix. Il faut faire aimer notre France ; voilà l'essentiel. Et on l'aime, — non pas à cause de notre poli-

tique, mais malgré elle. Seulement, il ne faudrait pas trop jouer avec cet amour-là. C'est, hélas ! ce qu'on est en train de faire. Il semble que nous prenions plaisir à traiter en vassaux les petits pays, en décidant de leur sort sans eux, en ne les consultant qu'à peine sur la destinée que nous leur réservons et en décidant de leur condition territoriale, économique et commerciale, avec une lenteur qui n'est point toujours le signe de la réflexion. Dans des bureaux, sur des cartes, entre deux cigarettes, des hommes sont penchés qui dessinent des traits au crayon bleu, qui tranchent des montagnes, qui coupent des rivières, qui traversent des plaines — et qui se dépêchent un peu lorsque l'heure du déjeuner approche. « Où sont donc les Ruthènes ? — Là, cher ami, à côté de votre lorgnon. — Qu'est-ce que vous avez fait du Banat ? — Il est là, mon bon, sous votre genou. » Ne serait-il pas équitable d'appeler à ces discussions — avant toute décision prise —

ceux qui habitent ces montagnes et ces plaines? ceux qui ont suivi ces routes, descendu ces rivières, construit ces voies ferrées? Pensez-vous qu'un Américain, qu'un Anglais ou qu'un Français soient à même de prévoir les catastrophes que peut amener un coup de crayon donné un peu plus à l'est ou un peu plus à l'ouest? Serait-on forcé pour cela de consentir à toutes les exigences des Tchèques, des Roumains ou des Serbes? Non, certes. Mais on aurait au moins des sources d'informations plus sûres et des chances plus nombreuses de ne pas édifier sur le sable les assises d'un monde nouveau.

* * *

Et c'est le moment où ces difficultés formidables et inévitables se présentent que l'on choisit pour en créer d'autres non moins considérables et tout à fait inutiles celles-là, en réclamant pour les grandes

puissances le droit d'intervention dans les affaires intérieures des petits peuples. Mais, me direz-vous, si les Roumains se mettent à massacrer les Turcs en Dobroudja ou les Polonais, à « pogromer » les juifs en Silésie ? Eh bien, alors, on interviendra, sans droit de conseil, sans droit d'avis, non plus au nom de telle ou telle politique, mais au nom de l'humanité — ce qui vaudra tout de même mieux — et l'on obligera le peuple rebelle aux lois de la civilisation à se soumettre ou à se démettre.

Remarquez bien, d'ailleurs, dans quel mauvais cas le droit de conseil nous placerait. Si jamais les Polonais ou les Roumains se mettaient à égorger les juifs ou les Turcs que j'ai massacrés tout à l'heure, vous verriez que ce serait notre faute, et que ces atrocités seraient la conséquence de tel conseil que nous aurions ou que nous n'aurions pas donné. Et alors, comment serions-nous admis à réprimer et à punir des actes dans lesquels une certaine

responsabilité pourrait nous être attribuée ? Tous les pays sont d'accord pour donner aux minorités ethniques et religieuses les mêmes droits généraux, essentiels qu'à leurs nationaux. Il ne peut donc y avoir discussion qu'à propos de droits accessoires et de modalités. De cela aussi, prétendons-nous nous mêler ? Et je voudrais bien savoir ce que dirait le Président Wilson, si un beau jour nous venions lui enjoindre de traiter les nègres du nouveau monde exactement de la même manière que les citoyens de la libre Amérique. Il nous enverrait ses lunettes à la figure, et il aurait bien raison.

Deux autres réflexions s'imposent à propos de ce fâcheux « droit de conseil ». D'abord sommes-nous bien sûrs que le conseil que donnerait la France dans telles circonstances à tel que ses petits clients serait le même que celui que donnerait l'Angleterre ou l'Amérique ? Rien n'est moins certain. Et si chaque grande puis-

sance donne un avis différent, qu'arrivera-t-il ? Je le vois d'ici : des notes verbales — (ne souriez pas, il y a des notes verbales), des notes écrites (il y a tout de même des notes écrites), — des dépêches, des télégrammes (en style diplomatique, dépêche n'a pas du tout le même sens que télégramme : télégramme veut dire télégramme, mais dépêche veut dire lettre, c'est bien plus fin), des instructions, des rapports, des enquêtes, des commissions, des sous-commissions, bref un gâchis épouvantable et des conflits désastreux entre les grandes puissances. Evidemment, les petites riront bien. Mais leur gaîté ne fera pas la nôtre.

On pourra, il est vrai, objecter que les fameux conseils seront octroyés aux petits peuples, non point par chaque grande puissance mais par la « Ligue des nations ». Voilà qui ne me rassure pas du tout. « La Ligue des nations » est plutôt à l'âge où on reçoit des conseils qu'à celui où on en

donne. Et mon Dieu en recevra-t-elle, la malheureuse ! Peut-être même préférera-t-elle ne pas sortir d'une enfance où elle risquerait de retomber bientôt.

Le dernier point délicat est celui-ci : pourquoi ce droit de conseil serait-il admis à s'exercer dans certains pays et point dans d'autres ? Pourquoi la Roumanie, la Pologne, la Grèce, la Tchéco-Slovaquie ou la Serbie seraient-elles forcées de subir cette intervention étrangère dans leurs affaires, tandis, par exemple, que l'Espagne en serait dispensée ? On n'aperçoit guère les raisons de cette différence. Si nous croyons pouvoir décider du sort de telle minorité ethnique en Bukovine, en Transylvanie ou Galicie, nous devons aussi régler la question catalane en Espagne, ou alors c'est que les directeurs de notre politique manquent de toute espèce de logique, — ce qui après tout n'est pas impossible.

* * *

J'ai essayé de noter les premières objections qui viennent à l'esprit contre les prétentions de la Conférence à s'immiscer, dès le lendemain de la paix, dans les affaires des autres pays. Evidemment, cela élargirait d'une façon flatteuse notre champ d'erreurs et de gaffes. Celui que nous avons déjà devrait pourtant nous suffire. Nous le travaillons avec conscience. Il faut savoir borner son ambition. D'ailleurs, il est fort probable que de telles propositions, même si elles étaient acceptées, auraient vite fait de tomber en désuétude. Mais c'est trop de les formuler. Elles froissent l'amour-propre des vaillants petits pays qui ont fait flotter leur drapeau dans le vent glorieux du nôtre. Elles attentent à la souveraineté des nations pour l'indépendance desquelles nous nous sommes battus. Nous leur avons donné la liberté. De quel droit leur en reprenons-nous une

partie ? La liberté ne se fragmente pas. Elle est « une et indivisible ». Les héritiers de la Révolution française devraient le savoir. Le principe des nationalités rayonne sur le monde. Quinze cent mille Français sont morts à son service. En poussant son application à l'absurde, on risque de lui enlever quelque chose de sa grandeur et de sa beauté ; on l'amoindrit et on le discrédite. Mais surtout — et c'est là le douloureux dommage — on diminue l'amour des petites puissances pour la France. Il est admirable et touchant, cet amour. Il nous vient du fond de l'Europe, et du fond des siècles. Il est ennobli de tant de souvenirs ! Il est baigné de tant de sang et de tant de gloire ! Il a quelque chose de mystérieux et de lointain — qui faisait dire un jour à un grand écrivain roumain, M. Delavrancea : « Ce qu'il y a de plus beau au monde, ce sont les contes de fées et l'Histoire de France. » Pour ces pays, éloignés par la latitude mais si proches par le cœur et par la pen-

sée, la fée c'est la France. On est en train d'abîmer sa baguette. Elle pouvait faire des miracles ; elle le peut encore. Mais nos dirigeants n'aiment pas les miracles. Ils n'y croient que lorsqu'ils ont eu lieu. Il faut y croire avant. Sans cela, le miracle n'arrive pas. On l'attendait, on l'appelait de la Baltique à la mer Noire. Nous avons vu les regards et les mains se tendre vers lui. Il n'est pas venu.

Alors les enthousiasmes sont rentrés chez eux un peu tristes et ils se sont assoupis. Il serait facile de les réveiller. Mais il conviendrait pour cela de faire quelque effort et de leur adresser les paroles fraternelles qu'ils méritent. Ce ne serait que justice et ce ne serait que prudence. Il ne faut pas oublier, comme l'a dit Voltaire, que « les grands empires ont commencé par des hameaux et les puissances maritimes par des barques de pêcheurs ». Il ne faut pas oublier que les petits pays peuvent être grands un jour : plusieurs

sont en train de le devenir et leur dévouement pour nous est si ancien et si vivace qu'il fait en quelque sorte partie de leur sentiment national. Il ne faut pas oublier qu'en se donnant la main ils forment une barrière indispensable à notre sécurité, et qui se dresse entre la Russie et les pays germaniques, prête selon les circonstances à isoler l'un de l'autre deux bolchevismes ou deux despotismes. Il ne faut pas oublier enfin qu'ils ont placé en nous leur espoir et leur confiance, que leur sang s'est mêlé au nôtre, — qu'ils l'ont versé sans compter parce qu'à la bataille la France marchait devant eux, et qu'elle avait le visage de la Liberté.

Vendredi 27 juin 1919.

LA BARRIÈRE

Le jour de la Paix est venu. N'en déplaise aux critiques en chambre, aux salons en mal de paradoxe pessimiste et à tous les autres empêcheurs de triompher en rond, cette paix est glorieuse et digne de la déesse que nous montra naguère Théodore de Banville, rayonnante et féconde, allaitant dans la sérénité ses beaux enfants nus.

Puisse le règlement de comptes dans l'Europe orientale nous réjouir aussi profondément. C'est à cette tâche périlleuse que doivent s'appliquer à présent tous les efforts et toutes les prudences des gouvernements alliés. L'équilibre de l'Europe

dans le siècle qui vient dépend, en effet, du statut que nous accorderons à ces moindres puissances, dont j'ai indiqué déjà que nous traitions un peu trop légèrement l'honneur et l'intérêt.

Ces messieurs de la Conférence, après avoir installé les moindres puissances autour de la petite table, ont continué à dîner, charmés de la politesse qu'ils venaient de leur faire. Ils les y ont placées un peu au hasard, et de telle sorte que la tiédeur communicative des banquets n'y règne point précisément. Mais au moins ces tuteurs vigilants ont-ils eu soin que tous ces pupilles, rassemblés en hâte et un peu dédaignés, ne se disputent point à peine levés de table ? Se sont-ils préoccupés de supprimer entre eux toutes les causes de désaccord et tous les motifs de disputes ? Il est fort à craindre que non. Certes, la tâche était lourde et délicate. Il est clair que le métier de tuteurs est plus malaisé que celui de pupilles et qu'il com-

porte plus de risques et plus d'inquiétudes. C'est pour cela que le visage de Bartholo est tout épines, tandis que celui de Rosine est tout roses. Mais lorsqu'on assume une pareille responsabilité et que l'avenir de l'Europe en dépend, encore faut-il s'appliquer à la besogne avec une patience et une attention telles qu'on ne puisse manquer de la mener à bien.

Ces messieurs de la Conférence ont-ils fait cette grande dépense d'efforts et de clairvoyance ? Ont-ils mis au rang de leurs premières préoccupations l'établissement solide et durable de tous ces petits peuples qui, de la Belgique à la mer Noire, et de la mer Noire à l'Adriatique peuvent constituer une ceinture puissante, capable, en telles circonstances, de devenir pour la paix européenne une ceinture de sauvetage ? « Evidemment, ce sont des pays sympathiques, vous objecte-t-on, parfois ; mais il ne faut pas oublier que ce sont des pays à « intérêts limités ». Rien n'est plus

désobligeant que cette expression qui est pourtant passée dans le langage diplomatique et qu'il est urgent d'en rayer. Elle est à la fois malhonnête et injuste. J'en sais, en effet, parmi ces peuples à « intérêts limités », qui n'ont limité ni leur dévouement, ni leurs sacrifices. Il ne suffit pas, pour juger l'importance de ces petites nations, de considérer le chiffre de citoyens que chacune d'elles représente et de déclarer, ici six millions d'habitants, là dix millions. Il n'y a pas que la somme des quantités à envisager, il y a aussi celles des qualités. De ces deux méthodes l'une est terriblement allemande, tandis que l'autre est essentiellement latine. Gardons-nous d'abandonner la seconde qui est notre honneur et qui a fait notre victoire.

Mais ce n'est pas tout. Il faut aussi tenir compte de la situation géographique, économique et commerciale de chacun de ces petits pays. Placés comme ils le sont, ils forment une longue chaîne de peuples qui

nous doivent tout dans le passé, et qui ne demandent qu'à nous tout devoir dans l'avenir, et qui par bonheur isolent nettement l'une de l'autre ces deux grandes incertitudes : l'Allemagne et la Russie. Que la destinée de ces deux nations les ramène au despotisme, ou les précipite dans un bolchevisme plus ou moins organisé, nous avons le même intérêt primordial à ce qu'une barrière — la plus puissante possible — empêche à tout jamais l'alliance de leurs empereurs ou de leurs soviets. Cette barrière, il ne tient qu'à nous de l'élever, et telle qu'elle sera infranchissable. On nous a proposé tous les matériaux nécessaires. Nous ne nous en servons pas. Ceux qui les ont offerts finiront par les remporter. Ce jour-là, la paix de l'Europe sera plus précaire encore qu'avant la guerre. Voilà pourquoi la question des petites puissances orientales est tout aussi grave, plus grave peut-être que celle du Rhin. A quoi nous servira-t-il de posséder

le bassin de la Sarre, si nous ne mettons pas l'Allemagne dans l'impossibilité de germaniser la Russie et d'y puiser une force plus grande que par le passé? Ce ne sont pas nos troupes qui pourront assurer cette protection de tous les jours, de tous les instants. Seuls peuvent y parvenir les peuples qui, par leur position géographique, se trouvent placés au point utile. Voilà pourquoi, si leur intérêt à eux est limité, celui que nous avons à conserver intact leur dévouement à notre cause ne l'est pas. Voilà pourquoi tous ceux qui ont vécu la guerre sur les fronts de Russie, de Roumanie ou de Serbie, éprouvent un véritable malaise, en voyant la paix orientale que l'on prépare, grâce à laquelle les avantages de la paix occidentale, si considérables soient-ils, peuvent risquer d'être illusoire et provisoires.

Il apparaît à tout esprit de simple bon sens que la paix de l'Europe est un grand tout, dont les différentes parties doivent

être traitées en même temps. Comment peut-on régler d'une façon définitive le sort de l'Autriche, sans que les négociations avec la Hongrie soient encore entamées et sans que le statut de Constantinople et le régime du Danube soient établis ? C'est le malheur de cette paix qu'elle soit fragmentaire et successive. Nous pouvons tenir pour certain que les Allemands guettent avec passion les mésententes et les désaccords qu'elle peut provoquer.

L'Allemagne est épuisée, dit-on, elle renonce à la lutte. A la lutte par les armes ? Oui, sans doute. Il ne faut pourtant pas oublier que la récente offensive magyare contre les troupes tchéco-slovaques était en partie dirigée par des officiers allemands, les mêmes sans doute qui avaient commandé le feu contre nos soldats au nord d'Odessa. Mais l'Allemagne n'a pas renoncé à la lutte par la propagande, la seule où elle ait été supérieure, la seule où nous

ayons été médiocres. Cette lutte-là, elle la poursuit avec ténacité, par des moyens discrets, obscurs et auxquels nous ne prenons pas garde. Nous avons été à même de connaître l'une de ces méthodes germaniques employées *in extremis* et dont l'application se poursuit encore chaque jour dans les camps de prisonniers russes.

Il y a encore à l'heure qu'il est en Allemagne 200 ou 220.000 prisonniers russes. On les ramène dans leur pays, mais avec une lenteur extrême et calculée, par paquets de 25. Pour constituer chacun de ces petits détachements, on se livre à un triage mystérieux — dont je puis révéler le secret. On ne met en route le prisonnier russe que lorsqu'il est complètement à point — c'est-à-dire bolchevisé au plus haut degré — et dans un état de haine et de colère déchaînée contre l'Entente. Pour amener tous ces pauvres cerveaux à cette frénésie, des instructeurs leur font de véritables cours. Les thèmes choisis sont tou-

jours les mêmes. « Si vous mourez de faim, c'est que les Alliés, qui s'étaient engagés à vous ravitailler, manquent à leur promesse. Si nous ne vous laissons pas circuler en liberté dans nos villes qui seraient si heureuses de vous accueillir, c'est que les Alliés nous l'interdisent spécialement par un article du traité de paix. Si nous ne vous rendons pas votre bourse, votre montre et vos papiers, c'est que les Alliés nous ont pris tout cela. Si nous ne vous permettons pas de rentrer dans vos foyers, c'est que les Alliés s'y opposent formellement, etc... ». Lorsque l'élève-prisonnier montre de la ferveur, du zèle, qu'il se répand en violentes imprécations contre la France, et qu'il menace d'étrangler le premier Anglais qu'il rencontrera, il est jugé apte au rapatriement, et on le joint à une des escouades en partance. On a grand soin, d'ailleurs, que dans chacun de ces groupes se trouvent deux ou trois hommes de confiance, des meneurs éprouvés, char-

gés d'entretenir l'exaspération de leurs camarades qui, pendant le voyage, pourrait mollir. Il va de soi que tous ces prisonniers, une fois rentrés chez eux, seront d'actifs agents de bolchevisme et de propagande antialliée. Les Allemands sont logiques. Ils ont pratiqué pendant toute la guerre, avec circulaires, instructions et manuels à l'appui, l'enseignement du bolchevisme — cours complet, succès garanti. Ils poursuivent leur petit travail de désagrégation et d'empoisonnement, en remaniant leur programme selon les circonstances. Voilà ce qui se pratique communément dans les camps de prisonniers russes. Je puis même citer, comme l'un de ceux où la méthode ci-dessus indiquée a eu les résultats les plus efficaces, le camp d'Ulm, que les Allemands, avec un esprit d'à propos d'une charmante ironie, ont placé sous le commandement du capitaine Mack. Ulm et Mack sont deux noms que l'on sépare difficilement depuis 1805. Les Allemands

connaissent bien leur histoire — et notre gloire — et cette fois, ils ont été bien polis.

Ces quelques détails ne sont qu'une preuve nouvelle du plan d'offensive orientale que l'Allemagne a élaboré depuis six mois, qu'elle a commencé d'exécuter avant la paix, et qu'elle poursuivra désormais avec une vigueur d'autant plus grande que, sur le Rhin, pour elle, tout est consommé. Les projets germaniques — qui menacent de se manifester militairement sur la frontière polonaise — vont être poussés avec une activité prodigieuse vers l'Est, grâce à l'étrange et inquiétante collaboration des états-majors camouflés en clubs socialistes, et des clubs socialistes, qui, tous ces derniers jours, ont adressé des éloges enthousiastes à l'armée et à ses chefs. La pénétration allemande en Russie est le premier chapitre de ce grand programme de revanche. C'est à cette action tenace, quotidienne et redoutable qu'il nous faut avant tout faire obstacle.

Cet obstacle existe déjà : il ne tient qu'à nous de le surélever et de le renforcer ; c'est la barrière des petites nations. La première condition de sa solidité, c'est l'union, c'est l'accord de ces petits peuples entre eux. Les Alliés se sont-ils préoccupés de parfaire cette union et de rendre durable cet accord ? Pour passer des phrases aux précisions :

1° Les Alliés ont-ils placé la Roumanie et la Serbie dans une situation réciproque où leur entente pourra être définitive et leur collaboration efficace ?

2° Les Alliés ont-ils apprécié toute la nécessité de donner à la Roumanie et à la Pologne une frontière commune ?

Si ces deux conditions n'étaient pas remplies, la barrière n'existerait pas et l'Allemagne pourrait encore songer à reprendre la route de l'Orient. Il n'est pas un de nos agents là-bas qui ne soit convaincu de cette vérité et qui n'en ait fait part au Quai d'Orsay. Mais voilà, nos gouvernements ont



la singulière habitude de n'être de l'avis de leurs agents que lorsque leurs agents sont de leur avis. Il ne faut pas chercher d'autres raisons à la faiblesse de notre diplomatie.

Mardi 15 juillet 1919.

LE SACRE DE LA VICTOIRE

La Victoire est entrée hier matin dans Paris. On l'attendait. On pensait la connaître. On l'ignorait pourtant — de même qu'en voyant planer un aigle, on ignore la largeur de ses ailes.

Nous savions que depuis bien des jours elle était parmi nous ; nous savions qu'elle était la plus belle et la plus noble que les hommes eussent jamais remportée sur les hommes — et que, grâce à elle, la vie du monde allait pouvoir continuer dans la robuste allégresse d'un univers et d'un labeur nouveaux. Mais elle était pour ainsi dire éparse, diffuse, abstraite. Nous ne

l'avions pas vue. Nous l'avons vue hier matin. C'était Elle ! Et nous avons assisté à cette splendeur : le sacre de la Victoire. Pour une telle magnificence, il ne pouvait y avoir qu'une voûte : le ciel ; qu'une cathédrale : Paris ; qu'une religion : la France.

Il semblait à certains que le défilé des vainqueurs ne devait être en somme qu'une émouvante et pieuse formalité. Quelle erreur ! En un instant, dans la pure et fraîche lumière de cette incomparable matinée où le soleil lui aussi avait remporté sa victoire, nous avons tous senti qu'entre l'instant où nos bataillons avaient disparu sous le monument de pierre et celui où ils apparurent au sommet des Champs-Elysées, une destinée s'était accomplie.

Nous avons tous senti que brusquement toutes choses venaient de rentrer dans l'ordre, et de reprendre leur place et leur rythme ; que les plus grands mots de notre langue, ceux dont la beauté a résisté à tout, même aux hommes politiques : pa-

trie, honneur, liberté, justice, sacrifice, s'étaient regonflés de leur sens le plus noble et le plus exact, que notre histoire accélérerait sa marche sur la voie triomphale où elle avait longtemps marqué le pas, et que les monuments eux-mêmes retrouvaient, comme par miracle, leur véritable destination. Nous avons tous senti qu'à cette heure, si grande qu'on doit renoncer à en sentir toute la beauté, Hier se nouait à Demain par le fil bleu des soldats, sur lesquels l'Arc de Triomphe, à mesure qu'ils passaient, posait le sceau de la Gloire.

L'Arc de Triomphe ! Nous étions habitués à prononcer ce mot sans réfléchir à ce qu'il signifiait et à la pensée qui l'avait élevé dans les rayons du soleil d'Austerlitz. Nous ne songions plus qu'il n'avait d'autre but que de livrer passage à nos troupes victorieuses. Il nous est réapparu hier, égal à son Destin. Les « Renommées » de Pradier — et celles qui embouchent les trompettes et celles qui offrent les lauriers

— ne savaient à qui annoncer leur allégresse et distribuer leur rameau, et le « Génie de la Guerre », de Rude, n'avait jamais proclamé avec plus de certitude que le jour de gloire était arrivé.

L'Arc de Triomphe était devenu pareil à un « cri de pierre ». Oh ! ce cri, il l'avait retenu pendant la veillée des morts, alors qu'il abritait le cénotaphe, gardé par ces quatre Victoires dont les ailes avaient été taillées dans la toile de nos avions. — Il fallait bien leur donner quelque chose qui vînt du ciel ! — Mais maintenant qu'ils étaient là, les vainqueurs, maintenant que le jour était venu, le vieux monument glorieux qui avait accueilli la dépouille mortelle de Victor Hugo pendant sa première nuit d'éternité pouvait jeter un à un dans le soleil nos bataillons triomphants, comme des strophes vivantes. Et ce fut un long poème...

* * *

D'abord viennent les mutilés, marchant et trébuchant dans leur gloire, et dont les bras et les jambes sont restés là-bas, un peu partout, en Alsace, en Champagne, en Lorraine, dans les Flandres. Ils n'ont pas d'uniformes. Leur uniforme, c'est de ne pas être complet. Et il y a parmi eux des femmes. Et il y a parmi eux un enfant. Et c'est à la fois le défilé de nos héroïsmes — et de leurs crimes.

Les maréchaux ont voulu ne venir qu'ensuite. Les voici : Joffre et Foch, fiers, simples et modestes, rayonnants aussi, non point de leur victoire, mais de celle de leurs hommes. Ils semblent réunir à eux deux toutes les vertus de la race : l'énergie, le clair bon sens, l'initiative, la volonté de tout sacrifier de leurs soldats à la patrie — et d'eux-mêmes à leurs soldats. Ils marchent côte à côte, le père et le grand-père. Il y a là celui qui a dit

bien qu'attaqué de toutes parts et débordé sur son flanc : « Situation excellente. J'attaque ». Il y a là celui qui a dit au lendemain de la victoire qui sauva Paris : « N'illuminez pas, nous avons trop de morts ». Il y a là les deux hommes qui ont sauvé la France.

Et voici Pétain, à l'œil bleu, au sourcil blanc, à l'irrésistible vouloir, qui organise, dirige, prévoit, ose, répare, obtient. Voici Castelnau, le sauveur de Nancy et de notre aile droite, — Castelnau qui, sans un murmure, a vu mourir ses trois fils et a tout fait pour les rejoindre là où il est sûr de les retrouver un jour. Il devrait être notre quatrième maréchal. Mais que lui importe ! Ses étoiles sont ailleurs. Voici Mangin qui exige la victoire lorsqu'on ne la lui accorde pas. Voici Gouraud qui n'a plus qu'un bras et qui l'aurait donné si volontiers, son cœur suffisant à tout. Et voici Degoutte, Humbert, Debeney, Berthelot, Hély d'Oissel, Gérard, Fayolle, Maistre et les autres

et tous les autres qui, chacun à sa place, à l'heure utile, au poste indiqué, a arraché à l'ennemi un morceau de la victoire.

* * *

Voici les armées alliées. Les Américains éclatant de force alerte, de robuste jeunesse, et dont l'alignement, les uniformes et les armes sont aussi bien tenus que la comptabilité. A leur tête, très droit, très froid, marche le général Pershing, qui le jour même de son arrivée en France était allé tout droit au tombeau du libérateur, et la main à la visière de sa casquette, avait dit simplement : « La Fayette, nous voici ! » Cela aussi c'est de la comptabilité en bon ordre. Les Belges sont plus lourds, moins bien alignés, mais ils respirent la forte quiétude d'avoir accompli un redoutable devoir, et d'avoir fait de leur pays, qui était le pays du bien vivre, le pays du bien mourir. Ce sont ensuite les détachements

anglais, sir Douglas Haig en tête, cette infanterie si souple, si élégante, si musclée qu'un cavalier ne saurait n'en pas être jaloux. Fifres allègres, cornemuses champêtres, Indiens hiératiques, Ecossais aux jambes nues, les sections succèdent aux sections, à l'ombre d'un peuple de drapeaux si nombreux que l'on n'aperçoit plus les mains qui les tiennent. Tout cela éclate en couleur, en musique, en jeunesse, en force, en santé, et affirme la vigueur d'une nation simple, cordiale et puissante.

Les Italiens passent. Ces régiments-là ont laissé en Champagne la moitié de leurs effectifs. Saluons-les très bas. Ils ont payé de leur sang une fraternité latine que ni eux ni nous ne pouvons ni ne devons oublier. Ils défilent l'arme à la main, le fusil horizontal, prêts à l'attaque, comme si Fiume était dans les Champs-Élysées. Voici les Japonais qui ressemblent à une petite troupe d'ingénieurs intelligents, attentifs et malicieux et qui représentent le

péril jaune sous sa forme la plus sympathique. Voici les Portugais gris de fer, les Roumains où je reconnais, si pareils aux nôtres, les admirables soldats de l'Oituz et de Marashesti ; les Serbes, qui évoquent leur épopée, et le pays où le plus vieux recrutement, dit « de défense suprême », se compose des hommes au-dessus de soixante ans et des enfants au-dessous de seize ans ! Voici les Polonais, que tout un passé de douleur ne semble pas avoir trop attristés — et qui portent le bleu comme s'il avait toujours été leur horizon. Et voici les vaillants Tchéco-Slovaques, qui me font songer à mon cher et admirable Stéfanick, et les Siamois, qui me font songer à une féerie du Châtelet, et que nous y reverrons peut-être un jour.

Je ne puis m'empêcher d'éprouver et d'exprimer un regret : celui de n'avoir pas aperçu parmi les troupes alliées une section de soldats russes blessés. Ils n'auraient certes pas représenté parmi nous

l'armée de Lénine et de Trotsky, mais les deux millions d'hommes qui sont tombés sur le front oriental dans les deux premières années de la grande guerre. C'eût été un hommage et une justice à leur rendre.

Le défilé des armées alliées s'achève. Tous ces uniformes — de tous pays — certains jours ont été teints d'une même couleur : celle du sang. Par là ils nous sont tous sacrés. Dans quelques instants ils passeront place de la Concorde, et ils donneront à ce nom sa véritable investiture.

Puis un grand espace vide — un grand silence, un grand recueillement, l'attente de quelque chose d'infiniment grand et d'infiniment beau et que voici : l'armée française.

* * *

Alors un immense enthousiasme a soulevé tous les cœurs, le grand cri de la re-

connaissance unanime s'est élevé vers ces hommes. Les poilus défilent !

J'ai entendu une jeune femme de nationalité argentine s'écrier : « Enfin, voilà *nos* poilus ! » Je ne vois pas de plus grand et de plus simple hommage — et plus justement décerné. Ce sont les poilus du monde, car ils ont sauvé le monde. Ils sourient. Ils ne se doutent point de ce qu'ils sont et de ce qu'ils seront. Ils ont accompli une épopée et ils ont des figures de chanson. Ils reviennent pareils à eux-mêmes, avec la même volonté de faire tout ce qu'il faut quand il faut. Tels ils étaient lors du grand départ, tels ils sont lors du grand retour. Ils disaient : « On les aura ». Ils disent : « On les a eus ». Cela leur suffit. Ils sont simples dans leurs paroles ; leurs actions seules ont été lyriques. Ils préfèrent cela. C'est leur manière. Ah ! ceux-là ne demandent rien, n'exigent rien. Ils n'ont pas réclamé le courage de huit heures, et sans protester contre la vie chère chaque jour

depuis cinq ans ils ont affronté la mort à bon marché.

Nous avons salué tout ce qu'ils nous rapportaient : la Victoire, la Paix, la confiance, l'équilibre, le goût du bon sens, de la bonne humeur, de la bonne entente, du bon espoir. Mais ils ne nous ont pas rapporté que cela : ils nous ont aussi rapporté nos morts. Entre chaque section, dans les espaces vides, il semblait qu'ils leurs eussent réservé leur place. Oui, ils nous diront le dernier mot, le dernier geste, le dernier espoir de ceux qui ne sont plus. Combien de douleurs ils apaiseront ainsi ! Combien de larmes ils sécheront en donnant à ceux qui pleurent la certitude qu'il n'y a pas eu de deuils inutiles, et qu'à chacun de ces sacrifices correspond un lambeau de victoire.

* * *

Ceux qui attendaient ont été dignes de ceux qui revenaient. Jamais foule ne fit

preuve à la fois de plus de sagesse et de plus d'enthousiasme. Foule latine acclamant une victoire latine et ayant sacrifié tous ses instincts à une seule idée. Pas une bagarre, pas une rixe. Que de gestes, que de mots simples et grands recueillis au passage ! C'est une pauvre femme du peuple, qui, voulant forcer un barrage de gardes à cheval, supplie : « Laissez-moi passer, j'en ai trois sous l'Arc de Triomphe ». C'est, sur le bord du trottoir, un aveugle de la guerre au bras d'une jeune femme qui pleure le plus bas possible en songeant que lui ne fixe sur le défilé que des yeux éteints et qui dit à sa compagne pour la consoler : « Ne pleure pas, je les vois. » Ce sont ces trois petits soldats, qui, sans doute, avaient pris part à vingt assauts et qui s'évanouirent de peur et d'émotion, au moment de passer sous l'Arc de Triomphe.



Malgré l'enthousiasme qui, hier, a soulevé et bouleversé un peuple tout entier, je crois qu'aucun de nous n'est capable sans un grand effort de l'esprit de mettre à son plan une telle journée. Les événements, au moment où ils se produisent, de quelque ferveur et de quelque pitié dont nous les entourions, ne nous apparaissent jamais dans toute leur grandeur. Il faut, pour réaliser pleinement leur magnificence, les projeter dans l'avenir et nous émouvoir par avance de leur souvenir. Seul le passé nous semble très grand. Tout en ayant la conscience éblouie de vivre des heures incomparables dans l'histoire du monde, nous ne donnons à notre émotion toute sa profondeur qu'en songeant au jour lointain, où dans vingt, dans trente ans, nous dirons à nos enfants : « C'était le 14 juillet 1919. Une foule ardente et sage avait veillé toute la nuit, dans les rues,

pour attendre le retour des troupes victorieuses. La population de Paris, en une semaine, avait augmenté de trois millions d'habitants. Le jour se leva. Le ciel était bleu, l'air léger, le soleil brillait. A neuf heures du matin, sous l'Arc de Triomphe, parurent côte à côte le maréchal Joffre et le maréchal Foch... Alors, un peuple entier...»

Jeudi 7 août 1919.

CES MESSIEURS DE BUDAPEST

Bela Kun, le sinistre pantin-dictateur de Budapest, se repose à l'heure qu'il est à l'ombre d'un camp de concentration des fatigues du pouvoir. Son visage glabre et tout à fait digne d'un forçat de cinématographe s'est effacé brusquement devant l'avance résolue et victorieuse de l'armée roumaine, — qui a assumé la noble mission de rétablir en Orient l'ordre latin. A vrai dire, l'exode du chef du gouvernement communiste n'a pas eu lieu sans quelques difficultés. Au moment où Bela Kun allait passer la frontière, des camarades — ah! les camarades! — ouvrirent indiscretement

les bagages du dictateur en fuite, et y trouvèrent 5.000.000 de couronnes, ce qui n'est pas grand'chose, et 50.000 cigares, ce qui représente une petite fortune. Ils l'allégèrent du tout. Par les temps qui courent, il est devenu vraiment bien difficile de voyager.

* * *

On demeure confondu à la pensée que les gouvernements de l'Entente se soient abaissés jusqu'à négocier avec un Bela Kun. Il y a quelques mois encore ce sinistre personnage, sorte d'Ali-Baba de Soviet qui n'avait pas même réussi à grouper autour de lui quarante voleurs, passait pour un bandit sans importance. Il était à peu près inconnu. On ne savait pas exactement quel rôle, quelle nationalité et même quel sexe lui attribuer. Je me souviens d'avoir entendu demander par un jeune officier américain : « Qu'est-ce que c'est donc au juste que cette Bela Kun ? »

Est-ce qu'elle danse ? Ou est-ce qu'elle chante ? » Peut-être ce triste individu serait-il resté sans notoriété et sans pouvoir si un beau jour, le général Smuts, qui exerce actuellement ses talents diplomatiques dans l'Afrique du Sud, n'était allé lui apporter avec une naïveté désarmée et désarmante une consécration inattendue en causant avec lui au nom des Alliés ! Précisément, dans le même temps, les communistes de Budapest avaient eu quelque raison de craindre la visite du général Mangin. Ils virent arriver le général Smuts. Alors ils furent très contents. Il y avait de quoi.

Il eût été pourtant facile d'être renseigné, car il faut concéder à Bela Kun qu'il ne cachait point son jeu. Né déclarait-il pas, au printemps dernier, dans une séance du Conseil central ouvrier de Budapest (je cite textuellement ses paroles d'après le journal hongrois *Az Ujsag*, du 3 mai) : « Je ne connais pas de principes

moraux ou immoraux. Camarades ! je suis disposé à mentir aux impérialistes et à l'Entente *au point d'en rougir moi-même*, parce que je crois que c'est une infamie de dire la vérité à la bourgeoisie, si cette vérité est au détriment du prolétariat. » Rendons justice à Bela Kun, il a fidèlement rempli son programme.

Son administration financière restera certainement parmi les plus singulières de ce temps : L'émission de billets de banque français ayant paru la plus avantageuse à Bela Kun, il n'hésita pas à y recourir. Dans les circonstances difficiles il faut savoir oser. Bela Kun osa. Mais n'étant point fort exactement renseigné sur les effigies et inscriptions de notre papier, il improvisa. C'est ainsi qu'il remplaça les mots « Banque de France » par « République française ». Cela était évidemment plus démocratique et sentait moins son capital. Ce n'est pas le plus plaisant. Comme il fallait inspirer aux masses le

maximum de confiance, Bela Kun chercha, pour remplacer le nom du caissier principal et celui du secrétaire général, deux autres noms plus capables de faire impression sur les paysans et ouvriers hongrois. Après avoir mûrement réfléchi, il se décida à signer ses billets de banque « *La Fayette et Renaudel* ». Tout simplement. Je jure que je n'invente rien. L'émission eut lieu et le fac-similé desdits billets est actuellement à Paris.

* * *

Mais il n'est plus question de Bela Kun. Il a expédié sa femme et ses enfants en Suisse; lui-même a trouvé plus prudent de consentir à son incarcération. Voilà une petite famille bien tranquille pour l'été. Ce qui importe aujourd'hui, ce serait de voir l'Entente mettre à profit dans sa politique hongroise l'expérience que nous devrions avoir retirée de nos rapports avec les Magyars, réactionnaires ou bolche-

vistes, au cours de ces derniers mois.

De même que nous avons vu le comte Michel Karolyi passer la main à Bela Kun, nous venons de voir, ces derniers jours, Bela Kun, chef du gouvernement soviétique, passer la main à quelques-uns de ses collaborateurs de la veille. Ce sont : M. Peidl, un honnête citoyen en ce sens qu'il n'assassine pas lui-même; M. Agoston, une sorte de pion surexcité, chargé des affaires étrangères parce qu'il a une redingote; M. Hoerbrich, ministre de la guerre, ce qui est toujours extrêmement flatteur pour un antimilitariste, et M. Garbai, vieux tribun révolutionnaire désaffecté, ravi de reprendre du service à l'instruction publique. Mais ces messieurs ne sont plus soviétistes, ils sont socialistes. Il paraît que nous devons être enchantés et que, désormais, tout est pour le mieux dans la meilleure des Hongrie. Naguère nous réservions les questions de mots pour notre politique intérieure. Nous les mettons maintenant à

l'épreuve de l'exportation. C'est une bien dangereuse expérience, et il n'est pas pour la tenter un terrain plus redoutable que la Magyarie.

Ce qui s'est passé avant-hier devrait pourtant nous éclairer sur ce qui se passe aujourd'hui. Il serait grand temps de nous apercevoir que les divers gouvernements qui se sont succédé à Budapest depuis huit mois ont tous été complices les uns des autres, et qu'ils ont eu le constant désir, hélas ! trop exaucé, de bafouer l'Entente. Notre méconnaissance des hommes et des choses de Hongrie et notre persistance à ne la point vouloir dissiper, les y ont merveilleusement aidés. Nous avons commencé à ne pas comprendre dès avant l'armistice. Lorsque la Hongrie vit approcher la débâcle, elle appela au pouvoir le comte Michel Karolyi. Ce gentilhomme ruiné, violent et sournois, qui avait été réduit et autorisé à vendre son majorat, et qui ne jouissait que d'une médiocre estime

au sein même de sa famille, passait pour avoir plus d'un tour dans son sac. Quand on se jette dans une politique d'aventures, il n'y a rien de tel pour la diriger qu'un aventurier. Aussi espéra-t-on vivement à Budapest obtenir, grâce à lui, la bienveillance des Alliés. Et ma foi cela faillit ne point trop mal réussir. Quelques-uns de nos plus fins libres esprits, qui avaient naguère accueilli M. Protopopoff comme l'apôtre de la liberté russe peu de temps avant que celui-ci ne se plût à évoquer l'âme de Raspoutine dans le pied d'une table d'acajou, crurent avoir découvert en Michel Karolyi l'espoir des temps nouveaux et l'allié sincère de la France.

Il était joli l'espoir ! Il était solide l'ami !

* * *

En 1914, Karolyi obtint de nous la permission de se rendre en Amérique puis de retourner en Hongrie. Au lieu de l'interner,

nous lui accordâmes toutes les autorisations nécessaires. Que voulez-vous, il prononce si bien les mots « démocratie, république, classe ouvrière, libération des masses. » Ce sont des choses auxquelles on ne résiste pas. Pour un peu, on aurait voté pour lui. Aussitôt de retour dans son pays il appuie, de tout son pouvoir, l'emprunt de guerre et il s'engage comme volontaire sous le commandement allemand. Voilà pour l'ami. En mars 1914, il proclame dans un discours retentissant que le courant républicain, si on le favorise, mènera la Hongrie à sa perte, et il soutient avec violence la loi électorale de Varsonyi, qui doit assurer à l'autocratie magyare un regain de vigueur. Voilà pour l'espoir des temps nouveaux. Entre temps, le comte Karolyi se rendait en Suisse où il essayait de séduire notre ambassadeur, M. Beau, en esquissant autour de lui la danse du démocrate incompris, — ce qui ne l'empêchait point de correspondre direc-

tement de Berne avec Berlin et Moscou, et de se faire initier aux premiers principes du bolchevisme par des défaitistes slaves en villégiature.

Quel a été, pendant son passage au pouvoir, le dessein de Michel Karolyi ? Au premier abord, il apparaît assez trouble et l'on n'aperçoit pas exactement quelle partie il lia avec le bolchevisme hongrois et le bolchevisme russe. Mais si l'on y regarde de plus près, le mystère ne tarde pas à s'éclaircir. Pour démêler les intrigues d'ailleurs assez ingénieuses de Karolyi, il faut se rendre compte que le bolchevisme hongrois a servi de rendez-vous, d'une part, à quelques bandits, tels que Bela Kun et ses amis, qui y trouvaient l'occasion d'une aventure lucrative, mais surtout aux nationalistes magyars les plus forcenés, qui, se voyant perdus, espéraient encore, à la faveur du désordre, reconquérir quelque chose de leur prestige et de leur autorité. Les Allemands eux-mêmes l'ont avoué,

En avril dernier, le *Berliner Tageblatt* écrivait : « Les bolchevistes hongrois sont en grande partie de bouillants nationalistes. » Le comte Karolyi fut en liaison quotidienne avec leurs chefs. Dans quel but ?

Voici. Il n'est pas douteux que son plan fut de « bolcheviser » les populations non magyares de la Hongrie. Ses agents pullulaient en Transylvanie et y répandaient des tracts et des pamphlets d'une grande violence révolutionnaire. J'en ai eu de nombreux exemplaires entre les mains, dont plusieurs étaient revêtus de cachets officiels du gouvernement.

Karolyi comptait provoquer des mouvements insurrectionnels parmi les populations allogènes de la Hongrie — Roumains, Croates ou Slovaques — et il ne désespérait pas que les Alliés, inquiets de ces troubles, ne lui donnassent mandat de rétablir l'ordre, ce qui eût permis à la Hongrie de sévir avec rigueur contre les

éléments non-magyars du royaume et de les replacer sous son abominable despotisme. Mais Karolyi ne limita pas l'incendie. Toute cette action souterraine l'avait amené non seulement à accepter mais encore à rechercher la collaboration de Bela Kun et de ses amis. Ceux-ci profitèrent de cet appui tacite pour leur propre compte, et le bolchevisme, qui devait soulever les populations non magyares, se déchaîna chez les Magyars. Dépassé par les événements, dupé par ses adversaires dont il avait fait ses complices, Michel Karolyi n'eut que le temps de passer la main. C'est ce qu'il fit subitement le 22 mars. On ne comprit point ce geste brusque. Les raisons que je viens d'exposer l'expliquent logiquement. Il ne semble point douteux, par ailleurs, que Michel Karolyi prévint Moscou de son désistement en temps utile, car ce même 22 mars, dans la partie de la Bessarabie la plus voisine de la Hongrie — district de Hotin — une sanglante émeute

bolcheviste éclatait, soulevée par les comités de Lénine et de Trotsky. Nous étions joués.

* * *

Il m'a paru intéressant d'exposer avec quelque développement les événements du printemps dernier, car ils devraient nous mettre en garde contre ceux qui se passent aujourd'hui.

Si la complicité de Karolyi et de Bela Kun est certaine, celle de Bela Kun et du gouvernement actuel est probable. Néanmoins nous commençons déjà à prodiguer au nouveau régime nos plus aimables sourires. Si cela continue, nous finirons par n'en plus avoir.

Les Roumains ont passé outre aux conseils de l'Entente et ils sont entrés à Budapest. Ils ont eu raison. Les décisions intempestives que la Conférence a infligées à deux reprises aux Tchèques et aux Roumains leur ont coûté plusieurs centaines

d'existences humaines. Cela suffit. Le bolchevisme hongrois jugulé sera pour le bolchevisme russe une leçon efficace. Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que les Alliés se décident à imposer leurs volontés non plus à leurs amis, ce qui est moins difficile, mais à leurs ennemis, ce qui est plus noble et plus juste.

Il faut que les Magyars soient désarmés, jusqu'au dernier fusil, jusqu'à la dernière mitrailleuse — et qu'on se garde bien de leur accorder la faculté de conserver deux ou trois divisions, qui, chargées de rétablir l'ordre, s'empresseraient d'organiser le désordre. Rien n'est si hongrois que cela. Il faut aussi qu'on laisse toute liberté aux Roumains de reprendre le matériel, les canons, les armes et surtout les wagons et les locomotives qui leur ont été volés et dont nous n'avions ni prévu ni exigé la restitution. Il ont été les reconquérir aux prix de leur sang. C'est bien le moins que nous leur reconnaissons le bénéfice d'une

victoire dont nous profiterons nous aussi grandement, pourvu que nous n'en arrêtons pas les conséquences. Nous n'avons aucune raison de ménager les Magyars. Il semble singulier qu'au moment où l'on règle les comptes et où l'on établit les culpabilités, nous paraissions oublier que la Hongrie est, après la Prusse, la nation la plus directement responsable de la guerre.

Jeudi 24 juillet 1919.

LA DIPLOMATIE
ET LA VIE DES PEUPLES

L'un des facteurs essentiels de la paix en Orient est assurément l'union fortement établie de la Roumanie et de la Serbie, qui à elles deux représentent environ 28.000.000 d'habitants. Puisse la Conférence avoir apporté à ce problème une profonde attention et parvenir à placer les Roumains et les Serbes à l'égard les uns des autres dans des conditions d'entente solide et durable ! L'équilibre de l'Europe orientale en dépend. On prétend que M. Lloyd George aurait dit : « Si nous pouvons maîtriser l'Allemagne, je me soucie

peu de l'Orient ». Ce serait une parole absurde.

- Il est fort évident, en effet, que l'on ne maîtrisera l'Allemagne que si la route de l'Orient lui est fermée — et il ne saurait en être ainsi que si la Pologne, la Roumanie et la Serbie opposent à son effort d'expansion vers l'Est une barrière résistante et continue. L'alliance des deux nations serbe et roumaine ayant réalisé leur unité, constitue pour nous la garantie de sécurité et d'influence la plus précieuse que nous puissions avoir ; leur désaccord serait pour tous les Alliés, mais surtout pour la France, l'occasion d'inquiétudes et de dangers continuels. Or, il ne sert à rien de le dissimuler, ce désaccord existe déjà et il peut s'aggraver avec une rapidité que l'on ne soupçonne pas. Quelle en est la cause ? Le partage du Banat entre les deux royaumes.

— Mais non, mon cher, me disait il y a peu de jours un esprit fort, vous ne voudriez tout de même pas qu'il y ait la guerre

entre ces deux pays à propos d'une province dont je ne savais même pas le nom il y a quatre ans!

Admirable argument qu'accueillerait à peine un vaudevilliste. C'est cependant pour des raisons dont celle-ci n'est que la caricature que la question du Banat a été reléguée au second plan.

* * *

Nous avons connu pendant la guerre la redoutable espèce des stratèges de couloir; nous sommes maintenant en présence d'une catégorie non moins dangereuse, celles des diplomates en chambre. Ce ne sont certainement pas des gens de mauvaise volonté. Bien au contraire. Ils mettent à découper la carte en petits morceaux et à la reconstituer à leur idée une ardeur inexprimable. La paix est pour eux l'occasion de se livrer à une sorte de jeu de puzzle d'un intérêt supérieur. Ajoutez à cela qu'ils ont

une érudition effrayante. Ils possèdent des connaissances statistiques à rendre jaloux le vicomte d'Avenel et ils ne nous font pas grâce de dix Ruthènes par-ci et de douze Magyars par-là. D'après toutes ces précisions, ils tranchent et décident. Et ils ont, en outre, de la conscience, du patriotisme, de l'impartialité, du dévouement, enfin tout ce qui se fait de mieux comme grands sentiments. Il ne leur manque rien sinon le sens de la vie — de la vie des peuples dont ils sont chargés de fixer les destinées. Ils font songer à ces théoriciens admirables qui, sur une planche anatomique, vous démontrent avec maîtrise les possibilités de telle opération, mais qui font régulièrement crever leur malade dès qu'ils s'avisent de travailler sur le vif. Il est vrai qu'il est moins périlleux de travailler sur un pays, surtout lorsqu'il est lointain. Au moins s'il survient de petits ennuis, la famille ne réclame pas.

Tandis que tout s'est transformé, la di-

plomatie est demeurée la même aussi bien dans ses conceptions que dans ses moyens d'exécution.

Tout a évolué. L'armée elle-même, comme l'on dit, s'est mise à la page, et grâce à un merveilleux instinct d'adaptation elle a fait la guerre avec des méthodes nouvelles qui nous ont valu la victoire. Les grands plénipotentiaires de Versailles, eux, semblent faire la paix avec des méthodes anciennes.

Ils s'imaginent les avoir modernisées parce qu'ils ont souvent renoncé à la bonne grâce des manières et à la politesse du langage. Tel d'entre eux répond : « Je m'en f... », là où M. de Talleyrand répondait : « Ceci ne saurait concerner ni l'honneur de mon maître, ni l'intérêt de mon pays ». Et M. Wilson en nous confiant, au moment de partir, à la protection divine — ce qui était excessivement aimable de sa part — a eu, à la redingote et aux lunettes près, un petit air tout aussi « droit divin »

que Louis XVIII lors du Congrès de Vérone.

* * *

Il eût été pourtant logique qu'à la guerre des nations correspondît la paix des nations. Il n'est plus question sans doute de rivalité de trônes, de susceptibilités impériales, de raisons dynastiques et d'alliances princières. C'est fort bien. Mais les frontières que l'on a tracées ont-elles été pour cela dessinées avec moins d'arbitraire? S'est-on préoccupé avant de les établir de l'avis des intéressés? S'est-on soucié de la situation que l'on imposait aux populations ainsi divisées et des difficultés parfois insurmontables qu'on leur créait dans leur existence de chaque jour? Il est fort à craindre que non — et cette crainte devient certitude lorsqu'on examine de près la question du Banat, non plus dans un bureau du quai d'Orsay, mais sur place — sur la matière vivante.

Cen'est plus un secret que la Conférence a divisé le Banat entre la Roumanie et la Serbie, d'après une ligne qui passe — que l'on me pardonne ces gros mots — par Biserica-Alba, Vershets et Kikinda. Cette solution a peut-être enchanté les plénipotentiaires lorsqu'elle leur a été proposée sur le tapis vert de Versailles. Mais tous ceux d'entre nous qui ont vécu dans ces régions, qui en ont parcouru les routes et descendu les rivières savent parfaitement qu'elle n'est que théorique et qu'elle ne saurait avoir une réalisation durable. Et il ne faudra pas plus en vouloir aux Roumains qu'aux Serbes. Ce ne sera point leur faute, mais bien celle de la Conférence, qui s'est complu — pour obéir à des principes chimériques et à des considérations sentimentales — à vouloir partager l'indivisible. Dieu avait pris des décisions avant M. Wilson — qui ne saurait d'ailleurs s'en formaliser puisque dans l'ordre chronologique Dieu vient le premier.

La ligne qui, dit-on, partagera le Banat est parfaitement arbitraire ; elle suit une plaine sans aucun accident de terrain et elle isole les unes des autres des régions, qui, par leur production, sont indispensables les unes aux autres. Quel sera l'avenir des plaines de blé du Torontal, que l'on attribue à la Serbie, sans le charbon et le fer de la région montagneuse de Carach-Severin, qui resterait à la Roumanie ? C'est stériliser du coup toute la richesse du pays. Le Banat est une sorte de quadrilatère dont trois côtés sont formés par les eaux du Danube, de la Theiss et du Muresch, et le quatrième par les Carpathes transylvanes. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour s'apercevoir que ce pays-là ne peut être divisé entre deux nations, sans que ces deux nations aient toutes les chances du monde d'en venir aux mains.

Mais, me direz-vous, il suffira pour que tout soit pour le mieux dans le meilleur des Orient, que les Serbes de la plaine

fournissent leur pain aux Roumains de la montagne et que les Roumains de la montagne offrent leur force motrice aux Serbes de la plaine. Mais c'est présupposer un accord que vous rendez précisément impossible par une frontière qui d'un trait de plume — car cette frontière-là ne sera jamais qu'un trait de plume — anéantit la vie économique de tout le pays. La partie roumaine privée du libre accès à la Theiss et au Danube demeure « embouteillée », et la partie serbe sans fer et sans charbon perd ses meilleures chances de prospérité. Les canaux et les chemins de fer, qui ont été faits non point d'après les volontés de la Conférence mais d'après celles de la nature, sont également coupés en deux et deviennent inutilisables.

Elle ne servira plus à grand' chose la voie ferrée de Temesvar à Baziash, non plus que le canal de Bega. Et tout cela c'est la vie de chaque jour rendue impossible. Car il n'y a pas que les routes et les canaux ; il y

a ceux qui y circulent — et qui n'admettent point ces contraintes ; — il y a ceux qui veulent manger, agir, s'enrichir, vivre enfin, et qui entendent pour cela profiter de ce que la nature met à leur portée. Il y a la Vie qui est plus maligne et plus forte que tous les diplomates du monde, qui réclame ses droits, et qui lorsqu'on ne les lui donne pas les exige et au besoin les prend. Voilà ce dont il eût fallu avant tout se persuader et tenir compte.

D'ailleurs, pour être assuré que le partage du Banat est une erreur évidente, il suffit de constater qu'à travers l'histoire le Banat n'a jamais appartenu à plusieurs pays à la fois. J'imagine que ce n'est pas absolument par hasard et qu'il y a à cela des raisons économiques dont l'importance devient chaque jour plus considérable.

* * *

Alors pourquoi ce partage ? Oui, je sais

qu'il y a le principe des nationalités. Mais, d'une part, sous peine de tomber dans l'absurde, il ne peut avoir qu'une application relative, et de l'autre, s'il y a 250.000 Serbes dans le Torontal au nord du Danube, il y a 300.000 Roumains au sud, dans la vallée du Timok — ce qui établit une sorte de compensation.

Est-ce à dire qu'il ne fallait point tenir compte des légitimes ambitions de la Serbie, et qu'on devait les sacrifier tout uniment aux revendications de la Roumanie ? Non, certes. Mais il semble qu'on aurait pu envisager et étudier d'autres façons de résoudre le problème au lieu de s'arrêter aussi facilement à une solution grosse de malentendus immédiats et de conflits éventuels. Il est vrai qu'il aurait fallu pour cela faire quelque peine à la Bulgarie. Pour ma part, je n'y aurais vu aucun inconvénient, car il est assez bizarre de constater que les deux seules petites puissances qui n'ont pas eu à se plaindre de l'Entente, sont la

Hongrie et la Bulgarie. Il semble donc qu'on aurait pu enlever à la Bulgarie, pour le donner à la Serbie, le riche département de Vidin qui, ethniquement, n'est pas bulgare — et si on l'eût jugé nécessaire, restituer à la Bulgarie la partie du quadrilatère qui, ethniquement, n'est pas roumaine. La justice et le fameux principe des nationalités y eussent à la fois trouvé leur compte. Ainsi le Danube serait redevenu la frontière naturelle de la Serbie et de la Roumanie. Je sais bien que les fleuves ne sont plus des séparations à la mode, et que, comme frontière, cela ne se porte plus beaucoup. La balistique moderne rend le fossé inutile. Mais c'est une singulière façon de considérer les choses. Car enfin, les frontières n'existent pas qu'en temps de guerre, qui est tout de même un état exceptionnel; elles existent aussi et surtout en temps de paix, et c'est même, fort souvent, parce que les frontières ont été mal établies que les guerres éclatent.

Il ne restait plus qu'à mettre la Serbie et sa capitale à l'abri du canon roumain. On aurait pu facilement y parvenir en internationalisant toute la zone nécessaire au nord du Danube, et en accordant aux populations serbes du Banat toutes les autonomies municipales, scolaires et autres. La Société des nations aurait pu avoir le contrôle de cette organisation. C'eût été pour elle une jolie occasion de faire ses débuts.

Au lieu d'examiner des combinaisons de ce genre, faites de concessions réciproques, la Conférence a préféré trancher et tailler, en se contentant de communiquer ses décisions aux intéressés qui furent à peine consultés. Puisse-t-elle ne pas avoir à se repentir de cette méthode !

Pour ma part, je revois toujours les collines rondes de la Dobroudja, le mur de Trajan à l'abri duquel nous avons creusé nos tranchées, les champs de maïs et de tournesol, et le rivage de la mer Noire où



le blé pousse jusqu'au bord des vagues, et les rives du Danube, dont le sable est aussi jaune que le flot. Oui, je revois ces paysages jonchés des uniformes bleus et verts des Roumains et des Serbes, tombés côte à côte, face au même ennemi, héros et victimes du même idéal. Et je songe avec douleur et avec colère que l'on a peut-être préparé le jour où les mêmes uniformes couvriront une autre terre, non plus cette fois mêlés les uns aux autres, mais sur la ligne de feu de deux armées ennemies et fratricides.

Vendredi 8 août 1919.

LA
RÉVOLUTION CINÉMATOGRAPHIQUE
DE BUDAPEST

A peine Bela Kun a-t-il eu le loisir d'arriver dans son camp de concentration et d'y défaire ses malles, que le nouveau gouvernement magyar, auquel je consacrais hier un article bienveillant — il était temps — vient déjà de disparaître. Le tout en trois jours. Les Hongrois ont toujours eu la prétention d'être dans le mouvement. Ils y sont diablement ! Napoléon I^{er} disait — et il pouvait le dire avec quelque expérience — que « dans les révolutions, il y a deux sortes de gens : ceux qui les font et ceux qui en profitent ». Budapest a changé

tout cela. Ceux qui chassent du pouvoir les dirigeants sont eux-mêmes congédiés avec une telle rapidité qu'ils ont tout juste le temps d'aller rejoindre à la gare les expulsés de la veille et de faire route avec eux, ce qui leur permet de causer ensemble et d'être d'accord. Ce sont des révolutions pour cinématographe. Nous verrons ce qu'elles donneront.

Celle qui nous occupe — étant donné que nous n'avons aucune raison de regretter M. Piedl et ses amis — n'est pas dépourvue d'une certaine gaieté.

Il était avant-hier, six heures du soir, les nouveaux ministres étaient en train de goûter les délices d'une première réunion, et de considérer l'avenir avec cet optimisme particulier aux gouvernements frais émoulus, et qui fait du pire démagogue une sorte de réactionnaire, lorsqu'un huissier vient dire à M. Peidl :

— Monsieur le Président, ce sont les gendarmes...

M. Peidl songea que c'était bien tôt.

Ajoutez à cela — je veux dire à ces gendarmes — la présence du général Schnetzer, inspecteur supérieur de la police, et vous comprendrez l'émotion dans laquelle se trouva précipité le ministre social-démocrate de M. Peidl. Ce ministre, après une délibération d'une extrême brièveté, décida de se retirer. Il signa préalablement un procès-verbal. Ce fut une petite satisfaction d'amour-propre. En s'en allant, M. Garbái, le ministre de l'instruction publique, qui a des lettres, dut songer que les apophtegmes les plus usagés de la politique avaient perdu toute espèce de sens. En effet, on avait coutume jusqu'à ce jour de s'accorder sur ce point, « que les gouvernements ne comptent que lorsqu'ils ont des gendarmes ». Il est maintenant avéré qu'en Hongrie les gouvernements n'existent qu'à condition de n'en pas avoir.

Il convient d'ailleurs d'ajouter que le gendarme hongrois — je le connais — est

un personnage redoutable. Il n'a rien de bon enfant. Il arrête quelquefois, mais il cogne toujours. Les Serbes et les Roumains ont eu assez à souffrir de sa cruauté. Il n'obéit qu'à son instinct brutal, et avec lui le brigadier n'a jamais raison. Il faudra nous méfier du gendarme hongrois.

En même temps que M. Peidl et ses amis abandonnaient leurs portefeuilles, un nouveau ministère se constituait sous les « auspices » — auspices est d'une charmante discrétion — de l'ex-archiduc Joseph qui lance le titre inédit de « gouverneur de l'Etat ». Cette nouvelle formule de l'autorité est destinée à rassurer les uns et à ne pas inquiéter les autres. Au début de la révolution, l'ex-archiduc Joseph — qui paraît avoir un sens très développé de l'opportunisme — s'empressa de reconnaître le régime républicain et de renoncer pour lui et son fils aîné à tous ses droits et privilèges d'archiduc et de membre de la famille impériale et royale. Néanmoins

le manifeste que promulgua hier le prince est signé « archiduc feld-maréchal Joseph ». Cela fait tout de même mieux sur une carte de visite, et le nouveau chef du pouvoir magyar semble vouloir en mettre beaucoup. Il veut, en effet, un ministère de coalition. Il a choisi pour président du nouveau cabinet un bourgeois, M. Frédéric — qui devient « ministre-président ». M. Frédéric est un nom qui n'éveille jusqu'à présent aucune susceptibilité.

Dans le ministère, un médecin a pris le portefeuille de l'hygiène — ce qui est bien dangereux. Les généraux Schnetzer et Tanazos sont chargés, le premier du portefeuille de la guerre, le second de celui des affaires étrangères. On attend l'avis du parti paysan et on le redoute ; car, en Hongrie comme partout ailleurs, les paysans représentent le bon sens.

Cette révolution, somme toute assez pittoresque, n'a pas coûté une goutte de sang. Elle n'a pas eu un seul cadavre à

promener dans les rues. Il paraît d'ailleurs que cela est démodé. Espérons que cette bénignité aura des lendemains.

Que devons-nous attendre de l'archiduc Joseph ? Je l'ignore. Pour l'instant, nous nous contentons de savoir qu'il appartient à la branche de Toscane de la Maison des Habsbourg, — ce qui est une atténuation. Nous avons également à inscrire à son actif qu'il a subi un échec retentissant en août 1915 dans le secteur de Lublin, où il commandait les troupes.

L'archiduc s'est mis en rapport avec les représentants militaires des Alliés. C'est fort aimable de sa part. Mais ces gracieusetés ne doivent pas nous priver de quelque méfiance. Tout ce qui vient de se passer à Budapest confirme ce que j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de dire ici même, à savoir que le bolchevisme hongrois n'est que le masque du nationalisme magyar.

Il est indispensable que les représentants des Alliés laissent largement profiter les

Roumains de leur victoire, dont la révolution d'hier n'atténue en rien l'importance salubre. Il est indispensable qu'ils obligent la Hongrie à remplir les clauses du nouvel armistice qui ne peuvent paraître exagérées qu'à ceux-là seulement qui ignorent que la Roumanie n'exerce pas de représailles, mais effectue simplement les reprises du matériel, des armes, du bétail et de l'argent dont elle a été abominablement dépouillée par les Hongrois lors de sa défaite.

Attendons ce Joseph, ce Frédéric, et leurs gendarmes, à leurs actes. Ils sont Magyars, donc ennemis résolus et traditionnels de la France. Cela doit suffire à leur valoir notre suspicion et, s'il y a lieu, notre rigueur.

Mardi 12 août 1919.

LA GRANDE COMPLICE

Nous sommes, à la veille, sans doute, de régler nos comptes avec la Hongrie. Ils menacent d'être terribles, et les événements qui se passent à Budapest depuis quelques jours ne doivent en aucune manière nous faire négliger leur rigoureux établissement. M. Louis Barthou, avec une logique et une puissance admirables, vient, dans son rapport sur la Paix, de mettre en plein relief l'effroyable responsabilité de l'Allemagne. Il est fort probable que celle de la Hongrie, ou pour parler plus exactement du magyarisme, n'est pas moins lourde ; elle est seulement plus ignorée. Je

voudrais m'efforcer de la mettre en lumière.

Il faut avoir vécu pendant la guerre en face du Magyar pour pouvoir apprécier l'effrayante analogie — analogie de tempérament et de culture — qu'il présente avec le Prussien. Un officier autrichien prisonnier, et fort intelligent — il y en a, — m'a dit un jour, à propos des Hongrois, qu'il paraissait haïr : « On saura plus tard que la guerre leur était nécessaire, qu'ils étaient perdus sans elle et qu'ils ont tout fait pour qu'elle éclatât. On comprendra également qu'ils l'ont faite à la fois contre les Alliés, contre les Slaves de l'Empire et contre l'Autriche. On s'apercevra enfin qu'après Guillaume II, l'Européen le plus directement responsable du grand carnage, c'est certainement le comte Tisza ».

Ces quelques paroles, qui peuvent paraître un peu obscures au premier abord, contiennent toute la vérité sur le rôle de la Hongrie dans le conflit mondial.

* * *

L'union complète, absolue, de Pesth et de Berlin, faite de convoitises, de haine et de complicité, est ancienne. C'est à Sadowa que la Hongrie doit le dualisme, qui est l'origine de toutes ses ambitions et de toutes ses intrigues. Elle ne l'a jamais oublié. Depuis 1866, elle fait le guet pour le compte de l'Allemagne dans l'Empire des Habsbourg ; dès qu'elle voit un mauvais coup à faire, un homme à abattre, ou un idéal à étouffer, c'est elle qui le signale. Bismarck, qui manquait de légèreté dans ses propos, disait : « L'Autriche est une vache qu'il faut mettre au vert dans les Balkans. Quand elle sera à point, nous la mangerons ». Le chancelier ne parlait pas de la Hongrie — et pour cause, — car c'était elle qui était chargée de surveiller la vache — et qui comptait bien, le jour venu, en prélever un quartier.

Il est fort curieux de remarquer que si

la Hongrie, depuis cinquante ans, a eu de nombreux démêlés avec l'Autriche, elle n'en a eu aucun avec l'Allemagne. Elle n'a jamais cessé un seul jour de suivre avec zèle et ténacité la politique pangermaniste et d'obéir à toutes les suggestions de la Prusse — qui lui sert de modèle. Son rêve a toujours été d'être à l'Autriche ce que la Prusse est à l'Allemagne. Sa politique a toujours eu pour but d'opprimer avec un acharnement croissant les populations allogènes. Ses huit millions d'habitants parvinrent à maintenir dans la servitude la plus dure quatre millions de Roumains, trois millions de Croates, deux millions de Slovaques, deux millions de juifs et cinq cent mille Ruthènes. C'était un peu exagéré, même pour un temps où M. Wilson n'était pas encore prophète. Le résultat de cette tyrannie fut d'exaspérer chez les peuples asservis le sentiment national. Leur irrédentisme — auquel les avantages obtenus en 1913 par la Serbie et la Roumanie

à la paix de Bucarest apporta un regain de vigueur — devenait pour la Hongrie un danger redoutable. D'autre part, celle-ci avait encore à craindre que l'Autriche, sous l'influence de François-Ferdinand, n'inclinât vers un fédéralisme bienveillant à l'égard des Slaves et des Latins de l'Empire qui eût marqué la fin de l'hégémonie hongroise. Nul n'ignorait à Pesth que l'archiduc se plaisait à dire : « Grattez le Magyar, vous trouverez tout de suite le Mongol ». Révolte des populations slaves et latines, avènement d'une grande Autriche fédéraliste et libérale, telle était la tenaille dans laquelle la Hongrie menaçait de se trouver prise. Elle estima n'avoir qu'une façon d'y échapper : la guerre, et elle la voulut avec autant de passion que la Prusse. Pesth et Berlin arrêtèrent l'heure et les conditions du grand crime par-dessus les palais mornes et solennels de Vienne. Guillaume demanda : « Vous y êtes ? » Tisza répondit : « J'y suis ». Et les bataillons se

mirent en marche, et tirèrent de son sommeil le malheureux François-Joseph, qui, loin d'être le brillant second, ne fut que le lamentable troisième.

Le véritable complice du Kaiser, ce fut le comte Etienne Tisza, président du Conseil de Hongrie, homme d'Etat diplomate et bourreau — bourreau de toute liberté et de tout idéal — qui, le 1^{er} novembre 1918, tombait sous les coups d'un assassin justicier. Personnage certes de grande envergure, ambitieux et sournois, intègre et corrupteur, dépourvu de toute sensibilité à un point effrayant, tempérament à la fois ardent et glacé, il eut la force et la faiblesse des hommes qui n'ont d'autre inspiration que celle de leur orgueil. Calviniste desséché, il était tout « fagots ». Sa violence se doublait de prudence et ne s'en tempérerait pas. Il trouvait la fumée plus sûre que la flamme; il préférerait étouffer que brûler. Il s'acharna pendant quarante ans à poursuivre pratiquement des conceptions qui

n'eussent été réalisables qu'au moyen âge. Malgré une grande dépense d'énergie et de talent, il n'y parvint pas. Alors il s'irrita et glissa de la sécheresse à la brutalité et de l'erreur au crime. Mais l'échec ne le décourageait pas. Il l'estimait provisoire et continuait à se croire près des sommets dans le même temps qu'il roulait dans les bas-fonds. En dépit de toute son intelligence, il était incapable de mettre chaque chose à son plan et de donner aux événements leur valeur humaine. Susceptible, malgré son astuce, de puérilité, il s'indignait d'un manque d'étiquette mais non point d'un manque de parole. Il admirait l'Allemagne pour sa puissance, mais il la méprisait parce que c'est une puissance de parvenus. Dévoré par une étonnante vanité héraldique, sa chimère ne lui faisait pas négliger les exigences de la partie engagée. Il voulait tout concilier et il essaya de faire de son blason un échiquier. Il y plaça toutes les pièces d'une ambition anachro-

nique. Mais le Roi est pris, la Reine file et la Tour s'écroule. Sa fureur grandit, s'exaspère. C'est en vain. Ses licornes sont édentées, ses lions accoteurs n'ont pas de griffes et son rêve impérieux, terrible et enfantin, s'écroule sur fond de sang.

Tisza vit venir la mort avec hauteur et politesse. C'était une grande dame qu'il pouvait recevoir. Il comprit qu'il succombait non par la vengeance d'un homme mais par l'arrêt de tout un peuple. Il ne laissa pas échapper un seul mot de regret ou de repentir. Il devait payer, il paya. En lui expirait l'idéal de l'Autocratie frappé par l'idéal de la Liberté.

* * *

Tisza voulait la guerre, certaine et immédiate. Pendant tout le printemps de 1914, il reste en contact permanent et direct avec Guillaume. A plusieurs reprises brusquement il expédie au Kaiser à motocyclette un messenger urgent et confidentiel. Le

motif : discussion du *casus belli* à choisir. On le cherche, on ne le trouve pas. Le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Serajevo. On démêlera peut-être quelque jour la participation du magyarrisme à ce meurtre. Le voilà le prétexte. On ne le lâchera pas. Il paraît certain qu'à Berlin un fort parti, à l'avis duquel les grands financiers se rangèrent, eût préféré attendre le printemps de 1915. Cela ne fait point l'affaire de Tisza. Si la Prusse a le moyen d'attendre, la Hongrie ne l'a pas. Tisza n'a plus qu'une pensée, l'ultimatum. Il charge de sa rédaction un homme de confiance, M. Musulin, alors fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, et depuis lors, pour sa récompense, nommé ministre d'Autriche-Hongrie à Berne. Tisza a indiqué à son commis tous les points du document. Mais lorsque Musulin le lui apporte, il entre dans une affreuse colère.

« C'est fade, c'est trop long, cela ne mord pas. Il faut que cela morde ».

Et il déchire le papier. Nouvelle rédaction de Musulin. C'est mieux ; il y a des progrès ; l'élève profite. Mais le temps presse. Alors Tisza reprend l'ultimatum ; il coupe, aiguise, aggrave et finalement il rédige lui-même le texte complet, en ne conservant que quelques fragments de son premier auteur. On peut donc dire que l'ultimatum est l'œuvre du comte Tisza. Il l'a nié à plusieurs reprises. Néanmoins, le 8 juillet 1914, dans un rapport qu'il adressa à François-Joseph alors à Ischl, il disait textuellement : « Je suis prêt à prendre sur moi la responsabilité de toutes les conséquences d'une guerre devenue nécessaire, au cas d'un refus éventuel de la Serbie à nos justes demandes. » On sait, par ailleurs, quel soin prit Tisza de rendre, par avance, inefficaces toutes les interventions conciliantes qui pouvaient se produire et ajourner le conflit.

Le 5 juillet, à la réunion de Potsdam où la guerre fut effectivement décidée, le rôle

de Tisza est prépondérant. Il a eu soin de choisir lui-même — ce qui ne se fit point sans lutte — les délégués de l'Autriche-Hongrie à la conférence : l'archiduc Frédéric, le comte Berchtold, le général Conrad de Hœtzendorf et Tisza en personne. L'Empereur estimait Hœtzendorf trop intransigeant en faveur de l'action immédiate pour pouvoir discuter librement. Tisza l'impose. Pendant la délibération, le grand Magyar parle sans cesse, intervient, démontre, impose. Le Kaiser est ravi de la force de sa dialectique. C'est décidément son compère — et le lendemain le kronprinz par un billet affectueux le remercie au nom de l'Allemagne, de la civilisation et de ses petits camarades. C'en est fait. Le crime est décidé. L'Empereur frise sa moustache, Tisza se frotte les mains. Quelle minute tragique ! Certains complices en frémissent. Berchtold un instant à l'impudence, en sortant, d'avoir quelques scrupules et dit :

— Alors, c'est la guerre ?

— Mais oui, répond Tisza, et pour demain.

Et Berchtold :

— Espérons que tout ira bien, mais c'est tout de même terrible la guerre.

— Mon cher, la guerre nous est nécessaire, et quelque chose qui est nécessaire n'est jamais terrible.

Il y a dans cette phrase toute la politique de Tisza.

Le 22 octobre 1918, à la Chambre hongroise, alors que son rêve s'effondrait, le comte Tisza essaya bien de diminuer l'importance de son rôle et la responsabilité de son pays. Il fut écouté dans un silence glacial. Ses compatriotes eux-mêmes ne pouvaient oublier que deux ans auparavant, le 5 septembre 1916, en plein Parlement, il avait avoué la préméditation. Ce jour-là, le député Szmrecsanyi — un nom qu'il vaut mieux écrire que prononcer — interpella violemment le gouvernement —

cela arrive aussi chez les autres — en lui reprochant d'avoir laissé envahir la Transylvanie par les Roumains, faisant preuve ainsi d'autant d'imprévoyance qu'au début de la guerre où les troupes austro-hongroises avaient été battues par les Serbes. Tisza répondit qu'à ce moment il avait été impossible d'agir utilement en Serbie, la mobilisation n'étant pas encore terminée. A quoi Szmrecsany répliqua :

— Vous saviez quatre semaines à l'avance que la monarchie déclarerait la guerre à la Serbie.

Tisza éluda, mais ne répondit pas. Il avait avoué.

* * *

Cette préméditation éclate dans tous les actes de Tisza. Il semble même qu'il n'ait pas tenu à la garder secrète et qu'il ait intéressé ouvertement à ses projets des diplomates, des financiers et des militaires. Certains faits, à peu près inconnus, je

crois, mettent en évidence toute cette activité. Le 26 juin 1914, jour des obsèques de l'archiduc François-Ferdinand, M. Nicolas Flondor, ancien secrétaire d'Etat pour la Bukovine, rencontra à Vienne le général de cavalerie Charles de Perztyansky, commandant militaire de Budapest, et ami personnel de Tisza. Comme M. Flondor était à la veille d'entreprendre un voyage en Hollande, il interrogea le général afin de connaître son sentiment sur les événements, et leurs conséquences possibles.

— La guerre contre la Serbie, répondit-il textuellement, est inévitable. Préparée depuis des mois jusque dans les moindres détails, ce ne sera qu'une simple promenade militaire. L'assassinat de l'archiduc nous fournit le prétexte désiré pour la déclaration de guerre. Si cet événement n'était pas survenu, nous nous serions servis d'un autre prétexte, comme, par exemple, celui du conflit dans la question des chemins de fer orientaux. Notre but

est de mettre fin aux menées panslavistes qui menacent l'existence même de l'Autriche ».

M. Nicolas Flondor fit alors observer au général de Perztyanski que la France, la Russie et peut-être même l'Angleterre ne laisseraient sans doute pas écraser la Serbie sans intervenir. Le général sourit avec toute la supériorité d'un militaire sur un civil et répondit :

— La Russie, dès le début d'une guerre qu'elle ferait pour venir en aide à la Serbie, serait menacée par une révolution en Ukraine, préparée soigneusement par nos agents qui fourmillent dans ce pays et qui paralyseraient l'action militaire de ce côté. Quant à la France, les partis socialistes n'admettraient jamais une intervention militaire dans une question concernant les Balkans. L'Angleterre ne dispose que d'une faible armée; elle n'est donc pas un adversaire sérieux. Pour sa flotte, elle serait tenue en échec par la flotte alle-

mande. Comme vous le voyez, en cas d'un conflit européen, l'Allemagne et nous avons toutes les chances de remporter une victoire qui donnerait à l'Autriche le port de Salonique, indispensable pour son commerce avec le Levant. L'Allemagne, elle, mettrait la main sur Anvers qui lui assurerait la domination de la mer du Nord. »

C'était le plan même de Tisza dénoncé par un de ses plus sinistres complices. Peu de temps après, le général de Perztyansky fut mis en disponibilité à la suite des abominables cruautés commises par son armée et sur son ordre dans la campagne de Serbie.

Tel fut le rôle formidable, peut-être décisif, du comte Tisza dans la déclaration de guerre. Le peuple magyar tout entier le suivit, d'un seul cœur, d'une seule haine. C'est ce que je m'efforcerai de démontrer dans mon prochain article.

Mercredi 27 août 1919.

NOS ENNEMIS LES HONGROIS

Le Conseil suprême ayant fort judicieusement manifesté sa défiance à l'égard de l'archiduc Joseph, celui-ci, avec beaucoup d'à-propos, a renoncé au pouvoir. Ce Habsbourg, malgré tout, avait eu la pensée de jouer un rôle démocratique. Il y avait là un personnage assez neuf à lancer. Pour se consoler, le prince démissionnaire devra se contenter de fredonner le refrain d'Offenbach :

Original, original,
Non, rien n'est plus original
Qu'un archiduc original.

Nous vivons dans un temps où l'origi-

nalité est permise à un président de syndicat, mais absolument interdite à un archiduc. Et l'on parle déjà, à Budapest, d'un gouvernement de coalition. Le mot inquiète. Quand on se coalise, c'est généralement contre quelqu'un. A la vérité, quel que soit l'homme ou le parti qui présidera aux destinées de la Transleithanie, les Alliés feront fort sagement de ne point se départir d'une méfiance attentive. Le peuple magyar tout entier a mérité la rigueur de cette surveillance, aussi bien par son rôle pendant la guerre que par le caractère même de sa race.

L'on peut dire que si l'Allemagne est responsable de la guerre, la Hongrie est responsable de la date à laquelle les hostilités ont éclaté. Cette responsabilité, le peuple hongrois tout entier la partage avec ses dirigeants. Les faits le prouvent. La guerre chez les Magyars fut tout de suite populaire. Le 27 juillet 1914, Budapest pavoise. Ce ne sont que musiques, que

kermesses, que rondes publiques. Un seul nom vole de taverne en taverne, de cortège en cortège : Tisza ! Les étudiants sont tous dans la rue et ne cessent de crier : « Vive Tisza ! » que pour hurler : « A bas la France ! » « Ce fut la fête de la jeunesse, s'attendrit un journal de Budapest, tous les amoureux étaient là ». C'est l'amour à la hongroise, l'amour botté. Aimable jeunesse ! Le 10 août 1914, le délire recommence. La ville tout entière accompagne à travers les rues et les boulevards, jusqu'au parc de Varosliget, le comte Tisza, sanglé dans une redingote luisante et tellement ému qu'il est obligé à plusieurs reprises d'essuyer ses lunettes. Las de saluer, il finit par tenir son chapeau sous son bras. Cet homme qui détestait la foule, — la foule c'est déjà de la liberté, — doit consentir à devenir son idole.

L'ultimatum de Tisza, voté à l'unanimité par le Conseil des ministres dans sa séance plénière du 19 juillet 1914, fut

accueilli par le peuple entier avec un immense enthousiasme. Le soir même, dans tous les cafés, au milieu d'un débordement de bière et d'injures, tandis que tous les orchestres de dames hongroises, qui n'étaient pas à Montmartre ou sur la Riviera, faisaient fureur, chacun se répétait avec ivresse les paroles mêmes que Tisza venait de prononcer à la sortie du Parlement : « La Serbie sera brisée ; la Roumanie, qui est à notre merci, se terrera. Nous gagnons ainsi vingt ou trente ans pendant lesquels nous réduirons au silence les Slaves ainsi que les Roumains qui forment la colonne vertébrale de l'agitation irrédentiste ».

Les Hongrois, à l'occasion de chaque emprunt de guerre, manifestent ouvertement leur fureur belliqueuse. Leur haine pour les Alliés se répand à tout propos en discours, affiches et libelles d'une incroyable violence diffamatoire. En 1915, on organise dans l'armée austro-hongroise un

service particulier de « tireurs d'officiers », chargés de « dégringoler » les chefs de section de nos alliés. Les Magyars se passionnent pour ce sport, et avec le concours de quelques Allemands de Styrie et du Tyrol, ils alimentent ce recrutement spécial. Dès les premiers jours, plus de mille jeunes Magyars — c'est l'*Az Ujsad* du 3 avril 1915 qui le déclare — se proposent pour cette besogne de choix.

Pendant toute la guerre, le soldat hongrois méprisa le soldat autrichien qu'il trouve doux et mélancolique. A chaque victoire allemande, les Magyars ne se sentaient pas de joie. A chaque défaite autrichienne, c'est tout juste s'ils ne souriaient pas. Ils ont souri souvent. Le désastre de la première expédition contre la Serbie sous le commandement du général Potiorek fut accueilli à Budapest avec moins de désespoir que d'ironie. On y surnomma le chef malheureux « le gendarme du vieux Guignol ». Le vieux Guignol dont on

tirait les ficelles, c'était François-Joseph. Mais tout allait bien puisqu'un Magyar succédait à Potiorek. Quant à ce dernier, on l'enferma tout bonnement dans un asile d'aliénés. C'est un « limogeage » à la hongroise. Les officiers impériaux, que l'on appelait les « Noir et Jaune », furent relégués à l'arrière. Désormais, l'état-major autrichien resta sans pouvoir et Allemands et Hongrois se partagèrent les situations et les commandements. Tout cela pour la plus grande gloire de la couronne de saint Etienne, que l'on invoquait à tout moment et que l'on devait bien gêner là-haut.

Le mot d'Autriche-Hongrie a toujours exaspéré le Magyar ; il aurait voulu signer le premier ou plutôt tout seul. A l'automne de 1915, le comte Tisza éprouva une joie sans mélange. La monarchie dualiste consentit à renoncer à l'aigle bicéphale autrichien, que l'on trouvait vraiment un peu trop plumé, et à le remplacer par des armoiries où le blason autrichien voisinait avec

le blason hongrois. C'était une victoire. Toute la Hongrie s'enthousiasma.

C'est que les Magyars ont en masse, je ne dirai pas l'orgueil, mais la vanité nationale. Ils se flattent de tout ce qu'ils ont et ils n'admettent point de ne pas tout avoir. Ils admirent pêle-mêle leurs magnats, le vin de Tokay, Arpad, leurs femmes, les chevaux de Babolna, Kossuth, leurs violonistes et leurs professeurs. Ils estiment très sérieusement que la culture magyare est supérieure à toutes les autres, même à la germanique, et qu'ils sont élus pour dominer le monde. Le « pantouranisme » n'est pas une fantaisie. C'est une doctrine qui, en Transleithanie, a de nombreux adeptes. Elle consiste à unir la Hongrie, la Bulgarie et la Perse en une seule nation qui fera régner sur l'Europe et sur l'Asie la civilisation touranienne. Cela se pense et cela s'écrit. Et pourtant les Hongrois n'ont pas le sens du comique.

* * *

La Hongrie est peut-être le seul pays qui sache se servir de son aristocratie. Il faut d'ailleurs reconnaître que cette aristocratie n'est pas indifférente. Elle est active, souple et riche, ce qui n'est point le cas de toutes les aristocraties. Elle demeure attachée aux traditions les plus singulières, et ne dédaigne point pour cela d'avoir recours aux expédients les plus modernes. Elle a, somme toute, deux visages, selon qu'elle est dans son pays ou qu'elle voyage à l'étranger.

Chez eux, les nobles Magyars — et les Magyars sont presque tous nobles — se complaisent à des usages et à des conversations d'un étonnant archaïsme. La recherche des parentés, de leurs degrés, des alliances et de leurs ramifications occupe la plupart des réunions. Lorsque, après une discussion de plusieurs heures, on

est arrivé à établir avec précision un cousinage au dix ou douzième degré, c'est une volupté sans pareille. D'ailleurs, tous les Magyars sont parents et sont fiers de l'être. Aussi se tutoient-ils toujours. Mais cela ne leur suffit pas pour se marquer entre eux leur estime. Même lorsqu'ils ne se connaissent pas, ils s'appellent presque toujours entre eux « mon oncle ». Si un Hongrois est présenté à un autre Hongrois de quelque importance et qu'il soit bien élevé, il lui dit aussitôt :

— Mon oncle, je suis bien honoré de t'être présenté.

Et au cas où un troisième survient qui n'ait jamais vu les deux premiers, il leur déclare à son tour :

— Mes oncles, ma joie est grande de vous reconnaître.

A quoi les deux premiers répliquent :

— Mon oncle, tu es vraiment trop aimable.

Et la conversation continue de la sorte.

C'est ce qu'on appelle, en Hongrie, passer une bonne soirée.

* * *

En dépit de mœurs aussi désuètes, les Magyars ne dédaignent pas le sens moderne de la vie. Ils le possèdent même à un point extrême dès qu'ils sont en dehors de leurs frontières. Ils savent jouer à merveille non seulement de leurs magnats, mais de leurs financiers, et au besoin de leurs savetiers. Très antisémites, ils se servent volontiers des juifs. Souvent intègres, ils excellent à pratiquer la corruption. Dans le rayon des consciences, il n'y a pas de meilleurs acheteurs. Lorsque l'argent n'agit point, la menace intervient. C'est le pays des polices et des contre-polices secrètes. L'espionnage y fleurit, mais un espionnage infiniment plus fin, plus délié qu'en Allemagne, et où les femmes jouent un rôle important. Leur grâce et leur beauté le leur

permettent. Pendant la guerre, Berlin a voulu, à l'exemple de Budapest, utiliser les concours féminins. Mais le recrutement y était déplorable. Plus d'un de nos officiers en Suède ou en Russie, dans un hall d'hôtel ou sur un quai de gare, vit brusquement venir à lui une dame trop blonde, trop grasse et ordinairement trop âgée, qui sur l'heure, dans l'espoir de quelque confiance, se mettait à lui raconter ses malheurs, et à implorer ses consolations. Ah ! la résistance était facile ! Nous envoyer de pareilles tentations, c'était ce que l'on appelle mépriser l'adversaire. Les Hongroises offraient plus de danger et nous valaient plus de mérites.

Prodigieusement autocrates chez eux, les Magyars, en dehors, font un usage immodéré des mots de *liberté* et de *démocratie*. C'est pour eux un article d'exportation grâce auquel, il faut bien l'avouer, ils ont obtenu quelque succès en France et en Angleterre. « Ah ! nous aimons tant

la France ! s'écrient-ils volontiers C'est bien naturel n'est-ce pas ? Nous avons tant de liens, tant de goûts communs ! D'ailleurs, notre grande Révolution de 1848 a eu lieu en même temps que la vôtre ! Comme c'est curieux, et comme c'est émouvant ! Et puis notre grand Kossuth fut l'ami de votre grand Ledru-Rollin. Ah ! votre grand Ledru-Rollin ! Un pays qui a des Ledru-Rollin est un grand pays ! Nous aimons tant Ledru-Rollin ! » Jamais je n'ai tant entendu parler de Ledru-Rollin que par les Hongrois. Si c'est un Italien qu'un Magyar rencontre : « Ah ! la chère Italie, s'écrie-t-il Elle aussi a eu à lutter contre le joug autrichien, tout comme nous. Comme c'est curieux, et comme c'est émouvant ! Et puis notre grand Kossuth fut l'ami de votre grand Mazzini ! Un pays qui a des Mazzini est un grand pays. Nous aimons tant Mazzini ! »

A Londres et à Paris, ces amabilités ne demeurèrent point sans effet. En regar-

dant avec sympathie les Hongrois chez nous, nous négligeâmes complètement de les regarder avec attention chez eux.

Nous nous serions vite aperçus qu'ils y avaient des manières de penser et d'agir absolument opposées à celles dont ils essayaient de nous charmer. Les Hongrois, depuis quarante ans, ont joué ce double jeu du libéralisme à l'extérieur et du despotisme à l'intérieur avec une audace et une autorité remarquables. D'ailleurs lorsque le canon eut fait tomber les masques, ils l'avouèrent sans se faire prier le moins du monde.

On peut lire dans le journal personnel du comte Tisza, à la date du 9 septembre 1916, cette déclaration — qui ne laisse point d'être stupéfiante : « Il n'y a, dans la politique extérieure, ni morale, ni promesses, ni paroles d'honneur. Il est permis de soupçonner, de feindre, d'induire en erreur. Naturellement, ce n'est pas l'affaire d'un gentilhomme. *Celui qui veut rester*

gentilhomme ne doit pas se mêler de diplomatie. »

* * *

Les Magyars ont le don redoutable de réunir des qualités ou des défauts à l'ordinaire contradictoires. Le plus souvent, un pareil cynisme exclut la violence et la brutalité. Chez eux, il s'en accommode. Ce qu'ils possèdent avant tout, par-dessus tout, c'est le génie de l'oppression. Aucun peuple n'a voulu, n'a su opprimer avec une aussi effroyable continuité. Tous les Magyars naissent tyrans. Ils savent qu'ils sont peu nombreux et qu'il leur faut, pour subsister, ne former qu'un bloc. Leurs dissensions ne sont jamais qu'apparentes. Dans chaque famille, on se distribue les rôles. Mais ce n'est que pour duper et pour rassurer les voisins. Le comte Andrassy, le beau-père, est l'ami de l'Allemagne ; le comte Karolyi, le gendre, est l'ami de la France. Les positions prises dans les camps

opposés peuvent, selon les hasards de la fortune, permettre à celui-ci ou à celui-là d'agir utilement pour la nation. Mais la paix des dîners de famille n'en est pas un instant troublée. On se contente d'y sourire discrètement de la naïveté de ces bons Anglais trop crédules, et de ces braves Français, trop légers qui, bénévolement, prennent au sérieux l'intrigue usée de cette vieille comédie. Encore faut-il savoir la jouer. C'est un art très hongrois que de tenir à chacun le langage qui lui convient. Il y faut une grande connaissance du tempérament propre à chaque nation. Le Magyar sait son monde. Il nous connaît et nous l'ignorons. C'est sa plus grande force. La facilité avec laquelle il glisse de la sournoiserie à la violence et de la rigueur à la combinaison nous est incompréhensible.

Ce peuple mérite notre haine, il ne mérite pas notre mépris. Car tous ses instincts despotiques, toutes ses attitudes odieuses, toutes ses hypocrisies préméditées, il les

met à chaque instant au service d'une seule cause et c'est la cause nationale. Trop autoritaire pour discuter, il impose ; trop orgueilleux pour persuader, il étouffe ; trop peu nombreux pour assimiler, il opprime. Tous les Magyars, sans qu'une seule désertion, une seule hésitation se produise, restent en toutes circonstances parfaitement unis. C'est que tous, vaguement, mais profondément, se sentent complices du même crime, du grand crime que depuis des siècles ils commettent chaque jour en maintenant dans la plus affreuse des servitudes des peuples plus faibles et qui n'avaient renoncé ni à leur race, ni à leur langue, ni à leur idéal. Mais Victor Hugo l'a dit : « L'heure vient toujours où les peuples opprimés se lèvent, et le monde se lève de leur côté ». L'heure est venue.

Vendredi, 29 août 1919.

27 AOUT 1916 - 27 AOUT 1919

27 août 1916, 27 août 1919: rapprochement mélancolique.

Le 27 août 1916, à dix heures et demie du matin, au palais de Cotroceni, voisin de Bucarest, se réunit le Conseil de Couronne. A deux heures, la mobilisation générale est décidée. A cinq heures, des sous-officiers, parcourent les voies publiques en proclamant à pleins poumons le texte du décret. Une foule immense, enthousiaste, illuminée, emplît la rue. Des cortèges se forment, ayant à leur tête deux drapeaux fraternellement tricolores, le dra-

peau roumain et le drapeau français. Deux cris jaillissent de toutes les poitrines : « *Vive la Roumanie !* » « *Vive la France !* » Le soir même, dans la nuit claire, les petits soldats bleus du roi Ferdinand se glissent dans les forêts de sapins des Carpathes, et dégringolent allègrement à travers les rochers, sous les balles hongroises, vers leurs frères de Transylvanie qui, depuis mille ans, les attendent le cœur résolu et l'âme confiante. Le Kaiser déclare son cousin le roi Ferdinand félon à la cause germanique, et affirme qu'avant deux mois il sera détrôné et pendu. Falkenhayn et Mackensen télégraphient à Berlin : « Que faire ? » Guillaume répond à Falkenhayn : « Renoncez à Broussiloff et envahissez l'Olténie ». Guillaume répond à Mackensen : « Abandonnez l'offensive du sud et marchez sur Turtucaïa ». Une puissante concentration austro-allemande à laquelle doivent coopérer des troupes rappelées en toute hâte du front de Verdun, de la

Somme, de la Galicie et de la Volhynie est décidée et sur l'heure entre en voie d'exécution. Les canons lourds, les avions, la cavalerie hongroise abandonnent la route de Salonique et rebroussent chemin vers le Danube. L'armée russe est dégagée. La Roumanie est menacée sur toutes ses frontières.

Le 27 août 1919, les journaux français reçoivent communication d'une note du Conseil suprême des Alliés à la Roumanie — note qui affecte le ton d'un véritable ultimatum. Le gouvernement de Bucarest est sommé de se rétracter. Il est menacé d'être rejeté hors de l'Entente s'il ne se soumet pas purement et simplement à toutes les volontés des Cinq. Les gens de bon sens estiment tout d'abord que c'est une erreur, que les Hongrois ayant été nos ennemis et les Roumains nos alliés, il y a eu confusion et que ladite note était destinée non pas à la Roumanie, mais à la Hongrie.

Ils se renseignent aussitôt, les naïfs gens de bon sens, et ils apprennent non seulement que la fameuse note est parfaitement exacte mais encore qu'elle a été suivie d'une autre communication encore plus comminatoire. Cinq messieurs habillés comme vous et moi ont rédigé ces documents autour d'une table recouverte d'un tapis vert, par une température modérée et dans des conditions normales de confort et de jugement. Nous savons même que M. Balfour déploya pour aggraver ces télégrammes une activité sportive de premier ordre, et que la délégation américaine l'appuya avec une remarquable vigueur.

Le résultat est triste, douloureux même pour tous ceux qui se souviennent — et qui espèrent — et qui veulent la France chaque jour plus belle et plus grande, non seulement en elle-même, mais aussi dans le cœur des autres.

27 août 1916, 27 août 1919 : le Conseil

suprême n'a tout de même pas eu de chance de tomber sur cette date-là.

* * *

Si on lit et relit attentivement la note du Conseil suprême, on demeure confondu d'abord de son ton tracassier qui semble plus digne d'avoués de province subtils dans l'art de la chicane que de représentants des grandes puissances et ensuite des ignorances de fait et des lapsus de raisonnement sur quoi se fonde ce document pour le moins inattendu.

La note, si on en dégage l'essentiel, reproche durement aux Roumains de continuer à « saisir et à enlever les biens hongrois », sans le consentement de la « Commission centrale des réparations ». En agissant ainsi, la « Roumanie manque au principe de la solidarité entre alliés, et s'approprie pour son usage personnel des biens ennemis qui constituent en réalité

le gage commun de tous. D'ailleurs, la Roumanie a reconnu et accepté formellement en eux-mêmes et dans toutes leurs conséquences ces principes en signant un accord complet avec la Conférence le 27 juin dernier ».

Il faut tout d'abord remarquer — et il est incroyable que la note du Conseil suprême n'en fasse même pas mention — que, depuis l'accord du 27 juin, un fait considérable s'est produit qui a complètement modifié la situation en contraignant les Roumains à jouer un rôle de premier plan et à consentir d'importants sacrifices à la cause commune.

Les Hongrois, sur l'ordre de Bela Kun, avec une vigueur et un ensemble révélant un plan d'offensive concerté, ont attaqué le 20 juillet dernier les troupes roumaines d'occupation, de telle sorte que celles-ci, pour en finir avec l'anarchie nationaliste des Magyars, ont dû entreprendre une véritable expédition. On en connaît le résul-

tat : l'écrasement du bolchevisme hongrois qui s'apprêtait à tendre la main au bolchevisme russe, et espérait y parvenir sans risque à la faveur de la grève générale des cheminots décrétée pour le 21 juillet. La rapidité et le sang-froid avec lesquels furent menées les opérations militaires réduisirent à néant un danger qui pouvait être redoutable pour l'Europe tout entière. La note des gouvernements alliés en date du 26 juillet reconnut la légitimité et même la nécessité de cette intervention. Mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que cette intervention eût été inutile si la Conférence avait autorisé les Roumains au printemps dernier, ainsi qu'ils l'avaient demandé, à avancer en Hongrie avec le concours, réclamé également par eux, de quelques unités françaises et anglaises.

Les opérations qui se déroulèrent du 20 au 30 juillet dernier et dont les Roumains supportèrent seuls tout le poids, n'étant pas prévues dans l'accord du 27 juin, de-

vaient, semble-t-il, en équité, donner aux vainqueurs de Bela Kun des droits nouveaux que cet arrangement ne pouvait envisager.

Ce sont ces droits, dont les Roumains ont usé, en Hongrie, depuis trois semaines, en y procédant aux reprises de leur matériel, de leurs céréales et de leurs bestiaux. Le Conseil supérieur se plaint qu'ils aient agi avec hâte et excès et sans attendre les décisions de la Commission des Réparations. Mais leur était-il humainement possible d'accepter les attermoievements et les décisions d'une commission qui agit avec le rythme infiniment lent du temps de paix, tandis que la Roumanie, elle, est encore, et toute seule, en guerre? Est-ce qu'au lendemain de la victoire de la Marne nous avons attendu les décisions d'une commission pour nous emparer du matériel allemand qui était tombé à notre merci? Qui donc nous le reprocherait?

Le plus grand tort de ces messieurs de

la Conférence est de discuter et de décider dans un cabinet du quai d'Orsay — en ne se référant qu'à des principes, à des textes et à des documents diplomatiques. Il y a à côté des dossiers les nécessités de la vie — qui est toujours la plus forte — et qui ne peut pas plus s'accommoder du désordre de l'anarchie que de l'ordre chimérique des doctrines abstraites et maladroitement appliquées. Temporiser, argumenter, formuler, déduire, tout cela est bel et bien. Mais la faim ne temporise pas. Or, voyez ce qui se passe en Transylvanie, en Valachie ou en Olténie. Le paysan pour travailler a besoin de ses bœufs. Les Hongrois les ont pris. La récolte actuelle est l'une des plus belles de ces dernières années. Mais où sont les batteuses ? les Hongrois les ont prises. Il faut donc se contenter du fléau à bras. Soit, on s'en contentera. Après ce dur labeur, le grain est mis en sac. Maintenant, il faut le porter à la gare. Où sont les chevaux et les « carroutza » ? Les Hon-

grois s'en sont emparés. N'importe, on passera outre, en se servant des quelques bêtes de trait qui restent et qui mourront à la besogne. Voici le grain à la gare. Mais où sont les wagons et les locomotives qui le conduira jusqu'au débouché où il pourra être utilement vendu ? Ces locomotives et ces wagons sont à Budapest, à Breslau, à Vienne, ailleurs, chez l'ennemi. Et lorsque les Roumains retrouvent tous ces véhicules de leur activité, tous ces moyens de travail et d'existence, lorsqu'ils les retrouvent, après avoir versé le sang de leurs soldats, vous voulez qu'ils se résignent à attendre les interminables discussions des commissions de récolement, de réparations et de distributions ? Mais c'est contre le bon sens et contre l'humanité. Lorsque M. Balfour ou M. Hoover sortent de leurs séances, sans doute laborieuses et ennuyeuses, — je ne doute pas qu'elles le soient — ils sont assurés de trouver sur une table bien servie leurs œufs au bacon et leurs steaks

bien saignants. Oui, mais, pendant ce temps, les paysans roumains, eux, crèvent de faim.

Si l'on estime qu'une telle affirmation est exagérée, on peut aisément se convaincre de son exactitude. Nous possédons les statistiques de tout ce que les Empires centraux ont réquisitionné et volé en Roumanie du 1^{er} décembre 1916 au 10 octobre 1918.

Jetez un coup d'œil sur ces chiffres : 644,500 wagons, chargés chacun de dix tonnes de blés, de maïs, d'orge, d'avoine, de légumes secs, de fourrage, de graines oléagineuses ; 3.000.000 d'hectolitres de vin, 550.000 hectolitres d'eau-de-vie, 600.000 chevaux, 1.000.000 de vaches et de bœufs, 4.400.000 moutons, 400.000 veaux, etc.

Comment pourrait-on, après un aussi effroyable pillage, reprocher à ceux qui l'ont subi d'avoir eu peut-être, certains jours, et dans certains endroits, la main un peu

lourde, alors, encore une fois, qu'ils sont en état de guerre et que nous les regardons, nous, du rivage de la Paix ? Comment surtout n'a-t-on pas senti la disproportion qu'il y avait entre les petits griefs que l'on pouvait avoir contre les troupes roumaines qui venaient de rendre à l'Entente un service considérable, en montrant comment il convenait de traiter le bolchevisme, et ces notes diplomatiques aussi agressives qu'arbitraires et dont le but semble être moins de convaincre et de concilier, que d'humilier et de dominer.

Peut-être le Conseil suprême estimera-t-il, maintenant que la température s'est un peu adoucie, qu'il ferait bien de suivre son exemple.

* * *

Au bénéfice de qui s'exerce la sollicitude des Cinq Messieurs suprêmes ? Sans doute au bénéfice matériel des Alliés que MM. Hoover et Balfour ne négligent en aucune oc-

casion, sans tenir toujours assez compte du dommage moral, mais aussi au bénéfice des Hongrois. J'ai essayé en plusieurs articles de montrer la responsabilité formidable des Magyars dans la déclaration de guerre, mais je n'ai pas pu encore indiquer avec quelle haine abominable et quelle violence diffamatoire depuis cinq ans ils ont poursuivi les peuples de l'Entente. Leur presse, qui a dépassé en abjection la presse allemande, est là pour en témoigner. En voici quelques échantillons dont la lecture sera peut-être agréable aux membres de la Conférence.

« Si cette guerre doit décider où l'on trouve l'âme la plus bestiale, c'est dès maintenant un fait établi, on la trouve à Paris (*Az Ujsag*, 2 septembre 1914). — « Les Français, les Anglais et les Russes, n'ont de commun que la décadence spirituelle et l'infamie morale. » (*Pester Lloyd*, 19 septembre 1914). — « L'association des puissances de l'Entente est fondée sur le

vol et le profit. » (*Pester Lloyd*, 29 septembre 1914.) — « L'Entente est une alliance de bandits. » (*Pester Lloyd*, 18 mars 1915.) — « L'alliance avec les peuples noirs a rendu les Français aussi civilisés que les Niams-Niams ». (*Pester Lloyd*, 11 août 1915.) — « La pensée de vouloir prendre la revanche de 1870 n'est qu'une hystérie malade ». (*Pester Lloyd*, 12 septembre 1914.) — « Le soldat français part pour la guerre comme un lâche. Ce n'est pas à sa patrie que va sa pensée, mais à l'argent qui ne sera pas à lui... Personne ne croit plus aujourd'hui au courage et à la culture du peuple français... Nous regrettons que l'honneur français soit tombé si bas... » (*Az Ujsag*, 18 septembre 1914.) Lorsque des journaux aussi populaires que le *Pester Lloyd* ou l'*Az Ujsag* osent prendre un ton pareil et qu'ils le conservent pendant des années, c'est qu'ils le savent profondément d'accord avec le sentiment public. Et voilà les gens auxquels nous avons mani-

festé, depuis un demi-siècle, une constante sympathie parce qu'il nous semblait démocratique de cautionner la Hongrie soit disant libérale contre la tyrannie des Habsbourg. Il est vrai que notre bienveillance ne fut point du tout spontanée et que nous ne nous mêlâmes de la ressentir qu'à l'exemple des Anglais.

Comment les Magyars ont-ils remercié l'Angleterre de son extraordinaire bonté à leur égard ? Fort mal, en vérité. Le *Pester Llyod* du 19 septembre 1914 n'hésite pas à déclarer : « Que veut dire le mot *anglais*? — Anglais, c'est le contraire de la générosité et du courage. — Anglais, c'est l'esprit mercantile qui s'abreuve de sang. — Anglais, c'est l'incompétence musicale. — Anglais, c'est la question posée devant toute œuvre d'art : « Combien avez-vous payé cela ? » — Anglais, c'est la diplomatie en embuscade. C'est la lâcheté dans la conduite de la guerre. Anglais, c'est tout ce qui se passe de malhonnête, de déloyal et de perfide ».

Les autres peuples de l'Entente ne sont pas plus épargnés ; ils le regretteraient d'ailleurs. L'Amérique est le pays du vol, de la spéculation et de la tartuferie. L'Italie est le pays classique du « linge sale », et « son infamie est profonde comme l'Océan et haute comme les Alpes ». Quant aux Belges, « ils ont l'âme brutale ; ils sont grossiers, serviles, curieux et calomnieux. De leur conversation s'exhale une odeur d'excréments. Leurs vices mêmes, leur frivolité et leur esprit païen sont des imitations ; ils les ont pris aux Français ». (*Az Ujsag*, 5 septembre 1915).

La presse magyare n'injurie pas moins ignoblement les individus que les nations : « Ce que Poincaré fait, ou plutôt dit, n'est plus de la politique, mais de l'épilepsie ». (*Az Ujsag*, 19 mai 1916). Le *Pester Lloyd* du 27 mars 1915 accuse expressément de vénalité M. Clemenceau qui, après cinquante années de vie publique, est pauvre et l'a toujours été. « Les discours de M. As-



quith donnent envie de vomir ». « Bonar Law est, sans conteste, l'homme le plus répugnant du monde entier. » « Llyod George, c'est le mensonge ». Sir Edward Grey est « le plus grand malfaiteur de l'humanité ».

Quant à M. Wilson, c'est « l'apôtre de la haine éternelle, avec la figure d'un monstre aux crocs meurtriers, ricanant, avec son regard froid comme la glace ». Je ne sais pas si M. Hoover connaît ce petit instantané de son Président, mais je me permets de le lui signaler.

* * *

Il semble que nous pourrions nous rendre plus exactement compte de ce que nous devons de rigueur aux Hongrois et de bienveillance aux Roumains. Il semble que nous pourrions nous souvenir avec plus de justice des services rendus aux heures décisives, et avec plus de piété du sang répandu en commun.

Le général Lafont — une volonté, une énergie, une bonté — disait, quelques instants avant de rendre le dernier soupir, en Moldavie : « C'est dur pour un soldat de mourir loin des siens — les siens, c'étaient sa famille et l'armée, — mais tout de même, mourir pour la France en Roumanie, ce sera peut-être, plus tard, un tout petit quelque chose de plus dans l'amitié des deux pays. » Eh bien non, mon général, vous vous trompiez. On est en train de nous gâcher tout cela. Mais n'importe. Il y a quand même des sympathies et des affections impérissables parce qu'elles échappent au jugement des individus qui passent et qu'elles viennent du fond mystérieux des races qui demeurent.

BISMARCK ET L'ARTICLE 228

On a parlé de la « vague de paresse » qui, après l'armistice, a glissé sur nous. Il était facile de l'expliquer et même de l'excuser. Mais cette entreprise est moins aisée pour la « vague d'oubli » qui menace les souvenirs de la grande guerre. De prochaines circonstances vont fort heureusement raviver notre mémoire et arrêter notre attendrissement. Les officiers et soldats allemands — au nombre de huit cents environ — coupables d'assassinats, d'incendie et de pillage, défileront bientôt devant les tribunaux et le récit détaillé de leurs forfaits va repasser sous nos yeux.

La conférence vient de rédiger la Lettre qui doit être adressée à M. de Lersner, le

chef de la délégation allemande, pour lui communiquer la liste des personnes réclamées par les gouvernements alliés en vertu de l'article 228 du traité.

Cet article 228 est la grande nouveauté morale du traité de paix de 1919. Il est l'indice des temps nouveaux. Il marque que désormais, même pendant la guerre, la justice conserve ses droits. « Ne vous laissez pas éblouir par le mot de *justice*, disait Goethe. C'est un mot qui a différents rapports et qui peut être employé de différentes manières ». L'heure est venue d'unifier ces « différents rapports » et ces « différentes manières » et de prouver que puisque les hommes même en état d'hostilité les uns contre les autres ont établi des lois de la guerre, ceux qui y ont manqué doivent être châtiés. Certes, ces lois existaient depuis longtemps, mais c'étaient, si l'on peut dire, des lois blanches ; elles ne quittaient pas le domaine de la théorie et elles n'amenaient pas devant des juges

qualifiés des visages contractés et des mains sanglantes. Pour la première fois, ces lois seront accompagnées de sanction ; pour la première fois, ceux qui, après avoir tué sur le champ de bataille, auront assassiné dans les villages, seront traités en criminels.

A cette pensée, l'opinion publique allemande s'indigne et s'exaspère. Le président du Conseil de la bourgeoisie de l'Empire suppliait hier le président Ebert, dans un manifeste officiel, de ne point chercher à exécuter les prescriptions de l'article 228, qu'il qualifie de « fatal projet ». Il est assez singulier, soit dit en passant, de désigner par le mot « projet » le paragraphe d'un traité discuté et signé par les deux parties. Il faut croire que, pour un Allemand, tenir sa parole n'appartient jamais qu'au domaine des projets.

La presse allemande ne manifeste pas une moindre colère, et fort sincèrement sans doute. L'idée qu'en temps de guerre

il puisse y avoir quelque chose de défendu entre difficilement dans un cerveau teuton. Nietzsche n'a-t-il pas dit : « Il faut voler, seulement là où on ne peut pas piller ».

Pour lui, le pillage semble donc être un devoir et le vol une facilité supplémentaire accordée en certaines occasions, lorsque le temps presse. Mais Nietzsche n'est en cela qu'un plagiaire et ne fait que reproduire cette pensée de Frédéric II, recueillie par Diderot : « Dévaster dans la guerre, emporter tout ce qu'on peut... Briser tout ce qui ne peut pas être emporté ».

* * *

La presse allemande sera prudente en cessant d'invectiver contre l'article 228 du traité de paix. Elle fera sagement de ne point se répandre en argumentations trop véhémentes à propos des dispositions que ledit article renferme, et de ne point fon-

der son exaspération sur l'humanité et le droit des gens. Elle risquerait fort, en effet, en prolongeant cette surexcitation, d'être obligée de condamner le plus illustre des « surboches ».

Qui donc, en effet, a eu le premier l'idée de l'article 228, du « fatal projet » ? Les journaux allemands ne s'en doutent guère ou font semblant de l'ignorer. Ce n'est ni M. Clemenceau derrière sa moustache grise, ni M. Wilson derrière ses lunettes, ni M. Lloyd George, ni M. Orlando, ni nos maréchaux, ni nos hommes politiques : c'est, n'en déplaise à la presse d'outre-Rhin, le comte de Bismarck. Ce n'est pas là une supposition, c'est un fait. Et ce fait, ce n'est pas un des nôtres qui l'a révélé, c'est un Allemand parfaitement documenté, celui qui connut le mieux la vie du Chancelier de fer et qui rapporta le plus fidèlement ses propos ; c'est M. Maurice Busch. Son récit mérite de recevoir la plus large publicité afin de rafraîchir les souvenirs de

l'opinion publique germanique, qui a volontairement passé sous silence un document qui, aujourd'hui, nous apparaît singulièrement important et curieux.

* * *

C'était le vendredi 14 octobre 1870.. L'encerclement de Paris est complet... Les avant-gardes prussiennes sont arrivées à quelques kilomètres des fortifications. Une commission des barricades vient d'être constituée sous la direction de Rochefort pour établir une seconde enceinte de défense. La viande est rationnée à raison de 100 grammes par jour et par personne. Gambetta est parti en ballon ! La Commune gronde. Le Commandant Sapia a été arrêté au moment où il essayait, à la tête de son bataillon, de s'emparer de l'Hôtel de Ville. On attend la chute de Metz... Paris, entouré de tous côtés par les troupes ennemies, est, à l'intérieur, menacé par

l'émeute. Bismarck tient la France sous sa botte. Il a fait passer ses axiomes de la théorie dans la pratique : la Force a primé le Droit.

C'était le 14 octobre 1870... Ce soir-là Bismarck, en dînant avec ses familiers, dissertait comme il le faisait chaque jour sur la paix, qui n'était plus, selon lui, qu'une question de jours et dont il avait déjà arrêté dans sa tête toutes les dispositions.

« Pendant le repas, raconte M. Maurice Busch, le chancelier nous dit : *« J'ai une idée favorite relativement à la conclusion de la paix. C'est d'établir un tribunal international, pour juger ceux qui ont incité à la guerre : les journalistes, les députés, les sénateurs, les ministres. »* Le conseiller Abeken ajouta : *« Thiers indirectement appartient à cette classe d'individus, surtout par son histoire chauviniste du Consulat et de l'Empire. »* Bismarck dit alors : *« Je voudrais un nombre égal de juges pris dans chaque puissance et nous*

serions les accusateurs. Mais les Anglais et les Russes n'y consentiraient pas. On pourrait alors composer le tribunal de ceux qui ont le plus souffert d'eux ».

Vous trouverez ces propos dans le livre de M. Maurice Busch intitulé : *le Comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre avec la France* (p. 170), et aussi dans l'ouvrage de M. Charles Benoist : *le Prince de Bismarck* (p. 166 et 167).

C'est ce même Bismarck qui, le 3 septembre 1870, disait : « Ce matin, on sentait une forte odeur d'oignons brûlés ; je m'aperçus que cette odeur venait de Bazeilles. C'étaient probablement les paysans français que les Bavares tuaient et brûlaient dans leurs maisons ».

C'est ce même Bismarck qui en décembre 1870, comme on venait lui annoncer que le bombardement avait allumé des incendies dans Paris, s'écriait : « Cela n'est pas suffisant ; il faut qu'on le sente d'ici ».

C'est ce même Bismarck qui, en juin

1871, comme on lui avait rapporté que Jules Favre se plaignait que l'on tirât sur les malades et les aveugles des Quinze-Vingts, répondait : « Les Français, eux, font bien pis ; ils tirent sur nos soldats qui sont valides et bien portants ».

C'est ce même Bismarck qui, parlant de l'évasion du général Ducrot fait prisonnier à Sedan, déclarait : « Si l'on rattrapait de tels gens, on devrait les pendre dans leurs pantalons rouges et écrire sur une jambe : *Parjure* et sur l'autre *Infâme*. »

C'est ce même Bismarck — on ne saurait trop évoquer ce tableau — qui, dînant un soir avec Moltke et Roon — recevait une dépêche du conseiller Abeken — la dépêche d'Ems. Il la lit. Les complices se rembrunissent. Ce n'est pas la guerre. Lui interroge :

— Gagnerait-on à gagner du temps, général ?

— On y perdrait plutôt.

— C'est bien.

Bismarck prend la dépêche et un crayon, Il s'accoude sur la table, réfléchit un instant, son large front dans sa grosse main, barre cinq ou six mots, puis relit. Les deux complices s'épanouissent. C'est la guerre.

Roon s'écrie :

— Le Dieu des anciens jours vit encore !

Et Moltke ajoute, en se frappant la poitrine à coups de poing :

— S'il m'est donné de vivre assez pour conduire nos armées dans une pareille guerre, que le diable emporte aussitôt après cette vieille carcasse !

Dans ce temps-là, ils ne déchiraient pas les chiffons de papier ; ils les falsifiaient.

Ainsi l'homme qui avait rendu la guerre inévitable et qui n'avait pas craint pour cela de commettre un faux, proposait tranquillement la constitution d'un tribunal international « pour juger ceux qui ont incité à la guerre ». L'idée, certes, était excellente, mais encore eût-il fallu

que ce ne fût pas le criminel qui devînt l'accusateur.

Je ne pense pas que le cynisme et l'inconscience aient jamais atteint à un tel sommet.

* * *

L'ombre du chancelier doit être contente et ressentir un certain amour-propre d'auteur. Son idée va être exécutée non pas ainsi que Bismarck l'avait voulu avec tous les raffinements de la haine, mais avec toute la rigueur de la justice. Il craignait que les Anglais ne consentissent pas... Mais il peut dormir en paix : ils consentiront.

LES SABOTS QUI NE SONT PAS REVENUS...

Le Malzieu (Lozère).

C'est l'histoire de mon village, qui est pareille à celle de tous les villages dans les pays de France qui ne s'enorgueillissent pas du voisinage d'une grande ville. Elle se résume, cette histoire, en peu de mots : la moitié de ceux qui sont partis pour la guerre ne sont pas revenus.

« Je lui avais donné, m'a dit en pleurant une vieille meunière, une paire de sabots tout neufs, que j'avais achetée à la dernière foire, parce que lorsqu'ils sont en bouleau frais, on dit que ça porte bonheur. Il a écrit deux lettres ; le cantonnier me les a lues. Il allait bien. Et puis on me

l'a tué là-haut dans un bois qui a un nom... »

Hélas ! Combien de sabots ne sont pas revenus !

A quel point fut ravagée, dépeuplée toute la région du Plateau Central, il faut, pour s'en rendre compte, lire dans la mairie de chaque commune la liste de ceux qui ne voteront plus. Elle est accrochée au mur, si longue cette liste, au milieu de la rangée bénigne des portraits officiels de nos présidents successifs, inscrite en belle ronde par l'instituteur sur un tableau fait exprès et qu'encadre l'image de deux dames, l'une qui est belle et qui représente la République, l'autre qui est très belle et qui représente la France. Souvent, après les noms écrits à l'encre, deux ou trois noms sont indiqués au crayon, d'un trait léger, à peine visible...

Ce sont ceux des disparus — la plupart le 22 août 1914 — dont, malgré tout, on attend encore le retour, et à la mort des-

quels ne veulent pas consentir les familles qui, en quelque sorte, ont mis leur douleur en sursis... « Son sergent l'a vu se relever... Un prisonnier qui est revenu a dit que... On croit l'avoir reconnu sur une photographie faite dans un camp de concentration. Il tarde bien, sans doute... Mais il a peut-être été emmené loin, tout là-bas, dans le bout... Et puis, il n'est pas bien dégourdi, il n'a pas d'argent... Alors, n'est-ce pas, il est obligé de revenir à pied, à toutes petites journées... Il faut le temps... »

— « Mais, malgré tout ça, voyez-vous, m'a dit tout bas le secrétaire de la mairie, il faut toujours finir par repasser les noms à l'encre... » N'importe, on aura lutté jusqu'au bout.

On a attendu pour tel partage, pour telle vente, pour tel bail le retour de celui qui est parti. On s'est fâché après le curé qui voulait dire la messe trop vite... On a fait ce qu'on a pu pour prolonger l'espoir.



C'est une des plus lourdes erreurs du naturalisme d'avoir refusé toute sensibilité aux paysans. Elle ne s'exprime point comme la nôtre, mais elle n'en existe pas moins pour cela. Le poncif du paysan, rapace jusqu'au crime et rusé jusqu'à la trahison, a fait son temps tout comme celui des compagnons de Grammont-Caderousse et des préfets du Second Empire.

Dans les campagnes, on parle de la guerre avec une émotion et une simplicité que l'on rencontre rarement dans les villes. L'agitation, le bruit de la rue, empêchent d'entendre la douleur des autres et même sa propre douleur. Dans le calme plein de fraîcheur des vallées, les larmes sèchent lentement. « Il a été tué le 20 octobre 1914, m'a dit un fermier. Il y a longtemps déjà. A présent je ne pleure plus que le soir ».

Aux champs, la douleur est silencieuse et entêtée. Elle ne se confie point. Elle ne

s'affaiblit pas en se répandant. Beaucoup, dans les cités, n'ont de chagrin que lorsqu'ils pleurent. Les yeux une fois secs, tout est presque oublié. Les paysans oublient malaisément. Ils gardent leurs peines, comme ils gardent leurs rancunes. Leurs larmes n'effacent point les souvenirs sur lesquels elles coulent. Quinze ou vingt ans après la disparition d'un des leurs, ils continuent à dire : « C'était aux semailles, l'année d'après la mort de mon aîné... C'était à la foire de la Sainte-Barbe, deux ans après la mort de ma petite... » Même lorsqu'il s'agit d'un étranger, ils marquent leur propos d'un mot de regret : « C'était du temps de ce *pauvre* Monsieur Untel ». On se souvient aux champs. C'est peut-être pour cela que les morts ne reviennent que dans les campagnes. Ailleurs ils craindraient d'être importuns.

La douleur des paysans reste près de la terre d'où tout vient et à quoi tout retourne. On dirait qu'elle y pousse des racines. Les

tenaces souvenirs se mêlent à l'ordre des saisons, à la paisible succession des travaux et des jours. Le cadre toujours pareil des bois et des champs, parés et dépouillés au même moment de l'année, la monotonie et la rudesse de l'effort toujours semblable — et auquel ne participe plus le souffle qui s'est éteint — le même bruit du vent dans les arbres et du ruisseau sous les saules, les mêmes visages rencontrés aux mêmes heures sur le même chemin, les mêmes aboiements, les mêmes angélus, toute cette paix, toute cette mélancolie des gens et des choses en bornant les regrets les préservent contre le temps. La loi de nature règne sur les esprits et sur les cœurs. Les vieux qui s'en vont, on les conduit au cimetière pieusement. C'est leur place, quand leur soir est venu. Mais les jeunes... Alors on pleure les bras solides qui poussaient la charrue, les rudes mains qui maniaient la cognée, l'œil clair et sûr qui vous donnait son juste prix à

une paire de bœufs ou à un troupeau de moutons marqués au cou d'une même couleur. On pleure les gerbes qu'ils ne lieront pas, les arbres qu'ils n'abattront pas, le grain qu'ils ne sèmeront pas. La jeunesse, c'est la force ; la force, c'est le pain ; le pain, c'est la vie. Ce qui fait la vie doit vivre. Lorsque le blé est coupé dans sa maturité, c'est la moisson ; lorsqu'il est brisé dans sa verdure, c'est le sinistre, c'est l'orage. Les paysans parlent ainsi de la guerre, comme d'un long cyclone qui a jeté à terre les plus lourds, les plus beaux épis... « Mon Dieu ! disent-ils, quel temps nous avons eu depuis cinq ans... ! »

* * *

Les plus âgés regardèrent, très graves, ceux qui les quittaient très confiants et qui allaient voir — ils en étaient sûrs — deux villes qu'ils ignoraient également : Paris et Berlin. Aucun trouble — point

d'adieux larmoyants — de la dignité, de la tenue, les plus beaux vêtements, les plus beaux silences — quelque chose comme un grand Dimanche.

Trois fois, comme ils lisaient un acte
Lorsqu'ils devaient le revêtir
De leur signature compacte,
Ils ont lu l'ordre de partir.

Ayant compris, nul ne sourcille,
Chacun a rangé sa faucille.
Mais tous, ce soir-là, sous les draps,
Ont pris leur femme dans leurs bras.

Et puis ils ont fait à l'étable
Un long dernier tour en sabots,
Compté des écus sur la table,
Puis, lavés, rasés, brossés, beaux,

Tous, paysans de pleurs avarés,
Par les mêmes sentiers herbeux
Où naguère ils menaient leurs bœufs,
Ils s'en sont allés vers les gares...

Oui, ils partirent ainsi, tels que les a évoqués François Porché, en ces vers d'une beauté et d'une émotion admirablement précises. — Et il y avait ceux d'Aurillac au front têtue, aux épaules solides

comme le basalte de Saint-Flour. Et il y avait ceux de la Planèze, qui seuls savent mener droit dans le labour les grands bœufs de Salers. — Et il y avait ceux de l'Aubrac, habiles à rassembler les troupeaux épars dans l'immensité des pâtures sauvages. — Et il y avait ceux des Cévennes, taciturnes et résolus, derniers descendants des Camisards. — Et il y avait ceux des Causses, que protège sainte Enimie. — Et il y avait ceux de la Margeride qui préfèrent saint Roch et saint Privat. — Et il y avait ceux du Velay, qui avant de partir montèrent une fois encore dans la grande Vierge du Puy, jusqu'à l'Enfant Jésus.

Ils avaient dit : « Nous serons revenus pour le printemps ». C'était leur saison.

* * *

La commune ville, 180 partis, 52 tués ;
la commune foraine, 200 partis, 70 tués ;

Saint-Léger, 103 partis, 32 tués, etc... Le reste est à l'avenant. Là-haut, dans les prés en pente qui s'étalent — oh ! si peu — entre deux coulées de lave, c'est Chambaron. Là, pas un seul « n'est revenu raconter comment c'était ». Dans bien des hameaux, les morts sont si nombreux qu'il ne semble plus que ce soient les familles mais le village qui est en deuil. Partis le même jour, les braves garçons ont souvent été fauchés au même endroit, dans le même après-midi. On ne parle point d'eux individuellement. C'est toujours du village qu'il s'agit, Chaulhac est tombé à Mohrange, Vareilles à Notre-Dame-de-Lorette, Mialanes à Beauséjour. On met la douleur et l'honneur en commun. Je sais de vieux cultivateurs qui ne se parlaient pas depuis trente ans, rapport à un bout de seigle soufflé à l'un par l'autre, à une enchère, ou à une servitude mal définie et mal respectée, et qui, aujourd'hui, s'en vont bras-dessus bras-dessous

à la messe, parce que leurs fils ont été tués le même jour à Verdun.

Partout les places des manquants sont occupées par de trop vieux ou de trop jeunes. A la scierie, un septuagénaire pousse péniblement les poutres sur le glissoir. Au moulin, ce sont des femmes — la mère et les deux filles — qui font le service de la meule et du blutoir, afin que le tic-tac ne s'arrête pas. J'ai vu hier dans les terres rouges d'une pente une charrue que poussaient, épaule contre épaule, deux enfants de quinze ans. Leur père, qui en avait quarante, est tombé en Champagne — en portant la soupe chaude aux premières lignes.

Depuis cinq annés, chaque semaine, les cloches ont presque autant sonné que pour la semaine de Pâques. Sur les chemins qui conduisent des hameaux à un cimetière éloigné, on a doublé le nombre des croix, devant lesquelles s'arrêtent, pour reprendre haleine sans sacrilège, les

porteurs de cercueils. Et des bruyères des hauteurs aux prés verts des vallons, c'est la grande pitié des campagnes de France.

* * *

Il est naturel qu'il en soit ainsi. Tous, cultivateurs et laboureurs, ont été dans l'infanterie, la grande blessée. Habités à servir la terre, ils n'ont eu qu'à descendre un peu plus bas, dans la tranchée. Beaucoup sont descendus un peu plus bas encore — et y reposent pour toujours. Les pères, les femmes, les enfants ne se plaignent pas ; ils comprennent. Mais ils savent tout de même que si ceux qu'ils pleurent n'étaient point désignés pour le recrutement des usines et des administrations, des milliers d'ouvriers ont vécu pendant toute la guerre à six cents francs par mois, tandis que les leurs sont morts à vingt-cinq sous par jour. Ils attendent avec une résignation provisoire ce que l'on fera pour eux. Il ne faudrait pas trop attendre.

Que peut-on faire ? D'abord d'humbles choses auxquelles peut-être on ne songe pas. « Voilà tout ce que j'ai su du mien », me disait l'autre matin un brave homme en me tendant un mauvais bout de papier sur lequel était inscrit : « Lagrange, Jean-Pierre, classe 1915 — tué le... sur le chemin de Vailly (Aisne) ».

— « Je voudrais bien, ajoutait-il, qu'on m'envoie un papier plus propre, que je pourrais mettre sous du verre avec du bois autour ». — Quel plus noble amour-propre pourrait-on exaucer !

Dans tous ces bourgs, dans tous ces villages si cruellement éprouvés, aucun monument ne sera élevé. Aucun ministre — à moins que ce ne soit tout près de chez lui — ne viendra prononcer des discours commémoratifs. Ne pourrait-on pas, ne devrait-on pas citer à l'ordre de l'armée les cantons dont les pertes ont dépassé une proportion à établir ? Quel orgueil ce serait pour ces petits pays qui ont si activement

contribué à sauver des départements et des villes dont ils n'ont souvent appris le nom que par l'avis de décès de leurs enfants !

Il serait à souhaiter que les paysans qui ont sauvé la France sentissent arriver jusqu'à eux les rayons de la victoire.

541 D

TABLE DES MATIÈRES

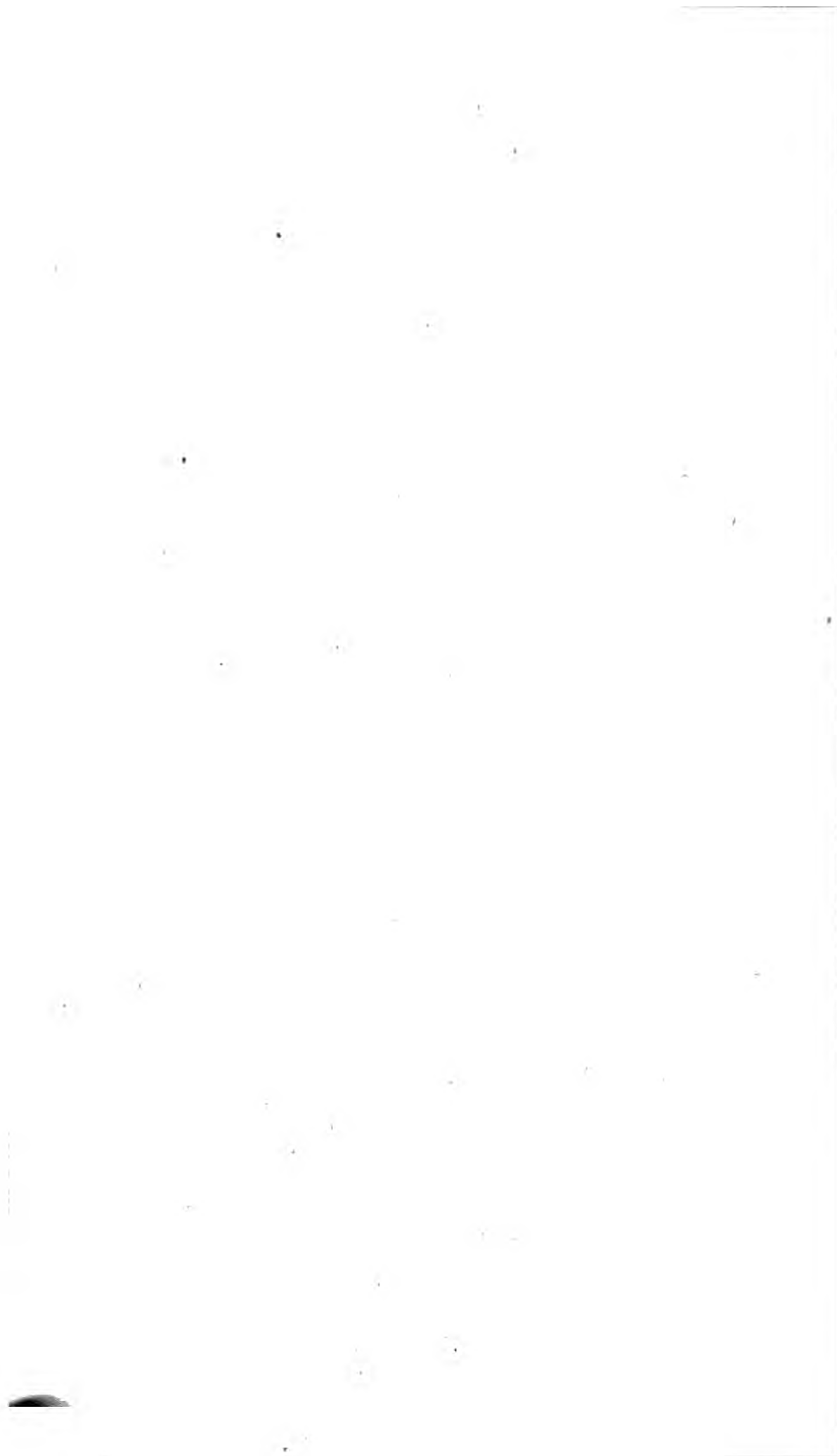


TABLE DES MATIÈRES

	Pages
La Guerre n'est pas finie là-bas.....	9
« Qui donc est fol ici ? ».....	25
Les Marionnettes de Berlin.....	41
Les Dernières ficelles.....	52
La Route du pain.....	64
Ne pleurons pas ou la route de Bucarest à Paris....	81
La Petite table.....	95
La Barrière.....	112
Le Sacre de la Victoire.....	125
Ces messieurs de Budapest.....	140
La Diplomatie et la vie des peuples.....	155
La Révolution cinématographique de Budapest.....	169
La Grande complice.....	176
Nos ennemis les Hongrois.....	192
27 août 1916-27 août 1919.....	208
Bismarck et l'article 228.....	226
Les Sabots qui ne sont pas revenus	237

75763822

ROBERT DE FLERS

de l'Académie française

W 47

La petite table

« On traite trop volontiers les petites puissances comme des enfants auxquels on n'interdit point complètement l'accès de la salle à manger un jour de grand diner, mais qui ne sont invités à y venir qu'à l'heure du dessert, et autour de la petite table. »

R. de F.

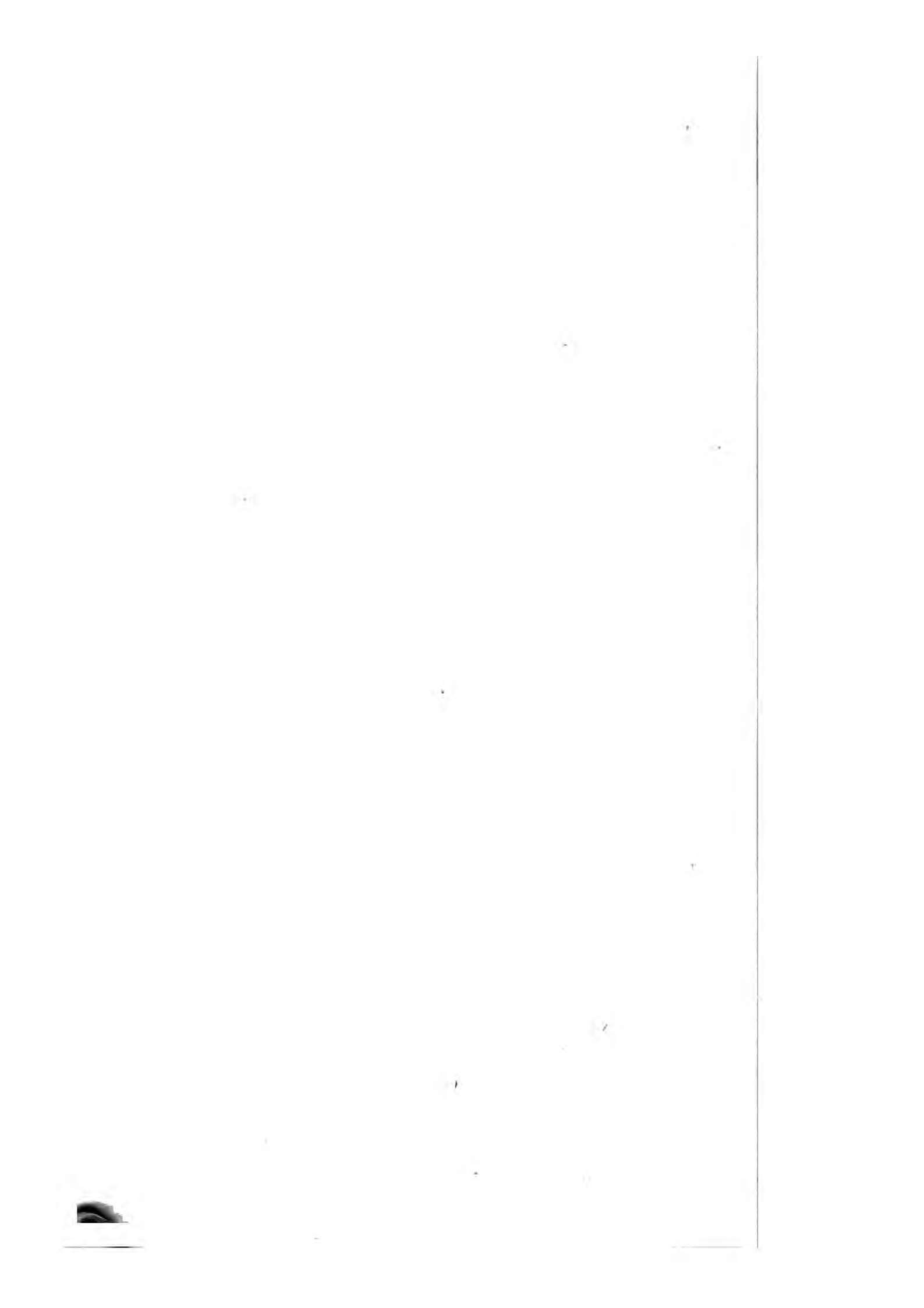


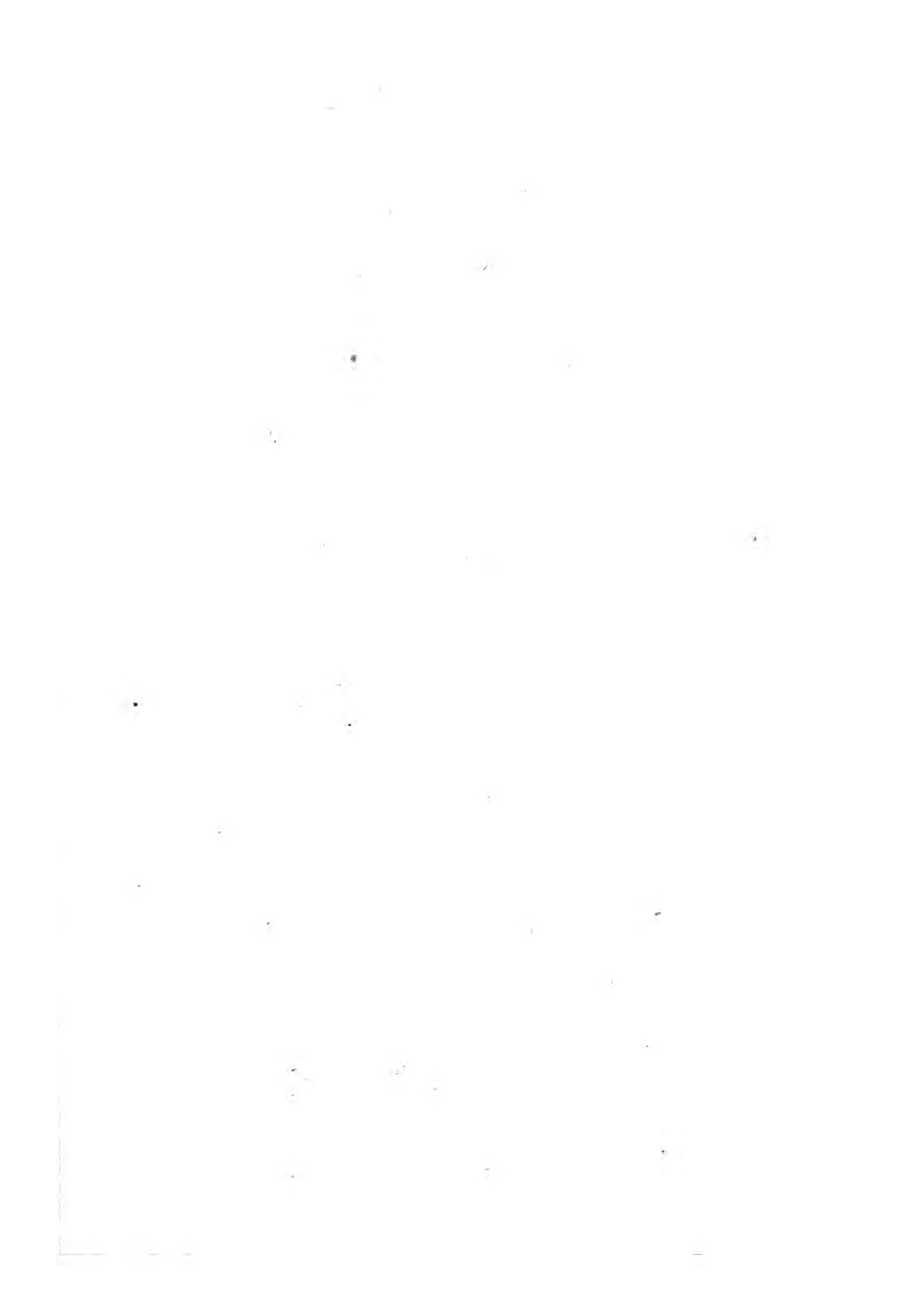
N/0 8244 A.1

PARIS

ERNEST FLAMMARION ÉDITEUR

26, Rue Racine, 26





DERNIÈRES PUBLICATIONS, DANS LA MÊME COLLECTION

Vol.		
	AICARD (JEAN), de l'Acad. française	FRAPIÉ (LÉON)
	Gaspard de Besse, roman (6 ^e mille) . . . 1	Nouveaux contes de la Maternelle (4 ^e mille)
	Le fameux chevalier Gaspard de Besse, roman (6 ^e mille) 1	GENEVOIX (MAURICE)
	ALANIC (MATHILDE)	Jeanne Robelin, roman (4 ^e mille)
	Nicole mariée, roman (6 ^e mille) 1	GÉNIAUX (CHARLES)
	BARBUSSE (HENRI)	Mes voisins de campagne (3 ^e mille)
	Paroles d'un combattant (30 ^e m.) . . . 1	GINISTY (PAUL)
	Clarté, roman (90 ^e mille) 1	L'histoire singulière de M ^{lle} Leblanc, roman (3 ^e mille)
	Le Feu, roman (300 ^e mille) 1	GYP
	BINET-VALMER	Le monde à côté, roman (18 ^e mille)
	Le plaisir, roman (12 ^e mille) 1	HERMANT (ABEL)
	BOUTET (FRÉDÉRIC)	La vie à Paris (Dernière année de la guerre : 1918), 3 ^e mille
	Par-dessus le mur (3 ^e mille) 1	HIRSCH (CHARLES-HENRY)
	Lucie, Jean et Jo, roman (4 ^e mille) . . . 1	La chèvre aux pieds d'or, roman (4 ^e m.)
	CHÉRAU (GASTON)	LATZKO (ANDRÉAS)
	Champi-Tortu, roman (13 ^e mille) 2	Les hommes en guerre, traduit de l'allemand par Magdeleine Marx (2 ^e m.)
	COLETTE (COLETTE WILLY)	MACHARD (ALFRED)
	L'entrave, roman (25 ^e mille) 1	Les cent gosses (4 ^e mille)
	CORDAY (MICHEL)	MACHARD (RAYMONDE)
	L'Amour opprimé (Les conveus), roman (7 ^e mille) 1	Tu enfanteras . . . , roman (6 ^e mille)
	Les révélées, roman (23 ^e mille) 1	MARGUERITTE (PAUL), de l'Acad. Goncourt
	CROISSET (FRANCIS DE)	Gens qui passent (8 ^e mille)
	Théâtre I et II 2	Jour, roman (65 ^e mille)
	DAUDET (LÉON), de l'Acad. Goncourt	MARGUERITTE (VICTOR)
	Dans la lumière, roman (15 ^e mille) . . . 1	Au bord du gouffre (Août-Septembre 1914) (35 ^e mille)
	DAUTRIN (ÉLIE)	MARX (MAGDELEINE)
	L'absent, roman (10 ^e mille) 1	Femme (13 ^e mille)
	DONNAY (MAURICE), de l'Acad. française	MILLE (PIERRE)
	Dialogues d'hier (4 ^e mille) 1	La nuit d'amour sur la montagne (5 ^e mille)
	DUVERNOIS (HENRI)	MIRBEAU (OCTAVE), de l'Acad. Goncourt
	Crapotte, roman (3 ^e mille) 1	Chez l'illustre écrivain (10 ^e mille)
	Edgar, roman (5 ^e mille) 1	MONTFORT (EUGÈNE)
	FABRE (ÉMILE)	Un cœur vierge, roman (8 ^e mille)
	Théâtre I 1	PAILLOT (FORTUNÉ)
	FARRÈRE (CLAUDE)	Les trois maîtresses de M. de Frivolac, roman (3 ^e mille)
	Bêtes et gens qui s'aimèrent (20 ^e m.) 1	PETTIT (CHARLES)
	La dernière deesse, roman (30 ^e mille) 1	Le fils du Grand Eunuque, roman chinois (3 ^e mille)
	La maison des hommes vivants, roman (30 ^e mille) 1	PRÉVOST (MARCEL), de l'Acad. française
	FISCHER (MAX ET ALEX)	D'un poste de commandement (12 ^e m.)
	L'amant de la petite Dubois, roman (31 ^e mille) 1	REBOUX (PAUL)
	Pour les amants, pour les époux, pour tout le monde. Illustré par L. Métivet (11 ^e mille) 1	Romulus Coucou, roman nègre (8 ^e m.)
	FLAMMARION (CAMILLE)	RÉVAL (G.)
	La Mort et son mystère. I. Avant la Mort (30 ^e mille) 1	L'Infante à la rose, roman (5 ^e mille)
	FLERS (ROBERT DE), de l'Acad. française	RICHEPIN (JEAN), de l'Acad. française
	La petite table (3 ^e mille) 1	L'âme américaine (4 ^e mille)
	FOLEY (CHARLES)	ROBERT (LOUIS DE)
	Pernette en escapade, roman (8 ^e m.) 1	Réussir, roman (5 ^e mille)
	Fleur d'ombre, roman (9 ^e mille) 1	ROSNY AINÉ (J.-H.), de l'Acad. Goncourt
	FONCK (RENÉ), Capitaine pilote aviateur.	L'amoureuse aventure, roman (5 ^e m.)
	Mes Combats. Préface du Maréchal Foch (13 ^e mille) 1	L'appel du bonheur, roman (6 ^e mille)
	FOUCAULT (ANDRÉ)	ROSTAND (MAURICE)
	Les grimaces de la gloire (4 ^e mille) . . . 1	Le cercueil de cristal, roman (13 ^e m.)
	FRAPPA (JEAN-JOSÉ)	SARRAIL (GÉNÉRAL)
	A Salonique, sous l'œil des Dieux! roman (37 ^e mille) 1	Mon commandement en Orient (1916-1918) (15 ^e mille)
		TIMMORY (GABRIEL)
		Monsieur Pédicule
		VANDÈREM (FERNAND)
		Le miroir des lettres (3 ^e mille)

